

10 2734

ETUDE SUR LE PROFIL DE LA PAUVRETE A MADAGASCAR

RAPPORT FINAL

présenté par

**Armand RANDRIANARIVONY
Fara Sahondra RAVOLOLONDRA MIARANA
Jean RAZAFINDRAVONONA
Jean RATSIMANDRESY RALAI SOLOFO
Njato RAZAFIANDRIAMBELO**

O. S. I. P. D.
Office Statistique et Informatique
pour la Programmation du Développement

ANTANANARIVO

JUIN 1994

SOMMAIRE

SOMMAIRE

1.1	-	EVOLUTION ECONOMIQUE RECENTE	1
1.2	-	OBJECTIFS DE L'ETUDE	2
2.1	-	MESURE DU BIEN - ETRE	4
2.1.1	-	Mesure du bien-être et théorie	4
2.1.2	-	Choix de mesures du bien-être	4
2.2	-	SEUILS DE PAUVRETE	5
2.2.1	-	Ligne de pauvreté absolue : Avantages et limites	5
2.2.2	-	Ligne de pauvreté relative	5
2.3	-	INDICES DE PAUVRETE	6
2.3.1	-	Incidence de la pauvreté	6
2.3.2	-	Intensité de la pauvreté	7
2.3.3	-	Degré d'inégalité	7
2.3.4	-	Décomposition de l'indice $P\alpha$	7
2.3.5	-	Indicateurs de ciblage	7
2.4	-	DETERMINATION DES GROUPES SOCIO-ECONOMIQUES	8
2.5	-	INDICATEURS DE PAUVRETE A MADAGASCAR	10
2.5.1	-	Choix du type de seuil de pauvreté	10
2.5.2	-	Choix des indicateurs de pauvreté	10
2.5.3	-	Classification des groupes de pauvreté	10
3.1	-	MODE DE COLLECTE	11
3.2	-	CARACTERISTIQUES DES DONNEES	11
3.3	-	CONTROLE DES DONNEES AU NIVEAU DE LA COLLECTE	12
3.4	-	CONTROLE DES DONNEES AU NIVEAU DU TRAITEMENT INFORMATIQUE	13
3.5	-	SECTIONS ET VARIABLES INTERVENANT DANS L'ETUDE SUR LE PROFIL DE LA PAUVRETE	14
4.1	-	CARACTERISTIQUES DEMOGRAPHIQUES	16
4.2.1	-	Pyramide des âges au niveau National	16
4.2.2	-	Pyramides des âges par région et par milieu	16
4.2.3	-	Distribution des ménages-échantillon	16
4.2	-	REPARTITION DES MENAGES PAR GROUPE SOCIO-ECONOMIQUE	16
4.3	-	MIGRATION	16
4.3.1	-	Répartition des 998 migrants occupés dans le lieu de départ	18
4.3.2	-	Répartition des 1374 migrants non occupés dans le lieu de départ	19
5.1	-	PROFIL DE PAUVRETE ET MILIEU	20
5.1.1	-	Profil de pauvreté et milieu urbain	21
5.1.2	-	Profil de pauvreté et milieu rural	23

5.2	-	PROFIL DE LA PAUVRETE PAR GROUPE SOCIO-ECONOMIQUE	25
5.2.1	-	Caractéristiques de l'échantillon par groupe socio-économique	25
5.2.2	-	Pauvreté globale	26
5.2.3	-	Pauvreté extrême	29
6.1	-	LE NIVEAU DE PAUVRETE EN 1980 ET EN 1993	32
6.2	-	L'INDICATEUR DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DU PAYS ET LE SEUIL DE PAUVRETE A MADAGASCAR : UN ESSAI D'ANALYSE	32
6.2.1	-	Le PIB et la pauvreté	32
6.2.2	-	Evolution de la consommation privée par tête et la pauvreté	33
6.3	-	DIMENSION REGIONALE DE LA PAUVRETE ET INDICATEUR DE DEVELOPPEMENT HUMAIN (I.D.H)	33
6.4	-	COMPARAISON TEMPORELLE DE LA STRUCTURE DE CONSOMMATION DES MENAGES MALGACHES	34
6.4.1	-	Structure de dépenses par Grand Centre Urbain	34
6.4.2	-	Structure de dépenses par Milieu	34
7.1	-	SITUATION DES MENAGES VIS-A-VIS DE L'EMPLOI	35
7.1.1	-	Situation vis-à-vis de l'emploi	35
7.1.2	-	Le taux d'activité	37
7.2	-	SITUATION DE LA POPULATION ACTIVE DANS LA PROFESSION	38
7.2.1	-	Selon les milieux	38
7.2.2	-	Selon les groupes de pauvreté	38
7.3	-	LES BRANCHES D'ACTIVITES	39
7.3.1	-	Par milieu	39
7.3.2	-	Par groupe de pauvreté	40
7.4	-	LES ACTIVITES SECONDAIRES	41
7.4.1	-	Répartition par branche d'activité	41
7.4.2	-	Analyse selon le niveau d'instruction du chef de ménage	42
7.5	-	LES REVENUS DES ACTIVITES DES MENAGES	42
7.5.1	-	Les sources de revenus selon les groupes de pauvreté par milieu	42
7.5.2	-	Les sources de revenus selon les groupes socio-économiques par groupe de pauvreté et milieu	43
7.6	-	LES TRANSFERTS D'ARGENT	44
7.7	-	REMARQUES ET CONCLUSIONS	45
7.7.1	-	De l'accès et de l'utilisation des crédits	45
7.7.2	-	Utilisation du temps par les membres du ménage	45
8.1	-	NIVEAU, TYPE ET STRUCTURES DES DEPENSES PAR GROUPE DE PAUVRETE	46
8.1.1	-	Niveau de dépenses et groupes de pauvreté	46
8.1.2	-	Dépense alimentaire et groupes de pauvreté	46
8.1.3	-	Milieux et groupes de pauvreté	47

8.2	-	DEPENSES ALIMENTAIRES, BESOINS ENERGETIQUES ET CONSOMMATION DE RIZ SELON LES GROUPES DE PAUVRETE	48
8.2.1	-	Les dépenses alimentaires monétaires et les besoins caloriques de la population malgache	48
8.2.2	-	Consommation de riz par milieu, selon les groupes de pauvreté	51
8.3	-	LES DEPENSES POUR LES AUTRES BESOINS DE BASE NON ALIMENTAIRES	53
8.3.1	-	Les dépenses d'habillement	53
8.3.2	-	Dépense de santé et situation sanitaire	53
8.3.3	-	Les dépenses d'éducation et situation éducative	56
9.1	-	VULNERABILITE DES FEMMES SELON LES MILIEUX	59
9.2	-	VULNERABILITE DES FEMMES SELON LES GROUPES SOCIO-ECONOMIQUE	62
10.1	-	REPARTITION DES MENAGES OBSERVES PAR GROUPE DE PAUVRETE SELON LES MILIEUX	68
10.1.1	-	Répartition des ménages par milieu	68
10.1.2	-	Poids de la population dans chaque milieu	68
10.2	-	L'HABITAT	69
10.2.1	-	Les conditions d'habitation des "TRES PAUVRES"	69
10.2.2	-	Les conditions d'habitation des "PAUVRES"	70
10.2.3	-	Les conditions d'habitation des "NON PAUVRE"	70
10.3	-	LE NIVEAU DE CONFORT	71
10.3.1	-	Confort du groupe "TRES PAUVRES"	71
10.3.2	-	Confort du groupe "PAUVRES"	72
10.3.3	-	Confort du groupe "NON PAUVRES"	73
10.4	-	ENERGIE ET COMBUSTIBLES	73
10.4.1	-	Du groupe "TRES PAUVRES"	74
10.4.2	-	Du groupe "PAUVRES"	75
10.4.3	-	Du groupe "NON PAUVRES"	75
10.5	-	DES MOYENS DE PRODUCTION AGRICOLE	76
10.5.1	-	Des ordures ménagères	76
10.5.2	-	L'Environnement agricole	79
11.1	-	MESURES DE POLITIQUE ET ACTIONS SECTORIELLES RECENTES	83
11.2	-	LES DONNEES FONDAMENTALES DES EXPLOITATIONS AGRICOLES DE MADAGASCAR	83
11.2.1	-	Distribution économique des terres arables entre les Ménages	83
11.2.2	-	De la formation du revenu des Petits exploitants	86
11.3	-	LES RESULTATS PRELIMINAIRES DE 1993 PAR L'EPM	87
11.3.1	-	Activités agricoles des Petits Agriculteurs	87
11.3.2	-	Recoltes et ventes	88
11.3.3	-	Des moyens de production	89
11.3.4	-	Résultats comptables par groupe de pauvreté des petits Agriculteurs	90
11.3.5	-	Conclusion	92

12.1 -	CONSIDERATIONS GENERALES	93
12.2 -	LES ENTREPRISES DU SECTEUR INFORMEL	94
12.2.1	- De la première ENTREPRISE non agricole	94
12.2.2	- De la deuxième ENTREPRISE	98
12.2.3	- De la troisième ENTREPRISE	98
12.2.4	- Conclusion	98
12.2.5	- Du marché parallèle	99
12.2.6	- Conclusion	105
13.1 -	SUR L'ORGANISATION DE L'EPM	106
13.2 -	SUR LE PROFIL DE LA PAUVRETE A MADAGASCAR	106
13.3 -	SUR LES PROBLEMES RENCONTRES PAR LES PAUVRES	107
13.3.1	- Dans le domaine démographique	107
13.3.2	- Dans le secteur social	107
13.3.3	- Dans le secteur économique	109
13.4 -	RECOMMANDATIONS	109

ANNEXES

ANNEXE I

Glossaire des abréviations
Définition
Nomenclature des GSE

ANNEXE II

Liste des tableaux
Tableaux

ANNEXE III

Bibliographie

CHAPITRE 1

INTRODUCTION

CHAPITRE 1 : INTRODUCTION

1.1 - EVOLUTION ECONOMIQUE RECENTE

Au premier Décembre 1993, la situation économique et financière de Madagascar est jugée plus dégradée que prévue. Les préparatifs internes, permettant d'aboutir à l'adoption de la position du pays sur les questions fondamentales devant constituer la base d'un programme de réformes, n'ont pas été réalisés dans un cadre formel et officiel.

La situation économique en 1993 s'est donc détériorée alors qu'aucun programme d'ajustement n'a été conclu avec le F.M.I. depuis 1991. Au 1er Février 1994, il n'y a pas encore de programme en perspective avec les bailleurs de fonds multilatéraux et à fortiori avec les différents partenaires bilatéraux¹.

L'amélioration du niveau de vie de la Population ne pourrait se faire qu'avec une Economie en expansion permettant de surpasser le taux d'accroissement démographique, d'une part, et d'améliorer le pouvoir d'achat de cette Population, d'autre part.

Au 1er Février 1994, la situation sociale n'est pas des meilleures :

- revendications salariales dans la Fonction Publique ;
- hausse des prix des denrées de première nécessité entraînant ainsi la baisse du pouvoir d'achat ;
- conditions climatiques défavorables caractérisées par des pluies diluviennes sur la Côte-Est et sur les Hauts Plateaux menaçant d'inonder les cultures irriguées .

En résumé, l'évolution économique récente du pays se résume selon les indicateurs suivants:

- a) taux de croissance du P.I.B. : - 6,4 % en 1991, + 1 % en 1992 et + 1,9 % en 1993. Mais du fait du niveau élevé du taux d'accroissement de la Population (de 3 % environ), le P.I.B. per capita aura en fait diminué par rapport à la période antérieure à 1991.
- b) entre 1992 et 1993 le taux d'inflation de l'Economie se maintient à 12,6 % , alors qu'il était plus élevé en 1991 avec 13,9 %.
- c) dans la capitale, la hausse des prix à la consommation familiale est passée de 8,5 % en 1991, à 14,6 % en 1992 et 13,2 % en 1993. Le léger ralentissement de 1993 exprime une certaine stabilité des prix des produits d'alimentation.
- d) les Finances Publiques se caractérisent par la progression des dépenses courantes, et un ralentissement du recouvrement fiscal, entraînant un déficit chronique des opérations globales du Trésor, et un besoin d'assainissement dans ce domaine.
- e) un déséquilibre extérieur dû à de graves pénuries de devises, d'où un gonflement des arriérés des paiements extérieurs (A.P.E.), situation qui s'est manifestée par une baisse des Exportations et une augmentation surprenante des Importations.
- f) un besoin de réforme et de redressement dans le système financier et monétaire.
- g) de graves difficultés financières gênent le financement de l'Economie par suite du blocage des interventions des fonds extérieurs. Apparemment, le déblocage de la situation n'aura lieu qu'après un accord de programme avec le F.M.I.

¹ L'on sait pourtant que, suite aux discussions avec les institutions de Bretton Woods au mois d'Avril 1994, la signature d'un Document-Cadre de politique économique a été faite au mois de Juin 1994. C'est là la concrétisation du programme économique du Gouvernement dans une perspective de redressement et de croissance.

1.2 - OBJECTIFS DE L'ETUDE

L'étude intitulée "PROFIL DE LA PAUVRETE A MADAGASCAR" constitue la première utilisation des données statistiques produites par l'Enquête Permanente auprès des Ménages (E.P.M.). Ces données toutefois ne concernent que les six premiers mois (sur douze) de l'enquête en question.

L'E.P.M. est une opération tendant à renforcer la capacité du Gouvernement Malgache à disposer d'une base des données sur les conditions de vie des Ménages, et a pour objectif de mesurer les dimensions sociales de l'ajustement structurel économique auquel s'est engagé le Gouvernement depuis 1988.

Cette étude s'inscrit dans l'ordre des priorités des actions du Gouvernement dans la mesure où elle vise à élaborer les éléments indispensables à la prise des décisions sur la Politique économique et sociale basée sur l'amélioration du Bien-être des différentes couches de la Population Malgache.

Aussi, le mode d'approche préconisé pour l'élaboration de ces éléments de décision consiste-t-il à instrumenter d'abord l'analyse des moyens des Ménages et de voir ensuite comment mesurer l'impact des réformes choisies pour gérer l'Economie et la Société.

L'approche retenue dans la présente étude consiste donc à :

1. établir une ligne de pauvreté qui sera suivie régulièrement dans le futur et que le Gouvernement puisse disposer tous les ans de l'information relative à la mesure du progrès réalisé quant aux conditions de vie des Ménages, et à l'impact des réformes économiques mises en oeuvre pour améliorer directement ou indirectement ces conditions. Dans la présente étude il sera procédé au calcul de deux indicateurs de niveau de dépenses qui permettront de classer les ménages en trois groupes qui vont des extrêmement pauvres aux non pauvres. Si les Dépenses sont supérieures aux Revenus dans la plupart des cas des ménages enquêtés, on s'attend à ce que certains gains ou transferts d'argent n'aient pas été volontairement déclarés par ces Ménages pour des raisons entièrement privées. Les Dépenses, qui signifient soit "emplois" ou "utilisations" des moyens disponibles soit "comportement" vis-à-vis des circonstances, sont donc plus réalistes que les Revenus même si elles sont supérieures à ces derniers. En effet, le Revenu est comme un instrument de travail qui peut être utilisé tout de suite ou différemment. Le fait qu'on en dispose ne justifie pas son utilisation qui est expliquée par l'état des infrastructures collectives (transport, marché, etc...) et les besoins.

Toutes les analyses tournant autour des conditions de vie des Ménages utiliseront désormais la ligne de pauvreté ainsi définie. En d'autres termes, la typologie des Ménages étant faite à partir du niveau de Dépenses par ménage, on observera les autres conditions de vie par groupe vis-à-vis de la ligne de pauvreté.

L'objectif tendant à suivre l'impact des réformes économiques ou des programmes d'actions visant l'amélioration des conditions de vie de la population se trouvera servi à l'occasion de l'analyse micro-économique décrite supra. Jusque-là, le Gouvernement avait du mal à vérifier si le cadrage macro-économique préparé avant l'élaboration du Budget de l'Etat (par exemple) était adéquat pour recouvrir le taux d'accroissement de la Population. Même si ce recouvrement est réalisé, il n'est pas dit que le bien-être de la Population s'améliorera. Encore faut-il vérifier si les infrastructures sociales sont accessibles à tous les groupes de Population et si les réformes prises cadrent effectivement avec la Politique Générale qui vise au rétablissement des grands équilibres de l'Economie, d'une part, et à celui des sociétés, d'autre part.

2. calculer les indicateurs de pauvreté permettant de :

a) identifier les pauvres et les groupes vulnérables de la Population :

- le tracé de la ligne de pauvreté n'est pas suffisant pour une analyse sociologique au sein de la Population. Il est nécessaire de localiser dans l'espace les groupes économiquement PAUVRES.
- l'espace dans lequel on doit identifier les PAUVRES comporte deux dimensions qui sont le milieu géographique où ils vivent en permanence, et le milieu écologique dans lequel ils évoluent pour lutter contre leurs conditions de vie défavorables.
- l'analyse des différentes variables permettant de définir les conditions de vie de ces groupes de ménages observés dans le milieu géographique (rural, urbain) et dans le milieu écologique (spécialisé dans les cultures d'exportation ou autres, dans l'élevage, les petits services, etc ...) va permettre de donner une idée de l'état de pauvreté, et des tenants et aboutissants de cette pauvreté.

b) étudier les caractéristiques de ces différents groupes socio-économiques :

- on définit d'abord les groupes socio-économiques pour Madagascar dont l'essentiel de la Population vit en milieu rural (83 % environ de la Population vivent en milieu rural).
- Le milieu rural est globalement présenté par la verdure, et caractérisé par l'absence d'activités industrielles. Ainsi, l'Agriculture, l'Exploitation des forêts et l'Elevage sont les activités principales des gens qui vivent en milieu rural. L'une au moins de ces activités existe en milieu rural malgache.
- les réflexions sur tous les instruments d'analyse socio-économique possibles, obtenues à partir de l'E.P.M. suggèrent d'utiliser la notion de région agroclimatérique² et la nomenclature de classification des ménages préconisée par la M.A.C.S.³ pour définir les groupes socio-économiques⁴ pour Madagascar.
- la Population enquêtée a été prise selon un plan de sondage décrit dans le chapitre III : sources et bases des données parmi les Populations de la capitale et des autres grands centres urbains, des centres urbains secondaires et du milieu rural. La base de sondage disponible a fait que les Populations des centres urbains ont été regroupées au moment du sondage dans le milieu urbain, et le reste dans le milieu rural.
- l'étude des caractéristiques de la Population enquêtée pendant six (6) mois continus, celle des dépenses et des sources de revenus des ménages, puis la description de l'Environnement d'habitation de ces ménages contribuent certainement à dégager les caractéristiques de la Pauvreté à Madagascar.
- il va sans dire que l'analyse des activités et plus particulièrement des entreprises (agricoles et non-agricoles) créées et gérées directement par les Ménages, présente l'opportunité de constater les capacités d'accueil des différents milieux au développement et à la promotion de l'emploi.

En effet, l'une des raisons évidentes de la Pauvreté est l'absence de revenus monétaires. Si la production des Ménages n'est pas destinée aux échanges commerciaux, il y aura un grand déficit dans le budget économique, impliquant ainsi une mauvaise répartition (économique) des revenus. Ce qui explique le fait de concentrer les charges de toutes les catégories d'infrastructures au niveau de l'Etat. L'autre raison qui est corollaire de la précédente c'est le chômage qui devient de plus en plus important dans la classe d'âge active.

- Le pouvoir d'achat ne devrait pas être mesuré seulement avec les indices des salaires et des prix à la consommation finale du Privé, car cette démarche suppose les choses égales par ailleurs.

Or, si dans le milieu urbain, on n'a que 50 % de la Population d'âge actif seulement qui travaillent, jamais les Revenus n'arriveront à affronter la hausse des prix à la consommation qui ne diminuent jamais en termes réels. Si, de plus, le sous-emploi dans le secteur indépendant du milieu rural intervient, il est très rapide d'augmenter le nombre de pauvres.

- L'adéquation de la qualification et de l'emploi ne sera pas encore analysée dans le cadre de la présente étude pour des raisons d'opportunité.

La conclusion qu'on attendra de cette étude portant "PROFIL DE LA PAUVRETE A MADAGASCAR" devrait aboutir à deux états ou rapports :

- a) profil de la pauvreté selon les groupes et les régions
- b) rapport sur les perspectives d'actions à mettre en oeuvre pour lutter contre la pauvreté à Madagascar. Ces actions seront classées à court, moyen et long termes

² Recensement National Agricole 1984 - MPARA (Voir définition en annexe)

³ Matrice de Comptabilité Sociale pour Madagascar - Cornell University 1990

⁴ Voir chapitre 2 (Groupes socio-économiques)

CHAPITRE 2

**METHODOLOGIE
D' IDENTIFICATION DES
PAUVRES**

CHAPITRE 2 : METHODOLOGIE D'IDENTIFICATION DES PAUVRES'

Il s'agit dans ce chapitre de décrire la méthodologie utilisée pour identifier les pauvres.

2.1 - MESURE DU BIEN-ETRE

L'étude vise à identifier les pauvres et à déterminer leurs caractéristiques notamment leurs activités principales. Pour atteindre cet objectif, il est nécessaire de définir une mesure du Bien-être pour caractériser la pauvreté.

2.1.1 - Mesure du Bien-être et théorie

Au niveau théorique, la mesure du Bien-être est reflétée par la résolution de l'équation de maximisation de la fonction d'utilité sous contrainte de revenu donnée par l'équation suivante:

$$\begin{aligned} &\text{Max } U(x_1, x_2) & (1) \\ &\text{sc } p_1 x_1 < p_2 (q_2 - x_2) + A - C \end{aligned}$$

avec:

x_1 = biens achetés sur le marché
 x_2 = biens auto-consommés
 p_1 = prix des biens achetés sur le marché
 p_2 = prix des biens auto-consommés
 A = autres revenus
 C = coût de la production

Le dual de (1) s'écrit:

$$\begin{aligned} &\text{Min } p_1 x_1 + p_2 x_2 \\ &\text{sc } \text{Max } U(x_1, x_2) > U^* & (2) \end{aligned}$$

U^* = minimum d'utilité acceptable

La résolution de l'équation (2) donne la fonction de dépense:

$$E = E(p_1, p_2, U^*) \quad (3)$$

C'est la justification théorique de l'utilisation des dépenses comme variable proxy de l'utilité.

Cependant l'utilisation de l'utilité suppose que:

1. les individus maximisent leur utilité;
2. les principaux arguments de leur fonction de Bien-être sont constitués par les biens qu'ils consomment;
3. tous les individus font face au même système de prix.

2.1.2 - Choix de mesures du Bien-être

Plusieurs mesures du Bien-être peuvent être utilisées: le revenu total, par tête, par équivalent adulte; la dépense totale par tête, par équivalent adulte, la consommation alimentaire par tête, la part de la consommation alimentaire dans les dépenses totales, la dépense totale, par tête, par équivalent adulte.

¹ Ce chapitre s'inspire du rapport intitulé "Analysis Plans for Understanding the Social Dimensions of Adjustment".
Voir Bibliographie (17).

La difficulté de mesurer le revenu au niveau de l'enquête par rapport aux dépenses milite en faveur du choix des dépenses comme mesure du Bien-être. La limite à cette mesure est que la fonction d'utilité ne tient pas compte de l'utilité procurée par le loisir. Cependant, il est possible de contourner cette difficulté en utilisant une approche en termes de revenu global qui donne une valeur monétaire au loisir en utilisant le concept d'utilité de salaire. Ces dépenses totales comprennent les dépenses monétaires, l'auto-consommation et la valeur des services procurés par la possession de biens durables et notamment la possession de logement. Etant donné la variation de prix au niveau régional et selon les milieux, ces dépenses devraient être corrigées au moyen des variations régionales en utilisant les indices Paasche de prix régionaux².

L'objectif étant une mesure du Bien-être au niveau individuel, il faut transformer les dépenses totales du ménage en dépenses totales par tête ou par équivalent adulte (c'est le premier qui est utilisé dans cette étude bien que l'équivalent adulte reflète mieux la structure de consommation du ménage).

Il est vrai que certains services comme les services de santé et d'éducation, par exemple, améliorent aussi le Bien-être de l'individu, et donc devraient faire partie des arguments de la fonction d'utilité mais, pour des raisons pratiques de détermination de prix imputés pour les services publics, ces deux services sont étudiés à part sous forme de niveau de satisfaction de ces besoins de base par les ménages et les individus.

Avec cette mesure du Bien-être, il est alors possible de définir un seuil de pauvreté classant les ménages en pauvres et non pauvres, et enfin établir des indicateurs de pauvreté.

2.2 - SEUILS DE PAUVRETE

L'identification des groupes de pauvreté nécessite une définition de la pauvreté ou du Bien-être et une mesure de celle-ci. Pour cela, il est nécessaire de définir un seuil de pauvreté ou ligne de pauvreté.

2.2.1 - Ligne de pauvreté absolue : Avantages et limites

Une mesure de la pauvreté absolue est donnée par la *consommation alimentaire* ou la *consommation calorique minimum* pour supprimer la malnutrition ou encore la *consommation en nutriments*. "L'indice du Bien-être utilisé pourrait être la consommation en nutriments, que l'on suppose être dépendante du revenu réel et du prix relatif des aliments. Les mesures de politique d'ajustement peuvent avoir comme conséquence l'augmentation de la demande de travailleurs salariés, l'accroissement de la production et la commercialisation de denrées domestiques, et la hausse des prix des aliments de base. La réaction des individus (ménages) à ces changements dans leur revenu réel et dans les prix auxquels ils doivent maintenant faire face sera d'ajuster leur consommation alimentaire, ce qui entraînera certains changements au niveau de l'apport en nutriments. L'indicateur utilisé pour mesurer leur consommation moyenne devrait répondre à ce changement (que ce soit par une augmentation ou une diminution)".

L'avantage de ces mesures vient du fait que pour la plupart des pauvres, le Bien-être dépend de la disponibilité et de la qualité des aliments; de plus, celle-ci est plus facile à mesurer. En effet, les enquêtés se souviennent plus facilement des denrées achetées. Le problème posé par cette mesure est la définition du panier type et les prix dont il faut disposer pour valoriser le panier.

Une autre mesure de la pauvreté absolue est constituée par la *consommation de biens et services*. Cette mesure pose le problème de la consommation non alimentaire à intégrer dans le panier de biens qui définit la pauvreté absolue.

Les ambiguïtés posées par la ligne de pauvreté absolue ont conduit à opter pour une ligne de pauvreté relative.

2.2.2 - Ligne de pauvreté relative

La pauvreté peut également être définie par le *revenu ou les dépenses en-dessous duquel se trouve un certain pourcentage de la population*. Le problème posé par cette définition est que la pauvreté ne peut jamais être supprimée quel que soit le pourcentage fixé au départ; de plus, cette ligne de pauvreté a l'inconvénient de ne pas donner une caractéristique du manque à gagner des individus ayant un niveau de dépense se trouvant en-dessous du seuil de pauvreté.

² Voir Bibliographie (17).

La ligne de pauvreté relative adoptée est donnée par un certain pourcentage du revenu moyen en-dessous duquel se trouvent celui des pauvres. Dans le cas présent, on définit un premier seuil de pauvreté appelé *pauvreté extrême*, c'est-à-dire les individus qui ont une dépense totale par tête en-dessous du tiers de la dépense totale moyenne par tête et un second seuil se situant aux deux tiers des dépenses totales moyennes par tête. Grâce à ces deux seuils, la population est classée en individus extrêmement pauvres, individus pauvres et individus non pauvres.

L'avantage de cette ligne de pauvreté relative est que, d'une part le problème de la difficulté de mesurer le revenu est évité, et, d'autre part la pauvreté peut être supprimée: les dépenses peuvent être distribuées au-dessus de la ligne de pauvreté; de plus, elle donne une idée du revenu standard et donc de l'écart de revenu par rapport au revenu moyen, donc de suivre les progrès des conditions de vie des ménages dans le temps et les impacts des mesures de politique économique.

2.3 - INDICES DE PAUVRETE

Pour synthétiser les informations sur les seuils de pauvreté, il faut définir le seuil qui sépare les pauvres des non pauvres grâce à un *indice de pauvreté*.

Le degré de la pauvreté dépend de trois facteurs :

- l'incidence de la pauvreté ou le ratio de la pauvreté définie comme étant le nombre total d'individus vivant en-dessous du seuil de pauvreté ;
- l'intensité de la pauvreté ou étendue de la pauvreté qui mesure la distribution des revenus des pauvres;
- le degré d'inégalité entre les pauvres.

Et comme l'ajustement a des impacts différenciés selon les secteurs ou les groupes, l'indice de pauvreté doit être décomposable selon les secteurs ou les groupes.

L'indice de pauvreté de Foster, Greer et Thornbecke³ répond à ces questions, ce qui justifie son utilisation dans cette étude. Cet indice est donné par la formule suivante :

$$(1) P_{\alpha} = \frac{1}{n} \sum_{i=1}^q \left(\frac{Y_p - Y_i}{Y_p} \right)^{\alpha}$$

2.3.1 - Incidence de la pauvreté

L'"*incidence de la pauvreté*" est le rapport du nombre de pauvres au total des individus de la population. Ainsi, s'il y a n individus ayant des dépenses ou des revenus de y_1, y_2, \dots, y_n et que nous les classons par ordre croissant de sorte que la ligne de la pauvreté sépare exactement q d'entre eux:

$$(2) y_1 < y_2 < \dots < y_q < Y_p < y_{q+1} < \dots < y_n$$

Y_p = ligne de pauvreté

Y_i = dépense du $i^{\text{ème}}$ pauvre

n = effectif total de la population

q = nombre d'individus en dessous de la ligne de pauvreté,

pour $\alpha=0$, on a:

$$(3) P_{\alpha=0} = \frac{q}{n} = H$$

H = proportion de pauvres.

³ Voir Bibliographie (17).

Cet indice de pauvreté est critiqué du fait qu'il s'attache plus au nombre de pauvres qu'à l'*étendue de la pauvreté*. Ainsi, si la personne la plus pauvre devient encore plus pauvre, l'incidence H ne changera pas. On peut contourner cette difficulté en élargissant la mesure et en faisant intervenir l'étendue moyenne de la pauvreté.

2.3.2 - Intensité de la pauvreté

Pour $\alpha = 1$, on a:

$$(4) \quad P_{\alpha=1} = \frac{1}{n} \sum_{i=1}^q \frac{Y_p - Y_i}{Y_p} = HI$$

$$(5) \quad I = \frac{1}{q} \sum_{i=1}^q \frac{Y_p - Y_i}{Y_p} = I$$

I = intensité de la pauvreté.

Cet indice donne également le *déficit de pauvreté*, c'est à dire le montant de revenu qu'il faudrait transférer aux pauvres pour supprimer la pauvreté.

2.3.3 - Degré d'inégalité

Pour tenir compte de la distribution des revenus parmi les pauvres, c'est-à-dire du degré d'inégalité, il faut donner un poids plus important aux pauvres, c'est-à-dire donner à α une valeur supérieure à 1. En effet, pour $\alpha > 1$, le transfert des revenus des plus pauvres vers les moins pauvres augmentent l'indice de pauvreté $P_{\alpha=1}$.

2.3.4 - Décomposition de l'indice P_{α}

L'indice P_{α} a la propriété d'être décomposable selon les sous-groupes. D'où l'avantage de son utilisation dans l'analyse de la pauvreté selon les secteurs, les groupes socio-économiques, les régions, les milieux, les sexes...

$$(6) \quad P_{\alpha} = \sum_{j=1}^m z_j P_{j,\alpha}$$

$P_{j,\alpha}$ = indice de pauvreté du groupe j

z_j = poids du groupe j dans la population

$$\sum z_j = 1$$

La "*contribution*" de chaque secteur, groupe... à la pauvreté nationale est calculée par la formule suivante:

$$(7) \quad P_x = \frac{z_j P_{j,x}}{\sum_{j=1}^m z_j P_{j,x}}$$

2.3.5 - Indicateurs de ciblage

L'élaboration d'indices de pauvreté dans le profil de pauvreté⁴ a pour objectif d'aider les pouvoirs publics à cibler les groupes sociaux sur lesquels doivent se concentrer leurs efforts pour la lutte contre la pauvreté et également pour l'analyse des impacts des mesures prises ou à prendre.

⁴ Voir Bibliographie (15).

Cependant, une fois les groupes vulnérables ciblés, la réalisation comporte un coût qu'il faudrait évaluer. En effet, entre le ciblage minutieux (afin que seuls les pauvres ou les groupes cibles bénéficient des mesures prises) qui comporte un coût et aucun ciblage où les coûts sont nuls mais où les déperditions peuvent être nombreuses, il est nécessaire de choisir une voie médiane qui maximise le ciblage tout en minimisant le coût. C'est ainsi que sont élaborés les indicateurs de ciblage qui fixent un ordre de priorité entre les différentes catégories.

L'objectif étant la réduction de la pauvreté donc des indices $P\alpha$, au niveau des milieux et régions de toute la Nation, les pouvoirs publics peuvent prendre des mesures qui ont pour but d'atteindre cet objectif, par exemple, par une augmentation des revenus ou une politique adéquate des prix. Deux hypothèses sont alors posées quant à l'impact de ces mesures:

Hypothèse 1 :

Les avantages résultant des mesures d'intervention sont équitablement partagés entre tous les membres du groupe bénéficiaire. Les bénéficiaires reçoivent le même montant, donc les pauvres bénéficient plus que les non pauvres proportionnellement à leur revenu d'origine. Alors, les priorités entre catégories doivent être rangées selon les valeurs de:

(8) $P\alpha-1,j$

j = catégorie.

Ainsi si $\alpha = 1$, l'indicateur de ciblage est $P0...$

Hypothèse 2 :

Les avantages résultant des mesures d'intervention ne sont pas également partagés. Autrement dit, tous les revenus augmentent dans la même proportion, les non pauvres bénéficiant plus que les pauvres en chiffres absolus, alors les priorités entre les catégories sont ordonnées par la formule suivante :

(9) $[P\alpha-1,j - P\alpha,j]/DMTH_j$

$DMTH_j$ = Dépense moyenne totale du groupe j .

L'indicateur de ciblage ci-dessus indique en outre l'impact sur la pauvreté nationale d'une hausse du revenu de la catégorie j qui est absorbée par les individus de la catégorie en proportion de leur revenu actuel.

Si une catégorie conserve la priorité à la fois selon le critère (8) et selon le critère (9), et pour un ensemble de valeurs de α , alors cette catégorie est prioritaire.

2.4 - DETERMINATION DES GROUPES SOCIO-ECONOMIQUES

L'analyse par groupe socio-économique est celle qui a le plus d'importance de par son opérationnalité quant aux mesures à prendre. En effet, les groupes socio-économiques constituent un outil de classification de la population qui, au delà des régions et milieux, partagent la population en groupes relativement homogènes du point de vue de leur participation au processus de production en général et dans un secteur de production en particulier. Cette classification s'inspirant de la Matrice de Comptabilité Sociale, et de l'analyse de la politique d'ajustement structurel, distingue les salariés et les autres groupes d'opérateurs du reste de la Population appartenant à diverses situations.

Dans le groupe des salariés, la distinction est faite suivant le niveau de qualification (hautement qualifié, moyennement qualifié et non qualifié). Les autres regroupent les exploitants qui sont opérationnels dans le processus de production et le groupe appelé "Autres". Dans le groupe "Autres" se trouvent les étudiants, les retraités et handicapés, les propriétaires et les autres inactifs. Quant aux exploitants, ils sont répartis selon les secteurs d'activité (primaire, secondaire et tertiaire) et selon la taille des exploitations. Etant donné le rôle joué par le secteur primaire, celui-ci distingue l'agriculture, l'élevage et les autres branches d'activités du primaire. Afin de mettre en valeur le secteur des biens échangeables, le secteur vivrier est distingué du secteur des cultures de rente.

La classification en groupes socio-économiques doit remplir les conditions suivantes :

- les ménages à l'intérieur d'un groupe socio-économique doivent être homogènes quant aux impacts de l'ajustement sur eux et quant à leur comportement face aux mesures d'ajustement structurel.
- cette classification doit être choisie de telle manière qu'elle soit applicable à tous les membres du ménage en entier.

Plusieurs critères sont utilisés pour classer les ménages:

- critère économique (patrimoine, revenu...), critère de localisation (milieu), caractéristiques du chef de ménage, critère sociologique (religion, culture,...) éventuellement.

Les groupes socio-économiques définis dans le cadre de cette analyse sont les suivants :

A. SALARIES⁵

- A1. Travailleurs hautement qualifiés
- A2. Travailleurs qualifiés et spécialisés
- A3. Main-d'oeuvre non qualifiée

B. EXPLOITANTS AGRICOLES

- B1. Exploitants de cultures de rente
- B2. Exploitants de cultures vivrières
- B3. Elevage, pêche, chasse

C. EXPLOITANTS NON AGRICOLES

- C1. Autres exploitants du secteur primaire
- C2. Exploitant du secteur secondaire
- C3. Exploitant du secteur tertiaire

D. AUTRES SITUATIONS

- Retraités/Handicapés
- Etudiants et divers stagiaires
- Chômeurs
- Autres inactifs
- Propriétaires, divers rentiers
- Autres non classés ailleurs

⁵

1. Hautement qualifiés	:	Cadres supérieurs et moyens
2. Qualifiés et spécialisés	:	Employés et ouvriers qualifiés ou spécialisés
3. Main-d'oeuvre	:	Non qualifiée, non spécialisée (dockers, manoeuvres, gardiens, hommes de peine, filles de salle, et assimilés)

2.5 - INDICATEURS DE PAUVRETE A MADAGASCAR

2.5.1 - Choix du type de seuil de pauvreté

Est pauvre celui qui a une dépense totale par tête inférieure aux deux tiers des dépenses totales moyennes par tête; est extrêmement pauvre celui qui a une dépense totale par tête inférieure à un tiers des dépenses totales moyennes par tête. Suivant les lignes de pauvreté établies tels que présentés au chapitre 2, la population est alors classée en trois groupes dits de pauvreté (sociaux):

- les extrêmement pauvres ;
- les pauvres ;
- les non pauvres.

2.5.2 - Choix des indicateurs de pauvreté

Les indices de pauvreté utilisés sont les indices de mesures de pauvreté $P\alpha$ ($\alpha=0,1,2$) définis dans la section précédente. et le calcul de ces indices s'est fait au niveau national, par milieu, par région et par groupe socio-économique.

2.5.3 - Classification des groupes de pauvreté

Pour mieux cerner la pauvreté, la population a été classée selon les milieux (Capitale, grands centres urbains, centres urbains secondaires, rural) et par régions selon les 6 Faritany en 1993 particulièrement pour l'analyse du milieu rural.

Une analyse plus fine a été faite en utilisant les groupes socio-économiques qui sont ainsi des groupes sociaux comme les groupes de pauvreté définis ci-avant.

Afin de donner les caractéristiques de la pauvreté, le niveau de satisfaction des besoins de base (santé et éducation) a été étudié pour chaque groupe de pauvreté en liaison avec les milieux, les régions et les groupes socio-économiques.

Certains groupes ont fait l'objet d'une étude particulière, notamment, les Femmes et les petits producteurs Agriculteurs.

CHAPITRE 3

SOURCE ET BASE DE DONNEES

CHAPITRE 3 : SOURCE ET BASE DE DONNEES

L'E.P.M. est une enquête auprès des ménages de nationalité malgache, s'étalant sur une année en dix cycles de 33 jours chacun. Comme chaque cycle a sa période de référence, celle couverte par notre étude va du 22 Avril 1993 au 24 Octobre 1993. Notre échantillon a alors la journée du 23 Juillet 1993 (milieu de la période) comme date de référence et ne représente que la moitié de l'échantillon environ.

Ce chapitre va présenter le mode de collecte, les documents d'enquête, les caractéristiques des données et les différents résultats qui vont figurer dans l'étude.

3.1 - MODE DE COLLECTE

La collecte des données de l'EPM a été faite à partir des antennes de la Banque des Données de l'Etat qui ont leur siège au niveau des Faritany sous l'égide des Chefs de Services Provinciaux, sauf pour Antsiranana dont l'antenne de l'Enquête Permanente auprès des Ménages a été installée à Sambava.

La réalisation de cette opération a été assurée par des équipes se composant : d'un Superviseur, d'un Contrôleur, et deux enquêteurs. La petite administration de l'antenne a été assurée par l'assistant du superviseur, le(s) opérateur(s) de saisie, le chauffeur et le gardien.

Un Superviseur est responsable de :

- trois équipes dans les deux antennes d'Antananarivo et celle de Fianarantsoa ;
- deux équipes dans les antennes de Toamasina, Mahajanga et Toliary ;
- une équipe dans l'antenne de Sambava.

Les tâches correspondant à ces postes sont décrites dans le manuel de procédure (Personnel de l'E.P.M.).

Chaque ménage est visité normalement par chaque enquêteur en cinq passages qui s'étalent sur un mois d'observation pour les grappes urbaines et vingt jours d'observation pour les grappes rurales. En général, deux à trois visites sont suffisantes pour remplir le questionnaire ménage, les autres visites servant à remplir les questionnaires annexes (carnet de dépense, carnet d'auto-consommation, carnet des entreprises non-agricoles).

3.2 - DESCRIPTION DES DOCUMENTS D'ENQUETE

* Le questionnaire-Ménage se compose de treize sections couvrant les thèmes suivantes :

- Les caractéristiques des membres du ménage permettent d'étudier la composition des ménages Malgaches, etc....
- L'Education fournit le niveau d'instruction, les dépenses scolaires par individu, les taux de fréquentation scolaire, les taux d'alphabétisation, etc ...
- La Santé donne le coût d'accès au service de santé, les préférences de type de centre de soins en cas de maladie ou de blessure, l'habitude d'effectuer des soins pré et post-natals,...
- L'Emploi permet d'obtenir la classification en groupes socio-économiques, le revenu des salariés, les types d'activités, la répartition du travail selon la mobilité, la stabilité et les caractéristiques de l'emploi, l'opportunité d'emplois, etc
- La Migration donne le profil des migrants, les causes de la migration et le type des régions de départ et celle d'accueil, etc
- L'Habitation fournit des informations sur les caractéristiques d'habitation, le statut d'occupation, l'environnement, etc....

- L'Agriculture donne les surfaces cultivées, l'importance des cultures vivrières et d'exportation, les cheptels de différents types d'élevage, etc
- Les Dépenses du ménage, permettent d'étudier la structure des dépenses des ménages, de construire la ligne de pauvreté, et de définir les groupes de pauvreté, etc
- Les Entreprises non-agricoles du ménage informent sur les capacités de ces entreprises, la capacité du secteur informel non-agricole, etc
- Les Transferts de revenus permettent de mesurer l'importance des flux entre ménages, etc
- Le Crédit, les Biens et l'Epargne informent sur l'accès au crédit, les types de circuit financier, les biens et épargne des ménages, etc
- L'Anthropométrie permet d'estimer l'état nutritionnel des enfants de moins de 5 ans, etc

* Les documents annexes au questionnaire Ménage :

- le carnet des dépenses en milieu urbain enregistre les dépenses journalières des ménages-échantillons durant un mois tandis que celui en milieu rural le fait durant une semaine.
- le carnet d'auto-consommation enregistre la consommation par semaine des agriculteurs de leur propre production.
- le carnet de l'entreprise non-agricole recueille les informations sur chaque type de produit, le montant des achats et des ventes et les stocks au début et à la fin de la période.
- * Le questionnaire communautaire formé de 8 sections essaie de collecter les informations sur la disponibilité des services socio-économiques et l'évolution des infrastructures et des organisations socio-économiques de la communauté.
- * Le questionnaire sur les prix permettent d'avoir des taux de conversion conventionnels des unités appliquées sur les marchés en même temps que les prix des produits.

3.3 - CARACTERISTIQUES DES DONNEES

Le plan de sondage a permis de tirer un échantillon de 4 504 ménages. La base de sondage a été le recensement administratif de 1986 et 1987, divisée en deux strates : le milieu urbain et le milieu rural d'après le code géographique établi lors du classement des villes en 1975. Ce classement avait réparti la population en 20% d'urbains et 80 % de ruraux.

Afin de mieux représenter les ménages urbains, ceux-ci ont été tirés avec une probabilité deux fois supérieure à celle du milieu rural. La répartition des ménages et de la population enquêtée au titre des cinq (5) premiers cycles de l'E.P.M est la suivante :

- Ménages urbains¹ = 40 %, Population = 41 %.
- Ménages Ruraux = 60 %, Population = 59 %.

La distribution de la population par milieu est différente de celle des ménages car la taille du ménage urbain est supérieure à celle du ménage rural (5,13 contre 4,99).

Quant aux résultats au niveau des Faritany, elles dépendent de deux facteurs : la variance des variables concernées telle qu'elle existe dans la population et la complexité des résultats visés.

¹ Urbain=G.C.U + C.U.S

En intégrant ces différentes préoccupations dans le plan de sondage, nous aboutissons au schéma de tirage suivant :

1. au premier degré, le Fokontany est tiré systématiquement avec une probabilité proportionnelle à sa taille. La liste des Fokontany est rangée au préalable :

- en milieu rural suivant une contiguïté agroclimatérique ;
- en milieu urbain suivant la taille des villes, et à l'intérieur des villes où l'on a tiré plus de deux Fokontany ; les Fokontany sont rangés suivant un ordre croissant de standing².

On a tiré ainsi 320 grappes dont 154 grappes urbaines et 166 grappes rurales. Ces grappes ont été distribuées dans un plan de collecte qui les répartit de façon à les équilibrer selon les milieux et les régions tout au long des dix cycles d'enquête afin d'éviter des biais de saisonnalité et autres.

2. au deuxième degré un segment est tiré à l'intérieur des Fokontany avec une probabilité proportionnelle à sa taille. La segmentation a été introduite dans les Fokontany peuplés afin de gagner du temps pour la constitution des listes des ménages qui forment la base de sondage au troisième tirage.
3. au troisième degré, 12 ménages sont tirés en milieu urbain et 16 ménages en milieu rural. On obtient ainsi 1848 ménages urbains et 2656 ménages ruraux pour constituer l'Echantillon de l'E.P.M.

L'Etude sur le profil de la Pauvreté à Madagascar utilise les résultats des cinq premiers cycles relatifs à la période d'enquête s'étalant du 22 avril 1993 au 24 octobre 1993 correspondant à 76 grappes urbaines et 84 grappes rurales. La répartition théorique des ménages par milieu et selon les faritany est résumée dans le tableau qui suit :

TABLEAU 3.1 : REPARTITION DES MENAGES-ECHANTILLON DES CINQ PREMIERS CYCLES DE L'EPM

MILIEUX	ANTANA-NARIVO	TOAMA-SINA	FIANARA-NTSOA	MAHA-JANGA	TOLIARY	ANTSIRANANA	TOTAL
Urbain	384	96	132	108	108	84	912
Rural	288	256	352	176	160	112	1 344
Total	672	352	484	284	268	196	2 256

Total EPM	1 404	660	920	536	620	364	4 504
-----------	-------	-----	-----	-----	-----	-----	-------

L'exploitation des Questionnaires-Ménages comme dans toutes les grandes Enquêtes Statistiques connaît toujours des difficultés dues à différents problèmes soit de collecte, soit de saisie informatique au niveau des antennes. Cette exploitation - ci a nécessité des travaux d'apurement informatique de la base de données générale, et la mise à jour de certaines nomenclatures de classification : milieux (code géographique dépassé), Branche d'activité, G.S.E, produits, etc Les tableaux qui suivent, situent la réalisation de l'échantillonnage, compte tenu de l'apurement des différents fichiers de travail.

3.4 - CONTROLE DES DONNEES AU NIVEAU DE LA COLLECTE

Au premier cycle, le contrôle des données a été effectué par les contrôleurs et le superviseur qui testent manuellement les données.

A partir du deuxième cycle, les programmes informatiques de contrôle de cohérence ont facilité ces tests (vérification des sauts, de la population de référence, des champs ...).

² Correspondant à peu près avec niveau de vie, ceci étant apparent dans le modèle d'habitant.

Les tests sur l'équilibre des revenus et dépenses de même que sur l'équilibre entre la quantité de produits récoltés et leur utilisation n'ont été pris en compte qu'à partir du troisième cycle. La vraisemblance des réponses au niveau des revenus et dépenses et des revenus des entreprises non-agricoles est alors devenue une priorité, ainsi que la vérification systématique des messages d'erreurs auprès des ménages.

3.5 - CONTROLE DES DONNEES AU NIVEAU DU TRAITEMENT INFORMATIQUE

Quatre types de contrôle ont été effectués au niveau du traitement informatique :

- le contrôle des omissions sur les variables qualitatives ;
- le contrôle des omissions et des valeurs aberrantes sur les variables quantitatives ;
- les contrôles logiques ;
- le contrôle des doubles enregistrements.

L'impossibilité de dresser de façon exhaustive la liste des unités de mesure non conventionnelles d'un bon nombre de produits et l'absence d'une norme malgache sur le niveau relatif d'écart entre les Revenus et les Dépenses imposent une limite au contrôle informatique.

Suite à ces différents types de contrôle et compte tenu du délai imparti, la taille finale de l'échantillon retenue pour la suite de l'analyse est de 2 206 ménages.

TABLEAU 3.2 : REPARTITION EFFECTIVE DES MENAGES-ECHANTILLON DES CINQ PREMIERS CYCLES DE L'EPM

FARITANY	URBAIN	RURAL	TOTAL	PREVISION	TOTAL EPM
Antananarivo	381	283	664	672	1 404
Toamasina	96	254	350	352	660
Fianarantsoa	132	351	483	484	920
Mahajanga	82	171	253	284	536
Toliary	108	153	261	268	620
Antsiranana	83	112	195	196	364
Ensemble	882	1 324	2 206	2 256	4 504

TABEAU 3.3 : POURCENTAGE DES MENAGES ENQUETES SUR 5 CYCLES PAR MILIEU ET PAR FARITANY

FARITANY	PREVISION 5 CYCLE		REALISATION 5 CYCLE	
	URBAIN	RURAL	URBAIN	RURAL
Antananarivo	57,1	42,9	57,4	42,6
Toamasina	27,3	72,7	27,4	72,6
Fianarantsoa	27,3	72,7	27,3	72,7
Mahajanga	38,0	62,0	32,4	67,6
Toliary	40,3	59,7	41,4	58,6
Antsiranana	42,9	57,1	42,6	57,4
Ensemble	40,4	59,6	40,0	60,0

REMARQUE SUR LES DONNEES EXTRAPOLEES

Les données extrapolées donnent une population d'individus de 5 671 105 (17 % d'urbains et 83 % de ruraux) et une population de ménages de 1 135 567 qui représente environ 48 % de la population totale de Madagascar. Une représentation géographique des Fivondronana concernés par l'enquête montre que pendant ces cinq premiers cycles, deux Fivondronana de Toliary, trois de Fianarantsoa, deux de Majunga, un de Toamasina et l'île de Nosy Be n'ont pas été touchés. Aussi, présentons-nous des résultats non extrapolés au niveau des milieux détaillés comme suit :

Milieu urbain :

- Capitale, Grands Centres Urbains (G.C.U),
- Centres Urbains Secondaires (C.U.S).

Milieu rural :

- Antananarivo
- Fianarantsoa
- Toliary
- Antsiranana
- Toamasina
- Mahajanga

Cette liste représente la subdivision régionale existant en 1993. Ce sont donc les régions utilisées dans la présente étude sur le profil de la pauvreté à Madagascar.

CHAPITRE 4

**CARACTERISTIQUES DE LA
POPULATION ENQUETEE**

CHAPITRE 4 : CARACTERISTIQUES DE LA POPULATION ENQUETEE

Comme l'échantillon est représentatif à l'intérieur des strates urbaines et rurales, et malgré un échantillonnage renforcé dans les strates urbaines, les données seront traitées telles quelles à l'intérieur de chaque milieu.

4.1 - CARACTERISTIQUES DEMOGRAPHIQUES.

4.1.1 - Pyramide des âges au niveau National

L'âge moyen de la population est de 23,1 ans et 52 % de la population a moins de 20 ans en milieu urbain (respectivement 21,6 ans et 57 % en milieu rural).

Le rapport de masculinité cumulé sur l'ensemble de l'échantillon (97,8) montre qu'il y a 98 hommes pour 100 femmes L'EPM a trouvé le même rapport de masculinité que celui des résultats provisoires du Recensement Général de la population d'Août 1993 de la B.D.E. . On a en milieu urbain un rapport de masculinité de 93,8 et de 100,6 en milieu rural.

Le profil de la pyramide des âges montre un déficit de naissance au groupe 5 - 9 ans. Le débordement d'un pavé de la pyramide au niveau du groupe d'âges 50 à 54 ans féminin pourrait provenir d'un passage à l'âge de 50 ans pour certaines enquêtées en raison de certaines questions embarrassantes dont celles relatives à la contraception, ce qui explique la dissymétrie de la pyramide.

4.1.2 - Pyramides des âges par région et par milieu

Les pyramides de la Capitale et des grands centres urbains secondaires présentent des allures semblables au niveau de certains groupes d'âges :

- * 5-9 ans : un déficit de naissances dû vraisemblablement à une période de crise économique (1983-1988),
- * 10-14 ans : un gonflement dû probablement à un rajeunissement des filles du groupe d'âge 15-19.

4.1.3 - Distribution des ménages-échantillon

La distribution des ménages est inégale entre les milieux (40 % en milieu urbain et 60 % en milieu rural). Nous signalons que les ménages urbains sont sur-représentés dans notre échantillon. La répartition à l'intérieur du milieu urbain est presque la même pour la capitale et les Grands Centres Urbains (respectivement 35 % et 36,3 %) et un peu moins pour les centres urbains secondaires (28,7 %).

4.2 - REPARTITION DES CHEFS DE MENAGE PAR GROUPE SOCIO-ECONOMIQUE

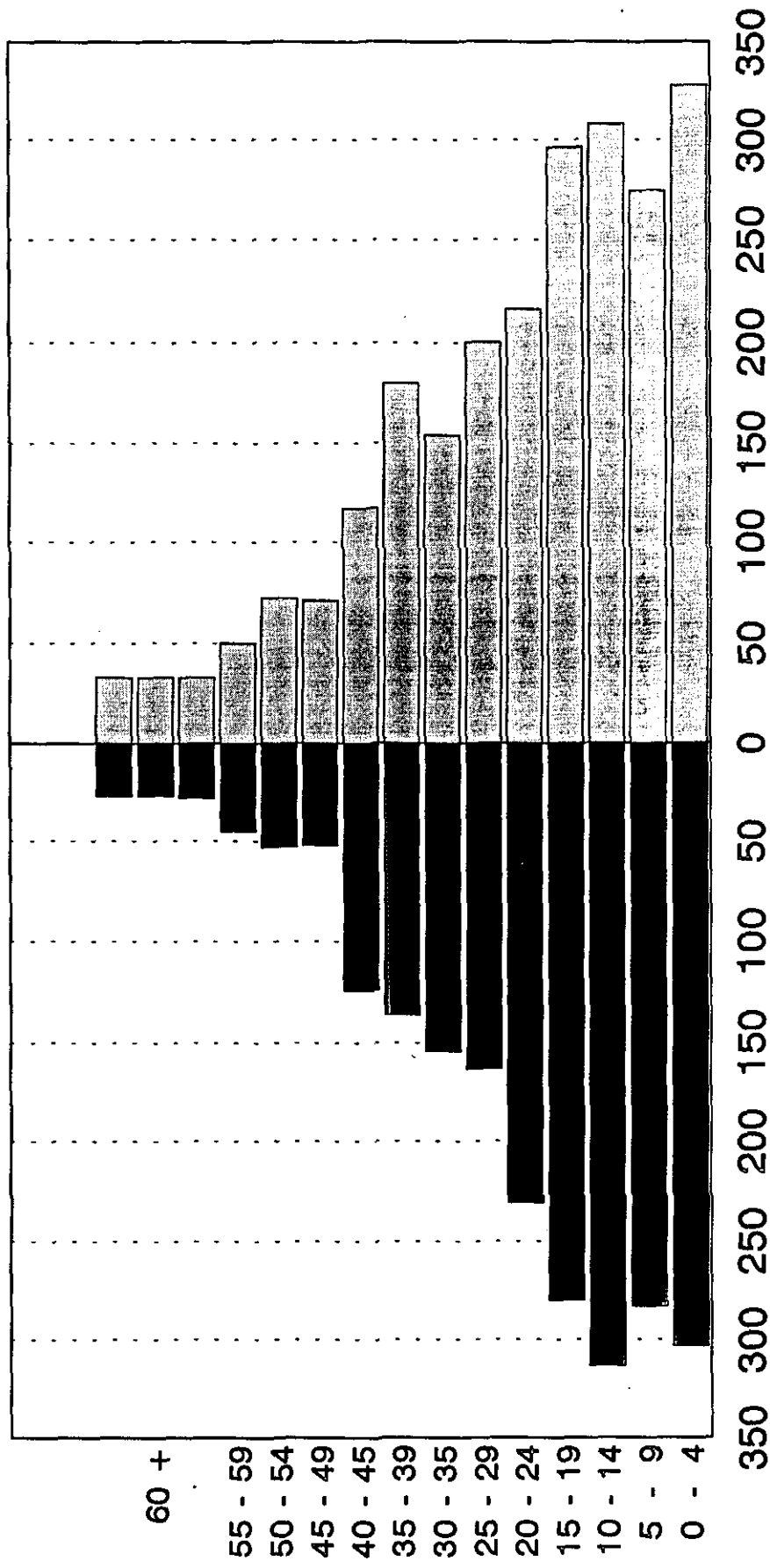
En milieu urbain, les deux tiers des chefs de ménage appartiennent aux groupes socio-économiques suivants : travailleurs moyennement qualifiés 34,6 %, main-d'oeuvre non qualifiée 13,3 %, petits exploitants du secteur tertiaire 13,5 %.

En milieu rural, plus des trois quarts des chefs des ménages sont des exploitants en cultures vivrières.

4.3 - MIGRATION

La section sur la migration nous fournit la répartition des migrants selon les milieux et les motifs de migration, mais nous signalons une surestimation de la dernière migration des individus qui sont encore en vie au moment de l'enquête par une confusion dans les réponses au questionnaire entre déménagement (à l'intérieur d'une ville) et migration. Ont été enregistrés 2 372 migrants sur 6 304 personnes de plus de 15 ans, soit un taux de migration de 376 pour 1 000.

PYRAMIDE DES AGES DE LA POPULATION RESIDENTE



EFFECTIF

■ MASCULIN □ FEMININ

RAPPORT DE MASCULINITE PAR AGE DE LA POPULATION RESIDENTE RURALE

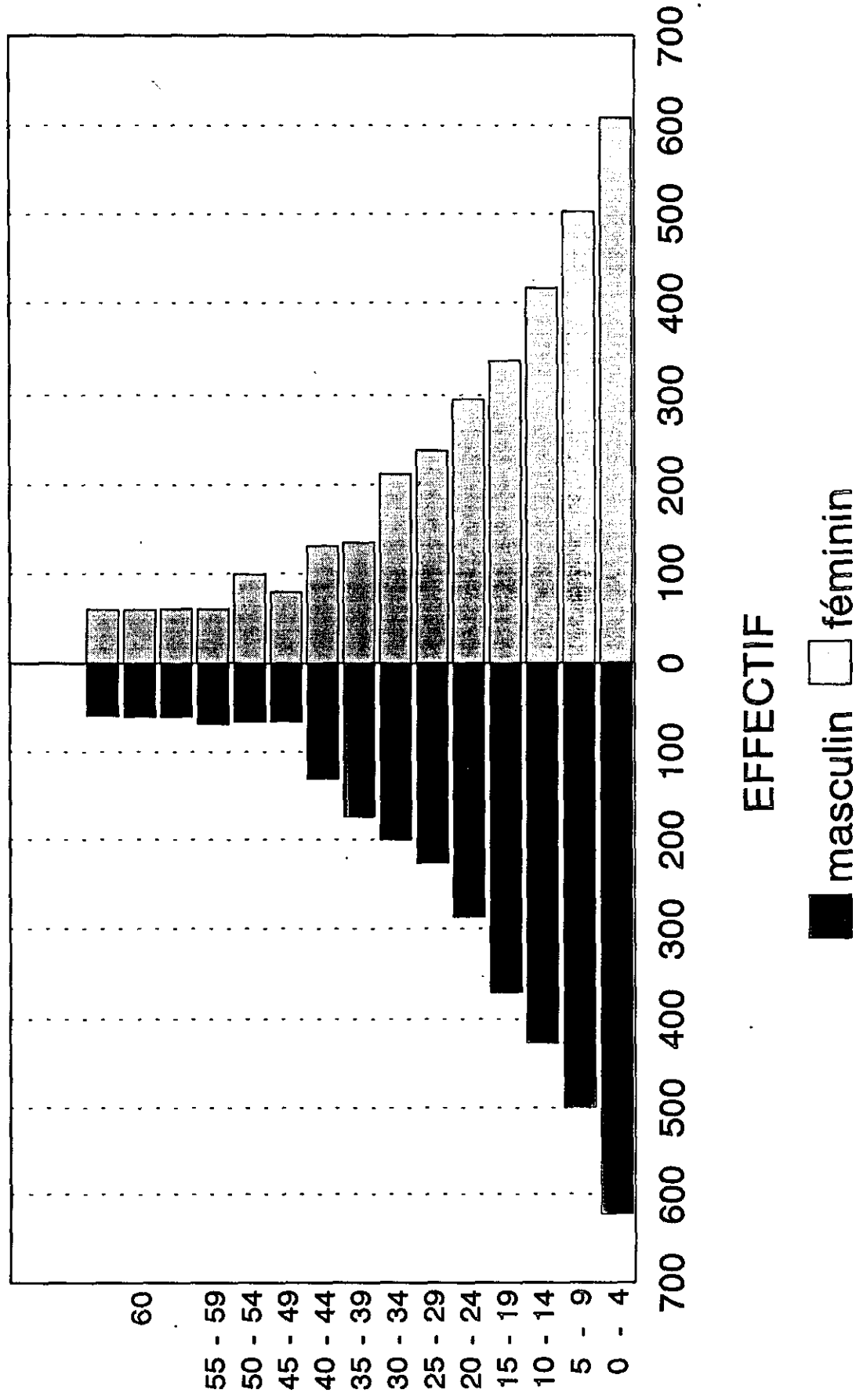


TABLEAU 4.1 : REPARTITION DES MIGRANTS SELON LA SITUATION VIS-À-VIS DE L'EMPLOI AU LIEU DE DEPART.

	Effectif	Pourcentage
Personnes occupées	998	42
Etudiants	688	29
Hommes ou femmes au foyer	386	16
Autres situations (chômeurs ...)	300	13
TOTAL	2 372	100

Source : Tableau M1 en annexe

Il y a plusieurs migrants non occupés. La répartition des migrants suivant leur âge au moment de la dernière migration (tableau M5) ne permet pas d'affirmer que les migrants non occupés suivent ceux qui sont occupés.

TABLEAU 4.2 : REPARTITION DES MIGRANTS SELON LE MILIEU

	Effectif	Pourcentage
Dans la capitale	562	24
Dans les autres G.C.U	437	18
Dans les C.U.S	367	16
En milieu rural	1 006	42
TOTAL	2 372	100

Ce tableau a été élaboré à partir des tableaux de la série M1 en annexe.

TABLEAU 4.3 : AU DEPART DU MILIEU URBAIN

ARRIVEE	CAPITALE	AUTRE G.C.U.	C.U.S.	RURAL
DEPART				
Antananarivo	368	109	070	121
Fianarantsoa	025	034	049	054
Toamasina	037	030	050	074
Mahajanga	023	037	016	021
Toliary	021	030	022	033
Antsiranana	013	009	026	025
TOTAL	487	249	233	328

La plus grande partie des migrants en direction de la capitale vient des autres milieux urbains du faritany d'Antananarivo.

Un retour à la campagne s'observe à partir des villes du faritany de Toamasina.

TABEAU 4.4 : AU DEPART DU MILIEU RURAL

ARRIVEE	CAPITALE	AUTRE G.C.U.	C.U.S.	RURAL
DEPART				
Antananarivo	062	036	011	112
Fianarantsoa	004	015	025	125
Toamasina	001	027	019	136
Mahajanga	-	019	024	098
Toliary	001	079	011	131
Antsiranana	-	008	044	064
TOTAL	068	184	134	666

La quasi-totalité de l'exode rural vers la capitale provient du faritany d'Antananarivo.

Presque la moitié de l'exode vers les grands centres urbains secondaires provient du faritany de Toliary.

L'exode du faritany d'Antsiranana s'oriente surtout vers les centres urbains secondaires.

4.3.1 - Répartition des 998 migrants occupés dans le lieu de départ.

TABEAU 4.5 : REPARTITION DES MIGRANTS SELON LE STATUT DU TRAVAIL

	Effectif	Pourcentage
Salariés permanents	389	39
Indépendants	311	31
Aides familiaux	172	18
Salariés temporaires	103	10
Autres (employeurs, ...)	23	2
TOTAL	998	100

Source : Tableau M2 en annexe

Quarante neuf pour cent des migrants occupés à un emploi sont des salariés permanents ou non .Les travailleurs indépendants accompagnés de leurs aides comptent aussi pour 49 %. Ces deux groupes sont ainsi les plus mobiles.

4.3.2 - Répartition des 1374 migrants non occupés (chômeur, en quête d'un premier emploi, homme ou femme au foyer, étudiant, retraité, incapable de travailler, autres) dans le lieu de départ

TABLEAU 4.6 : REPARTITION DES MIGRANTS NON OCCUPES SELON LES MOTIFS AU LIEU DE DEPART.

	Effectif	Pourcentage
Autres raisons familiales	590	43
Mariagedants	224	16
Recherche de meilleures conditions de vie	171	12
Continuation de l'éducation	123	9
Recherche d'un premier emploi	110	8
Autres raisons	167	12
TOTAL	1 374	100

Ce sont surtout pour d'autres raisons familiales que les migrants non occupés se déplacent, les autres motifs n'étant pas d'une importance quelconque.

CHAPITRE 5

PROFIL DE LA PAUVRETE

CHAPITRE 5 : PROFIL DE PAUVRETE

Le but de l'établissement du profil de pauvreté, tel que cela a été signalé dans le premier chapitre est de mesurer les dimensions de la pauvreté sous forme d'indicateurs opérationnels afin de permettre aux décideurs de prendre les mesures nécessaires afin de soulager ses effets. Dans le même sens, un ciblage des groupes de population pauvres et/ou vulnérables sera fait afin de les intégrer dans le processus de production et donc de croissance, non seulement par souci d'équité mais surtout parce qu'aucun processus de développement ne réussirait complètement si ces groupes étaient ignorés.

Ce chapitre traite de la pauvreté selon les milieux et les groupes socio-économiques grâce aux indices Pa définis dans le chapitre 2.

Dans le cadre de cette analyse, la dépense totale par tête constitue l'indicateur de base de mesure de la pauvreté. Dans chaque milieu (urbain et rural), deux lignes de pauvreté relatives ont été fixées, la première se situe aux deux tiers de la dépense moyenne totale par tête et par an (316 235 Fmg dans le milieu urbain et 122 588 Fmg dans le milieu rural) et la seconde au tiers de la même dépense (158 118 Fmg dans le milieu urbain et 61 294 Fmg dans le milieu rural).

La dépense moyenne totale est constituée par les dépenses totales courantes et l'autoconsommation des ménages. Ces dépenses correspondent aux dépenses du ménage en tant que consommateur et n'intègrent donc pas les dépenses en capital. Selon ce premier type d'indicateur, les ménages (et les individus) sont répartis en trois groupes de pauvreté :

- les ménages (individus) extrêmement pauvres¹ sont ceux dont la dépense totale annuelle par tête est inférieure au tiers de la dépense moyenne totale par tête par an ;
- les ménages (individus) pauvres sont ceux dont la dépense totale annuelle par tête est inférieure aux deux tiers de la dépense moyenne totale par tête mais supérieure au tiers ;
- les ménages (individus) non pauvres sont ceux dont la dépense totale annuelle par tête est supérieure aux deux tiers de la dépense moyenne totale par tête.

Le milieu rural a un niveau de dépense moyenne nettement inférieure à celui du milieu urbain, (183 882 Fmg contre 474 353 Fmg). Ce qui nous oblige à analyser séparément les deux milieux. Le premier résultat obtenu est que le milieu urbain et le milieu rural ont sensiblement la même proportion de pauvres (respectivement 47,7 % et 47,2 %). Les ressources nécessaires à l'élimination de la pauvreté (déficit de la pauvreté), s'il n'y a pas d'effet d'incitation de transfert d'argent et si le ciblage des groupes pauvres est parfait, sont de 377 milliards de Fmg dont 173 milliards de Fmg pour le milieu urbain et 204 milliards Fmg pour le milieu rural. Dans le milieu rural, les régions de Toliary, Fianarantsoa, Toamasina sont celles où le degré de pauvreté est plus fort.

L'analyse par groupe socio-économique montre que le groupe "Exploitants de cultures vivrières" mérite une attention particulière dans le milieu rural. En effet, ce groupe, occupant plus de 75 % de la population rurale, est un des groupes sociaux les plus vulnérables.

Les travailleurs moyennement et non qualifiés sont, pour le milieu urbain, les groupes pour lesquels devraient se concentrer les efforts des décideurs. Ces deux groupes sociaux sont donc ciblés pour être vulnérables dans le milieu urbain.

5.1 - PROFIL DE PAUVRETE ET MILIEU

La distinction entre milieu urbain et milieu rural est particulièrement pertinente dans l'étude de la pauvreté. Les résultats publiés dans des études antérieures, dont celles de l'UNICEF / O.S.I.P.D. sur la vulnérabilité², (définie pour l'insuffisance du revenu pour la satisfaction des besoins alimentaires) montre que la vulnérabilité décroît avec le degré d'urbanisation.

¹ Voir Bibliographie (15).

² Voir Bibliographie (11)

La comparaison des dépenses moyennes annuelles donnée par les tableaux 5.1 et 5.2 ci-dessous conduit à constater l'importance relative de la pauvreté rurale. En effet, la dépense moyenne totale par tête par an du milieu urbain est deux fois supérieure à celle du milieu rural.

TABLEAU 5.1 : CARACTERISTIQUES DE L'ECHANTILLON DANS LE MILIEU URBAIN PAR CENTRE URBAIN.

	Nombre de ménages	Nombre d'individus	Taille des ménages	Dépense totale Moyenne par an	Pourcentage d'individus
1. Capitale	309	1 515	4.9	622.146	33.0
2. Autres Grands Centres Urbains	320	1 772	5.5	400.789	38.7
3. Centres Urbains Secondaires	253	1 297	5.1	402.224	28.3
Milieu urbain	882	4 584	5.2	474.353	100.0

TABLEAU 5.2 : CARACTERISTIQUES DE L'ECHANTILLON DANS LE MILIEU RURAL PAR FARITANY.

	Nombre de ménages	Nombre d'individus	Taille des ménages	Pourcentage d'individus	Dépense totale moyenne par an
1. Antananarivo	283	1 492	5.3	22.6	220 685
2. Fianarantsoa	351	1 817	5.2	27.5	147 970
3. Toamasina	254	1 262	5.0	19.1	139 340
4. Mahajanga	171	840	4.9	12.7	251 830
5. Toliary	153	737	4.8	11.2	139 659
6. Antsiranana	112	455	4.1	6.9	276 340
Milieu rural	1 324	6 603	5.1	100,0	183 882

5.1.1 - Profil de pauvreté et milieu urbain

5.1.1.1 - Pauvreté globale

La décomposition des mesures $P\alpha$ de la pauvreté globale dans le milieu urbain est présentée dans le tableau 5.3 ci-dessous. L'analyse de la pauvreté globale montre que 47,2 % du milieu urbain sont pauvres.

L'incidence de la pauvreté mesurée par l'indice P_0 est supérieure à 0,5 dans les grands centres urbains et les centres urbains secondaires. Ces deux milieux contribuent pour plus de 75 % à la pauvreté globale.

TABLEAU 5.3 : DECOMPOSITION DES MESURES $P\alpha$ DE LA PAUVRETE GLOBALE DANS LE MILIEU URBAIN.

	P_0j	P_1j	P_2j	C_0j	C_1j	C_2j
1. Capitale	0,301	0,116	0,062	21,1	19,3	18,0
2. Autres Grands centres Urbains	0,571	0,258	0,161	46,7	50,4	54,7
3. Centres Urbains Secondaires	0,538	0,212	0,110	32,2	30,3	27,3
Milieu Urbain	0,472	0,198	0,114	100,0	100,0	100,0

Au seuil de 316 235 Fmg, les caractéristiques des pauvres dans le milieu urbain sont données par le tableau 5.4 qui va suivre.

Aussi, la dépense totale moyenne des pauvres du milieu urbain n'est-elle que légèrement supérieure au seuil de l'extrême pauvreté (+ 15,8 %) et le déficit de revenu est globalement de 42 %.

TABEAU 5.4 : CARACTERISTIQUES DES PAUVRES DANS LE MILIEU URBAIN AU SEUIL DE 316 235 FMG.

	Dépense Moyenne des pauvres	Ratio du déficit de revenu	Déficit sur Dépense ou Revenu (Million en Fmg)	Nombre de pauvres
1. Capitale	194 503	0,385	24 757	456
2. Autres Grands Centres Urbains	173 132	0,453	47 907	1 011
3. Centres Urbains Secondaires	191 424	0,395	99 936	698
Milieu urbain	183 530	0,420	172 600	2 165

5.1.1.2 - Pauvreté extrême

Au seuil inférieur de 158 118 Fmg, 20 % de la population urbaine sont pauvres. Au sein du milieu urbain, les Grands Centres Urbains avec une intensité de pauvreté ($P1 = 0,095$) et une inégalité parmi les pauvres ($P2 = 0,041$) apparaissent comme le milieu le plus défavorisé d'après les résultats présentés dans le tableau 5.5 ci-après.

TABEAU 5.5 : DECOMPOSITION DES MESURES $P\alpha$ DE LA PAUVRETE EXTRÊME DANS LE MILIEU URBAIN.

	POj	P1j	P2j	COj	C1j	C2j
1. Capitale	0,111	0,033	0,014	18,3	17,5	17,6
2. Autres Grands centres Urbains	0,295	0,095	0,041	57,0	58,6	58,0
3. Centres Urbains Secondaires	0,175	0,053	0,023	24,7	23,9	24,3
Milieu Urbain	0,200	0,063	0,027	100,0	100,0	100,0

Les autres indices de pauvreté ainsi que les indicateurs de ciblage tels que calculés dans le tableau 5.6 ci-après montrent que les Grands Centres Urbains et les autres Centres Urbains Secondaires sont prioritaires dans l'effort de réduction de la pauvreté.

Ainsi, les ressources nécessaires pour l'ensemble du milieu urbain est estimé à 172,6 milliards Fmg (Tableau 5.4), dont plus de la moitié pour les Centres Urbains Secondaires.

TABEAU 5.6 : INDICATEURS DE CIBLAGE DANS LE MILIEU URBAIN AU SEUIL DE 316 235 FMG

	P1	$(P1 - P0)/DMT$	$(P2 - P1)/DMT$
1. Capitale	0,116	0,298	0,087
2. Autres Grands Centres Urbains	0,258	0,779	0,242
3. Centres Urbains Secondaires	0,212	0,810	0,255
Milieu urbain	0,198	0,578	0,178

La vulnérabilité des Grands Centres Urbains est plus nette au seuil de 158 118 Fmg. En effet, tous les indicateurs de ciblage figurant dans le tableau 5.7 montrent que ce milieu mérite une attention particulière d'autant plus que son déficit de dépense/revenu n'est que de 8,8 milliards (tableau 5.8).

TABEAU 5.7 : INDICATEURS DE CIBLAGE DANS LE MILIEU URBAIN AU SEUIL DE 158.118 FMG

	P1	(P1 - P0)/DMT	P2	(P2 - P1)/DMT
1. Capitale	0,033	0,125	0,014	0,030
2. Autres Grands Centres Urbains	0,095	0,499	0,041	0,136
3. Centres Urbains Secondaires	0,053	0,303	0,023	0,074
Milieu urbain	0,063	0,290	0,027	0,075

TABEAU 5.8U : CARACTERISTIQUES DES EXTRÊMEMENT PAUVRES DANS LE MILIEU URBAIN AU SEUIL DE 158 118 FMG.

	Nombre de pauvres	Dépense Moyenne des pauvres	Ratio du déficit de revenu	Déficit Dépense/Revenu (Million Fmg)
1. Capitale	168	110 807	0,229	3 545
2. Autres Grands Centres Urbains	523	107 062	0,323	8 842
3. Centres Urbains Secondaires	227	110 113	0,304	12 500
Milieu urbain	918	108 502	0,314	24 887

5.1.2 - Profil de pauvreté et milieu rural

5.1.2.1 - Pauvreté globale

Dans le milieu rural, pour toutes les régions, l'écart de la dépense moyenne des pauvres au seuil de 122 588 Fmg est environ de 38 % avec un écart plus fort dans la région de Toliary (0,468) et plus faible dans celle d'Antananarivo (0,296) selon le tableau 5.8-R ci-après.

TABEAU 5.8R : CARACTERISTIQUES DES PAUVRES DANS LE MILIEU RURAL AU SEUIL DE 122 588 FMG.

	Dépense Moyenne des pauvres	Ratio du déficit de revenu	Déficit Dépense/Révenu (Million Fmg)	Nombre de pauvres
1. Antananarivo	86 359	0,296	27 908	471
2. Fianarantsoa	75 458	0,384	61 719	1 057
3. Toamasina	76 372	0,377	40 287	737
4. Mahajanga	77 577	0,367	16 782	296
5. Toliary	65 167	0,468	43 766	416
6. Antsiranana	74 647	0,391	13 662	173
Milieu rural	76 097	0,379	204 124	3.150

47 % des individus dans le milieu rural sont pauvres. Cette pauvreté est plus marquée dans les régions de Fianarantsoa, Toamasina et Toliary où plus de la moitié de la population est pauvre et où l'intensité et l'inégalité parmi les pauvres sont plus marquées. Dans ces régions, les indices P1 et P2 sont respectivement supérieurs à 0,20 et 0,10. Ces régions contribuent pour plus de 70 % à la pauvreté, quel que soit l'indice utilisé comme le montre le tableau 5.9 ci-après :

TABEAU 5.9 : DECOMPOSITION DES MESURES $P\alpha$ DE LA PAUVRETE GLOBALE DANS LE MILIEU RURAL.

	P0j	P1j	P2j	C0j	C1j	C2j
1. Antananarivo	0,316	0,093	0,040	15,0	11,7	9,3
2. Fianarantsoa	0,582	0,224	0,118	33,6	34,0	33,6
3. Toamasina	0,584	0,220	0,122	23,4	23,3	24,2
4. Mahajanga	0,352	0,129	0,062	9,4	9,1	8,2
5. Toliary	0,564	0,264	0,160	13,2	16,3	18,5
6. Antsiranana	0,380	0,149	0,086	5,5	5,7	6,2
Milieu rural	0,477	0,181	0,096	100,0	100,0	100,0

En revanche, Fianarantsoa a un déficit dépense/revenu de 61,7 milliards fmg, Toamasina de 40,3 milliards de Fmg et Toliary de 43,8 milliards de Fmg sur un total de ressources nécessaires de 201,1 milliards (Tableau 5.8).

5.1.2.2 - Pauvreté extrême

L'analyse précédente montre les régions où l'intensité de la pauvreté et l'inégalité parmi les pauvres sont les plus forts. Ainsi, au seuil inférieur, c'est dans ces mêmes régions que l'incidence de la pauvreté est la plus élevée. Le tableau 5.10 A donne les valeurs de $P\alpha$ et $C\alpha j$.

TABEAU 5.10 A : DECOMPOSITION DES MESURES $P\alpha$ DE LA PAUVRETE EXTRÊME DANS LE MILIEU RURAL.

	P0j	P1j	P2j	C0j	C1j	C2j
1. Antananarivo	0,056	0,013	0,004	8,4	5,4	3,7
2. Fianarantsoa	0,198	0,060	0,028	36,5	30,9	28,6
3. Toamasina	0,177	0,076	0,041	22,6	27,4	29,1
4. Mahajanga	0,114	0,027	0,010	9,7	6,5	4,9
5. Toliary	0,233	0,106	0,059	17,4	22,3	24,5
6. Antsiranana	0,114	0,058	0,036	5,3	7,5	9,2
Milieu rural	0,149	0,053	0,027	100,0	100,0	100,0

23,3 % de la population de Toliary, 19,8 % de celle de Fianarantsoa, et 11,7 % de celle de Toamasina ont une dépense annuelle par tête inférieure à 61 294 Fmg.

De ces trois régions, celle de Toliary est la plus défavorisée (Tableau 5.12) avec une part la plus importante (8,8 milliards) dans le déficit total de 30,2 milliards de Fmg.

TABLEAU 5.11. : CARACTERISTIQUES DES EXTRÊMEMENT PAUVRES DANS LE MILIEU RURAL AU SEUIL DE 61 294 FMG.

	Dépense Moyenne des pauvres	Ratio du déficit de revenu	Déficit Dépense/Révenu (Million Fmg)	Nombre de pauvres
1. Antananarivo	47 431	0,226	1 882	83
2. Fianarantsoa	42 862	0,301	8 221	360
3. Toamasina	34 903	0,431	6 961	223
4. Mahajanga	46 863	0,235	1 745	96
5. Toliary	33 410	0,455	7 787	172
6. Antsiranana	30 281	0,506	2 656	52
Milieu rural	39 524	0,355	30 252	986

TABLEAU 5.12 : INDICATEURS DE CIBLAGE DANS LE MILIEU RURAL AU SEUIL DE 61 294 FMG.

	P1	(P1 - P0)/DMT	P2	(P2 - P1)/DMT
1. Antananarivo	0,013	0,195	0,004	0,037
2. Fianarantsoa	0,060	0,936	0,028	0,215
3. Toamasina	0,076	0,722	0,041	0,254
4. Mahajanga	0,027	0,347	0,010	0,066
5. Toliary	0,106	0,911	0,059	0,341
6. Antsiranana	0,058	0,204	0,036	0,080
Milieu rural	0,53	0,524	0,027	0,143

Le seul critère dépense totale moyenne par tête ne suffit pas pour déterminer un ordre de priorité dans le groupe des régions pauvres. L'ordre n'est pas net d'après les indicateurs de ciblage assemblés dans le tableau 5.10 B ci-après :

TABLEAU 5.10 B : INDICATEURS DE CIBLAGE DANS LE MILIEU RURAL AU SEUIL DE 122 588 FMG

	P1	(P1 - P0)/DMT	P2	(P2 - P1)/DMT
1. Antananarivo	0,093	1,008	0,040	0,244
2. Fianarantsoa	0,224	2,420	0,118	0,716
3. Toamasina	0,220	2,611	0,122	0,705
4. Mahajanga	0,129	0,886	0,062	0,267
5. Toliary	0,264	2,148	0,160	0,751
6. Antsiranana	0,149	0,838	0,086	0,225
Milieu rural	0,181	1,610	0,096	0,460

5.2 - PROFIL DE LA PAUVRETE PAR GROUPE SOCIO-ECONOMIQUE

5.2.1 - Caractéristiques de l'échantillon par groupe socio-économique.

Le profil de la pauvreté selon le groupe socio-économique du chef de ménage se présente comme suit : dans le milieu urbain plus de la moitié des chefs de ménages sont salariés (Tableau 5.13) et plus de 80 % des individus appartiennent au secteur agricole dans le milieu rural (Tableau 5.14).

TABLEAU 5.13 : CARACTERISTIQUES DE L'ECHANTILLON DANS LE MILIEU URBAIN PAR GROUPE SOCIO-ECONOMIQUE.

	Nombre de ménage	Nombre d' individus	Taille du ménage	Pourcentage d'individus	Dépense Moyenne Totale
1. Travailleur haut.qual	67	351	5,2	7,7	1 047 364
2. Travailleur moy.qual	307	1 662	5,4	36,3	484 456
3. Main-d'oeuvre non qual.	117	629	5,4	13,7	237 551
4. Expl. cultures de rente	3	20	6,7	0,4	1 466 115
5. Expl. cultures vivrières	80	444	5,6	9,7	285 604
6. Elevage	14	82	5,9	1,8	435 857
7. Autres primaires	33	168	5,1	3,7	358 529
8. Expl. du secondaire	37	179	4,8	3,9	545 292
9. Expl. du tertiaire	117	599	5,0	13,1	465 493
10. Autres	107	450	4,2	9,8	497 070
	882	4 584	5,2	100,0	474 353

TABLEAU 5.14 : CARACTERISTIQUES DE L'ECHANTILLON DANS LE MILIEU RURAL.

	Nombre de ménage	Nombre d' individus	Taille du ménage	Pourcentage d'individus	Dépense Moyenne Totale
1. Travailleur haut.qual	5	28	5,6	0,4	462 305
2. Travailleur moy.qual	85	472	5,6	7,1	304 158
3. Main-d'oeuvre non qual.	55	226	4,1	3,4	215 446
4. Expl. cultures de rente	62	343	5,5	5,2	151 687
5. Expl. cultures vivrières	1 004	5 075	5,1	76,9	165 649
6. Elevage	7	26	3,7	0,4	308 821
7. Autres primaires	12	61	5,1	0,9	128 701
8. Expl. du secondaire	18	65	3,6	1,0	134 757
9. Expl. du tertiaire	21	85	4,0	1,3	448 624
10. Autres	55	222	4,0	3,4	230 463
	1 324	6 603	5,0	100,0	183 882

Dans le groupe "Exploitants de cultures de rente", 54 % des individus ont une exploitation de plus de 1,5 ha contre 42 % dans les cultures vivrières.

Les petits exploitants de cultures vivrières représentent 28,8 % de la population totale des individus, les grands et les moyens exploitants 20,5 %. Les exploitations de cultures de rente n'occupent que très peu d'individus, 1,9 % dans les grandes et moyennes exploitations et 1,4 % dans les petites exploitations. L'exploitation de cultures de rente du milieu urbain avec une dépense par tête de 1 466 115 Fmg de dépense moyenne est le groupe socio-économique le plus riche suivi par le travailleur hautement qualifié dans le milieu urbain. Les tableaux 5.13 et 5.14 illustrent directement ces indicateurs.

5.2.2 - Pauvreté globale

Dans le milieu urbain, plus de la moitié des individus des groupes "Main-d'oeuvre non qualifiée", "Exploitant de cultures de rente", "Eleveurs" et "Exploitant des autres branches du primaire" sont pauvres. Le Tableau 5.15 portant la décomposition des mesures Px de la pauvreté permet de comparer la situation des différents groupes socio-économiques.

TABEAU 5.15 : DECOMPOSITION DES MESURES P α DE LA PAUVRETE GLOBALE PAR GROUPE SOCIO-ECONOMIQUE DANS LE MILIEU URBAIN AU SEUIL DE 316 235 FMG.

	P0j	P1j	P2j	C0j	C1j	C2
1. Travailleur haut.qual	0,071	0,013	0,004	1,2	0,5	0,2
2. Travailleur moy.qual	0,357	0,128	0,060	27,4	23,5	19,2
3. Main-d'oeuvre non qual.	0,816	0,415	0,251	23,7	28,8	30,3
4. Expl. cultures de rente	0,250	0,203	0,165	0,4	0,4	0,6
5. Expl. cultures vivrières	0,716	0,308	0,170	14,7	15,1	14,4
6. Elevage	0,610	0,322	0,195	2,3	2,9	3,1
7. Autres primaires	0,530	0,206	0,110	4,1	3,8	3,5
8. Expl. du secondaire	0,402	0,141	0,082	3,3	2,8	2,8
9. Expl. du tertiaire	0,479	0,192	0,111	13,3	12,6	12,7
10. Autres	0,471	0,195	0,152	9,8	9,7	13,1
	0,472	0,198	0,114	100,0	100,0	100,0

Dans le milieu rural, les groupes "Exploitants de cultures de rente", "Exploitants de cultures vivrières", "Exploitants des autres branches du secteur primaire" et "Exploitants du secondaire" ont une incidence de pauvreté supérieure à 0,5. Les paramètres utilisés pour comparer les groupes sociaux sont ceux figurant dans le tableau 5.16 ci-après.

TABEAU 5.16 : DECOMPOSITION DES MESURES P α DE LA PAUVRETE GLOBALE PAR GROUPE SOCIO-ECONOMIQUE DANS LE MILIEU RURAL.

	P0j	P1j	P2j	C0j	C1j	C2
1. Travailleur haut.qual						
2. Travailleur moy.qual	0,159	0,050	0,023	2,4	2,0	1,7
3. Main-d'oeuvre non qual.	0,288	0,079	0,028	2,1	1,5	1,0
4. Expl. cultures de rente	0,595	0,216	0,110	6,5	6,2	5,9
5. Expl. cultures vivrières	0,514	0,195	0,103	82,9	82,9	82,5
6. Elevage	0,115	0,009	0,001	0,1	0,0	0,0
7. Autres primaires	0,656	0,439	0,350	1,3	2,2	3,2
8. Expl. du secondaire	0,508	0,190	0,105	1,0	1,0	1,1
9. Expl. du tertiaire	0,306	0,126	0,071	0,8	0,9	0,9
10. Autres	0,419	0,174	0,104	3,0	3,2	3,6
	0,477	0,181	0,096	100,0	100,0	100,0

Dans le milieu urbain, l'intensité de la pauvreté est plus marquée dans les groupes suivants : "Main-d'oeuvre non qualifiée" (P1 = 0,415) "Eleveurs" (P1 = 0,322) et "Exploitant de cultures vivrières" (P1 = 0,308). C'est également dans ces mêmes groupes socio-économiques que l'inégalité parmi les pauvres est plus forte.

Dans le milieu rural, les "Exploitants des autres branches du secteur primaire" suivis du groupe "Exploitants de cultures de rente" apparaissent comme les groupes socio-économiques les plus pauvres. Ils s'ensuit que ces groupes socio-économiques dans leurs milieux respectifs sont prioritaires comme le montrent les indicateurs de ciblage rassemblés dans les tableaux ci-après :

TABEAU 5.17 : INDICATEURS DE CIBLAGE PAR GROUPE SOCIO-ECONOMIQUE DANS LE MILIEU URBAIN AU SEUIL DE 316 235 FMG

	P1	(P1-P0)/DMT	P2	(P1-P2) /DMT
1. Travailleur haut.qual	0,013	0,056	0,0047	0,009
2. Travailleur moy.qual	0,128	0,473	0,060	0,141
3. Main-d'oeuvre non qual.	0,415	1,685	0,251	0,691
4. Expl. cultures de rente	0,203	0,032	0,165	0,026
5. Expl. cultures vivrières	0,308	1,428	0,170	0,486
6. Elevage	0,322	0,660	0,195	0,290
7. Autres primaires	0,260	0,904	0,110	0,267
8. Expl. du secondaire	0,141	0,479	0,082	0,179
9. Expl. du tertiaire	0,192	0,618	0,111	0,173
10. Autres	0,195	0,555	0,152	0,087
Milieu urbain	0,198	0,578	0,114	0,178

TABEAU 5.18 : INDICATEURS DE CIBLAGE PAR GROUPE SOCIO-ECONOMIQUE DANS LE MILIEU RURAL AU SEUIL DE 122 588 FMG

	P1	(P1-P0)/DMT	P2	(P1-P2) /DMT
1. Travailleur haut.qual				
2. Travailleur moy.qual	0,050	0,356	0,023	0,091
3. Main-d'oeuvre non qual.	0,079	0,967	0,028	0,236
4. Expl. cultures de rente	0,216	2,495	0,110	0,699
5. Expl. cultures vivrières	0,195	1,928	0,103	0,553
6. Elevage	0,009	0,268	0,001	0,020
7. Autres primaires	0,439	1,687	0,350	0,844
8. Expl. du secondaire	0,190	2,359	0,105	0,631
9. Expl. du tertiaire	0,126	0,401	0,071	0,124
10. Autres	0,174	1,063	0,104	0,304
Milieu urbain	0,181	1,610	0,096	0,460

Si dans le milieu rural, le déficit dépense/revenu du groupe " Exploitant de cultures vivrières" (169,2 milliards de Fmg) représente plus de la moitié du déficit total du milieu urbain, ce même groupe présente un déficit de 26 milliards de Fmg et les "Travailleurs moyennement et non qualifiés" présentent les déficits respectifs de 49,6 et 40,5 milliards de Fmg comme présentés dans les tableaux 5.19 et 5.20 qui suivent :

TABEAU 5.19 : CARACTERISTIQUES DES PAUVRES PAR GROUPE SOCIO-ECONOMIQUE DANS LE MILIEU URBAIN AU SEUIL DE 316 235 FMG

	Nombre de pauvres	Dépenses moyennes des pauvres	Ratio du déficit de revenu	Déficit Dépense/ Revenu (Millions Fmg)
1. Travailleur haut.qual	25	260 038	0,178	844
2. Travailleur moy.qual	594	202 782	0,359	40 485
3. Main-d'oeuvre non qual.	513	155 218	0,509	49 623
4. Expl. cultures de rente	5	59 440	0,812	771
5. Expl. cultures vivrières	318	180 061	0,431	26 015
6. Elevage	50	149 279	0,528	5 015
7. Autres primaires	89	193 443	0,388	6 565
8. Expl. du secondaire	72	205 447	0,350	4 791
9. Expl. du tertiaire	287	189 765	0,400	21 806
10. Autres	212	185 232	0,414	16 685
Milieu urbain	2 165	183 530	0,420	172 600

TABLEAU 5.20 : CARACTERISTIQUES DES PAUVRES PAR GROUPE SOCIO-ECONOMIQUE DANS LE MILIEU RURAL AU SEUIL DE 122 588 FMG

	Nombre de pauvres	Dépenses moyennes des pauvres	Ratio du déficit de revenu	Déficit Dépense/ Revenu (Millions Fmg)
1. Travailleur haut.qual				
2. Travailleur moy.qual	75	83 652	0,318	4 070
3. Main-d'oeuvre non qual.	65	88 787	0,276	3 062
4. Expl. cultures de rente	204	78 005	0,364	12 677
5. Expl. cultures vivrières	2 611	76 105	0,379	169 167
6. Elevage	3	113 413	0,075	38
7. Autres primaires	40	40 601	0,669	4 571
8. Expl. du secondaire	33	76 771	0,374	2 107
9. Expl. du tertiaire	26	72 040	0,412	1 832
10. Autres	93	71 685	0,415	6 598
Milieu urbain	3 150	76 097	0,379	204 124

5.2.3 - Pauvreté extrême

Au seuil du tiers de la dépense totale moyenne par an, il n'y a pas de "travailleur hautement qualifié" pauvre dans les milieux, et dans le milieu rural, il n'y a pas d'éleveurs pauvres.

Les tableaux 5.21 et 5.22 ci-après permettent d'identifier les groupes socio-économiques concernés par la pauvreté extrême.

TABLEAU 5.21 : CARACTERISTIQUES DES PAUVRES PAR GROUPE SOCIO-ECONOMIQUE DANS LE MILIEU URBAIN AU SEUIL DE 158 118 FMG.

	Nombre de pauvres	Dépenses moyennes des pauvres	Ratio du déficit de revenu	Déficit Dépense/ Revenu (Millions Fmg)
1. Travailleur haut.qual				
2. Travailleur moy.qual	170	126 822	0,198	2 907
3. Main-d'oeuvre non qual.	305	104 942	0,336	8 862
4. Expl. cultures de rente	5	59 440	0,624	270
5. Expl. cultures vivrières	145	114 056	0,279	3 491
6. Elevage	26	102 246	0,353	794
7. Autres primaires	21	96 274	0,391	710
8. Expl. du secondaire	18	61 784	0,609	947
9. Expl. du tertiaire	122	102 221	0,354	3 726
10. Autres	106	103 197	0,347	3 181
Milieu urbain	918	108 502	0,310	24 887

TABLEAU 5.22 : CARACTERISTIQUES DES PAUVRES PAR GROUPE SOCIO-ECONOMIQUE DANS LE MILIEU RURAL AU SEUIL DE 61 294 FMG.

	Nombre de pauvres	Dépenses moyennes des pauvres	Ratio du déficit de revenu	Déficit Dépense/ Revenu (Millions Fmg)
1. Travailleur haut.qual				
2. Travailleur moy.qual	14	47 450	0,226	273
3. Main-d'oeuvre non qual.	4	58 838	0,040	14
4. Expl. cultures de rente	59	40943	0,332	1 692
5. Expl. cultures vivrières	816	39823	0,350	24 692
6. Elevage				
7. Autres primaires	29	24 228	0,605	1 515
8. Expl. du secondaire	8	23 894	0,610	422
9. Expl. du tertiaire	11	41 595	0,321	305
10. Autres	45	40 186	0,344	1 339
Milieu urbain	986	39 524	0,355	30 252

Dans le milieu urbain, les groupes sociaux "Main-d'oeuvre non qualifiée", "Exploitants de cultures vivrières", "Eleveurs" ont chacun plus du tiers de leur population dans le groupe des extrêmement pauvres (Tableau 5.23). L'indice P1 mesurant l'intensité de pauvreté et l'indice P2 mesurant l'inégalité parmi les pauvres des groupes "Main-d'oeuvre non qualifiée", "Exploitants de cultures de rente" sont les plus élevés.

Cependant, la contribution à la pauvreté est plus élevée dans les groupes "Main-d'oeuvre non qualifiée", "Exploitants de cultures vivrières" et Exploitants du tertiaire". Ces trois groupes contribuent pour plus de la moitié de l'extrême pauvreté du milieu urbain. Le tableau 5.23 dans lequel est effectuée la décomposition des mesures $P\alpha$ au niveau des groupes socio-économiques permet d'illustrer les différentes situations.

TABLEAU 5.23 : DECOMPOSITION DES MESURES $P\alpha$ DE LA PAUVRETE EXTRÊME PAR GROUPE SOCIO-ECONOMIQUE DANS LE MILIEU URBAIN AU SEUIL DE 158 118 FMG

	P0j	P1j	P2j	C0j	C1j	C2
1. Travailleur haut.qual						
2. Travailleur moy.qual	0,102	0,020	0,006	18,5	11,7	7,8
3. Main-d'oeuvre non qual.	0,485	0,163	0,070	33,2	35,6	35,2
4. Expl. cultures de rente	0,250	0,156	0,097	0,5	1,1	1,6
5. Expl. cultures vivrières	0,327	0,091	0,036	15,8	14,0	13,0
6. Elevage	0,217	0,112	0,053	2,8	3,2	3,5
7. Autres primaires	0,125	0,049	0,027	2,3	2,9	3,7
8. Expl. du secondaire	0,101	0,061	0,038	2,0	3,8	5,4
9. Expl. du tertiaire	0,204	0,072	0,033	13,3	15,0	15,7
10. Autres	0,236	0,082	0,039	11,5	12,8	14,1
Milieu rural	0,200	0,063	0,027	100,0	100,0	100,0

Si les indicateurs de ciblage (Tableau 5.24) montrent que le groupe "Main-d'oeuvre non qualifiée" est prioritaire, le choix entre les autres groupes dépend de l'objectif recherché et des ressources disponibles (voir Tableau 5.24 ci-après). La "Main-d'oeuvre non qualifiée" étant donnée leur proportion plus forte demande près du tiers des ressources requises pour enrayer la pauvreté.

TABEAU 5.24 : INDICATEURS DE CIBLAGE PAR GROUPE SOCIO-ECONOMIQUE DANS LE MILIEU URBAIN AU SEUIL DE 158 118 FMG

	P1	(P1-P0)/DMT	P2	(P1-P2) /DMT
1. Travailleur haut.qual				
2. Travailleur moy.qual	0,108	0,169	0,006	0,030
3. Main-d'oeuvre non qual.	0,485	1,355	0,070	0,393
4. Expl. cultures de rente	0,250	0,064	0,097	0,040
5. Expl. cultures vivrières	0,327	0,825	0,036	0,192
6. Elevage	0,317	1,470	0,053	0,135
7. Autres primaires	0,125	0,212	0,027	0,060
8. Expl. du secondaire	0,101	0,072	0,038	0,044
9. Expl. du tertiaire	0,204	0,283	0,033	0,085
10. Autres	0,236	0,309	0,039	0,086
Milieu urbain	0,063	0,290	0,027	0,075

Comme ces groupes sont relativement peu importants du point de vue effectif, ils ne sont probablement pas plus prioritaires que les autres. En effet, les "Exploitants de cultures vivrières" contribuent à plus de 80 % à la pauvreté du milieu rural.

TABEAU 5.25 : DECOMPOSITION DES MESURES P_α DE LA PAUVRETE EXTRÊME PAR GROUPE SOCIO-ECONOMIQUE DANS LE MILIEU RURAL

	P0j	P1j	P2j	C0j	C1j	C2
1. Travailleur haut.qual						
2. Travailleur moy.qual	0,030	0,007	0,002	1,4	0,9	0,7
3. Main-d'oeuvre non qual.	0,018	0,001	0,000	0,4	0,0	0,0
4. Expl. cultures de rente	0,172	0,057	0,029	6,0	5,6	5,6
5. Expl. cultures vivrières	0,161	0,056	0,028	82,8	81,6	80,5
6. Elevage						
7. Autres primaires	0,475	0,287	0,187	2,9	5,0	6,5
8. Expl. du secondaire	0,123	0,075	0,046	0,8	1,4	1,7
9. Expl. du tertiaire	0,129	0,042	0,016	1,1	1,0	0,8
10. Autres	0,203	0,070	0,034	4,6	4,1	4,3
Milieu rural	0,149	0,053	0,027	100,0	100,0	100,0

Le tableau sur les indicateurs de ciblage par groupe socio-économique ci-dessous montre que les groupes prioritaires sont ceux qui relèvent du secteur primaire.

TABEAU 5.26 : INDICATEURS DE CIBLAGE PAR GROUPE SOCIO-ECONOMIQUE DANS LE MILIEU RURAL AU SEUIL DE 61 294 FMG

	P1	(P1-P0)/DMT	P2	(P1-P2) /DMT
1. Travailleur haut.qual				
2. Travailleur moy.qual	0,007	0,075	0,002	0,014
3. Main-d'oeuvre non qual.	0,001	0,079	0,000	0,003
4. Expl. cultures de rente	0,057	0,057	0,029	0,185
5. Expl. cultures vivrières	0,056	0,631	0,028	0,171
6. Elevage				
7. Autres primaires	0,287	1,460	0,187	0,782
8. Expl. du secondaire	0,075	0,356	0,046	0,215
9. Expl. du tertiaire	0,042	0,196	0,016	0,058
10. Autres	0,070	0,577	0,034	0,156
Milieu urbain	0,053	0,524	0,027	0,075

CHAPITRE 6

ANALYSE TEMPORELLE ET COMPARATIVE DE LA PAUVRETE

CHAPITRE 6 : ANALYSE TEMPORELLE ET COMPARATIVE DE LA PAUVRETE

L'importance de la pauvreté à Madagascar n'est rien d'autre que le reflet de la faible performance de l'économie malgache depuis 1985.

Les études sur la pauvreté à Madagascar réalisées antérieurement sont en grande partie des études régionales¹. Certaines caractéristiques révélées sur le groupe pauvre corroborent les caractéristiques des ménages pauvres au niveau national. A cet effet, l'analyse comparative de la pauvreté se base seulement sur les résultats relatifs à ces périodes et en faisant appel, si besoin est, aux résultats par région.

Comme l'objet de l'étude sur le profil de la pauvreté est d'abord de déterminer l'impact du Programme d'Ajustement Structurel (PAS) sur les ménages malgaches et ses membres, il est indispensable de suivre, à partir de la disponibilité de certaines données avant l'application du PAS, l'évolution du comportement des ménages malgaches vis-à-vis de la consommation.

6.1 - LE NIVEAU DE PAUVRETE EN 1980 ET EN 1993

Avant d'entamer l'analyse, il convient de préciser les bases sur lesquelles se feront les différents types de comparaison. Dans les résultats de 1980, l'outil de base pour la construction des différents seuils est le revenu des ménages, alors que dans le profil de la pauvreté actuelle, le seuil est déterminé à partir des dépenses des ménages. Etant donné que la dépense est le résultat de l'utilisation finale du revenu et qu'ex-post le niveau du revenu sera toujours égal à celui de la dépense, on peut avec prudence procéder à une étude comparative.

En 1980, deux seuils de pauvreté ont été proposés² en fonction du milieu à savoir 150 000 FMG par tête et par an en milieu urbain et 132 000 FMG par tête et par an en milieu rural. Ces seuils sont des seuils globaux qui ne permettront pas de mesurer l'intensité de la pauvreté au niveau national. Néanmoins par souci de suivi, les données de l'E.P.M ont donné un seuil de pauvreté de 474 353 FMG en milieu urbain et un seuil de pauvreté de 183 882 FMG en milieu rural. Au vu de ces résultats et si toutes choses étant égales par ailleurs, il apparaît que le seuil de pauvreté en milieu urbain a énormément augmenté et celui du milieu rural a légèrement accru.

Compte tenu de ces résultats, il semble que la recherche d'un idéal macro-économique (atteindre les grands équilibres macro-économiques) par l'application du PAS buterait sur l'accentuation de la pauvreté des ménages et des individus malgaches.

6.2 - L'INDICATEUR DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DU PAYS ET LE SEUIL DE PAUVRETE A MADAGASCAR: UN ESSAI D'ANALYSE

L'objet de l'étude est ici d'essayer de trouver une relation mutuelle à chaque période entre le seuil de pauvreté et certains agrégats macro-économiques et ce, afin d'étayer la raison du choix du niveau de seuil utilisé dans le profil. Au niveau macro-économique, la vulnérabilité d'un pays peut être détectée par le rapport entre l'évolution de la population et l'évolution de l'économie nationale mesurée par le changement du produit intérieur brut.

6.2.1 - Le PIB et la pauvreté

Selon le niveau du PIB par tête, Madagascar figure parmi les pays les moins avancés, donc classé dans le groupe des pays pauvres. Ce constat signifie qu'au niveau national et vis-à-vis du reste du monde, le pays est un peu "vulnérable" c'est-à-dire très sensible à des variations économiques, si petites soient-elles. La vulnérabilité peut être visualisée sous l'angle de comparaison du taux de croissance du PIB, seule variable macro-économique expliquant l'utilité collective, au taux d'accroissement annuel de la population malgache.

Selon cette comparaison, le pays est vulnérable si le taux d'accroissement naturel de la population est supérieur à celui de l'économie nationale.

¹ Voir Bibliographie (11).

² Voir Bibliographie (8).

Ainsi si ce dernier reste à peu près invariable avec le temps c'est-à-dire de l'ordre de 2,75³ et en se basant sur les données du tableau 6.1 ci-après ; il semble que le pays était dans une situation de vulnérabilité pour l'ensemble de la période sauf pour les années 1988, 1989 et 1990. Pour l'année 1993, (année des cinq premiers cycles d'enquête) le taux de croissance de l'économie nationale de 0,91 est largement inférieur à 2,75. Ceci veut dire qu'au moment de l'enquête, le pays était déjà dans une situation de vulnérabilité, ce qui pourrait expliquer le niveau élevé du nombre de pauvres à Madagascar (66,51 % de l'échantillon).

TABEAU 6.1 : EVOLUTION DU PIB ET DE LA CONSOMMATION PRIVEE

	85	86	87	88	89	90	91	92	93
PIB	1,2	2	1,2	3,4	4,1	3,1	- 6,9	0,9	0,91
C.P. (*)	6	- 2,9	- 1,5	- 0,1	1,4	3	0,7	- 3,2	- 3,1

Source : B.D.E Antananarivo, 1992 (Base: 1984).

(*) C.P : Consommation Privée

6.2.2 - Evolution de la consommation privée par tête et la pauvreté

Si le PIB est une grandeur agrégée au niveau national, donc ne permettant pas de cerner la notion de vulnérabilité au niveau des ménages, la consommation privée nous semble être le bon outil pour l'analyse, parce qu'elle ne concerne que les Ménages et les Entreprises et dans un cadre macro-économique les ménages sont supposés posséder des entreprises et ensuite le niveau de consommation est le reflet du pouvoir d'achat.

Aussi n'est-il pas étonnant de voir sur le tableau 6.1 qu'avant l'année de réalisation et même pendant l'année de l'enquête le taux de croissance de la consommation était négatif.

Ce résultat aussi semble justifier le niveau de pauvreté élevé à Madagascar.

6.3 - DIMENSION REGIONALE DE LA PAUVRETE ET INDICATEUR DE DEVELOPPEMENT HUMAIN (I.D.H)

Une étude sur le développement régional à Madagascar a fait ressortir un classement par niveau de développement des milieux. Cette étude se fonde sur le calcul d'un indicateur composite de développement en incluant les indicateurs d'activité, d'espérance de vie, d'accessibilité, de niveau de vie, d'instruction et enfin la disponibilité en calories⁴. La démarche adoptée consiste à lier l'importance de la pauvreté dans chaque milieu au classement issu de l'IDH. En regardant le tableau 6.2 ci-après, si l'IDH classe le milieu urbain au premier rang et le milieu rural au dernier rang, le résultat du profil de pauvreté, en terme de proportion des pauvres, inverse ce classement.

TABEAU 6.2 : IDH ET POURCENTAGES DES PAUVRES PAR MILIEU

MILIEU	IDH	% PAUVRE
URBAIN	0,385	48,70
RURAL	0,255	46,80

³ Voir Bibliographie (4).

⁴ Voir Bibliographie (7).

6.4 - COMPARAISON TEMPORELLE DE LA STRUCTURE DE LA CONSOMMATION DES MENAGES MALGACHES

Afin de suivre l'évolution du comportement des ménages malgaches en matière de consommation, tant de produits alimentaires que de produits non alimentaires, il importe de procéder à une étude comparative de leur structure de consommation selon la nature et la disponibilité des résultats sur le passé.

Aussi l'approche ne touche-t-elle que l'analyse de la structure des dépenses par grand centre urbain.

6.4.1 - Structure des dépenses par Grand Centre Urbain

En se reportant aux tableaux D1 et D2 (en annexe), on constate que par rapport aux résultats de l'enquête budget des ménages de 1978 et 1979 :

- il y a eu un changement de comportement de consommation alimentaire pour la grande majorité des villes, exception faite de la ville d'Antananarivo où le comportement est stable. En effet, la part des dépenses alimentaires totales dans la dépense totale des ménages diminue significativement au cours du temps pour le pays tout entier de 4,14 %, pour la ville de Toliary de 19,83 %, pour la ville d'Antsiranana de 34,65 % et enfin pour la ville de Toamasina de 8 %. Contrairement aux autres grandes villes, ce taux a augmenté de 15 % environ pour la ville d'Antsirabe, de 3,91 % pour la ville de Fianarantsoa et de 10,66 % pour la ville de Mahajanga.
- A l'exception des villes de Toamasina et de Toliara, pour les autres grandes villes on constate une baisse légère de la part des dépenses de santé dans la dépense totale.
- Quant au poste de dépenses de transport, un accroissement important est observé dans la ville d'Antsiranana et en général dans les villes de Toliary, Antananarivo et Fianarantsoa alors que l'on note une diminution pour les villes d'Antsirabe et de Mahajanga.

6.4.2 - Structure des dépenses par Milieu

A la lumière des précédentes explications, et se reportant aux tableaux D3 et D4 (en annexe) sur la structure des dépenses EBM 1977/1980⁵ le point commun est qu'il n'y a pas de changement de comportement quant au poids accordé à l'alimentation dans le budget familial. La différence tient d'abord aux parts respectives allouées aux dépenses de transport, d'habillement, d'éducation et de santé. L'EPM-1993 fait ressortir une augmentation des parts de dépenses de transports, d'habillement et d'éducation et une diminution des dépenses de santé. Les deux tableaux D3 et D4 font ressortir que les dépenses d'habitation occupent la deuxième position, tandis que dans l'E.P.M, la deuxième position revient aux dépenses de transports.

Pour terminer, trois points essentiels sont à relever:

- la baisse de l'évolution des grands agrégats macro-économiques explique en grande partie le niveau de pauvreté à Madagascar ;
- la proportion élevée des pauvres en milieu rural est étroitement liée au retard de développement de ce milieu par rapport au milieu urbain ;
- par rapport aux résultats antérieurs et à quelques exceptions près, la dépense alimentaire tient toujours une place importante dans la dépense totale.

⁵ Voir Bibliographie (2).

CHAPITRE 7

EMPLOIS ET SOURCES DE REVENUS DES MENAGES

CHAPITRE 7 : EMPLOIS ET SOURCES DE REVENUS DES MENAGES

L'aspect EMPLOI est très important dans la détermination de la source de revenu d'un ménage, mais il n'est pas facile à cerner dans une enquête statistique, en raison de la méfiance des individus interviewés. Dans la Convention Internationale sur le Travail, l'âge de l'activité commence à 14 ans, mais dans le cas de Madagascar, il n'est pas rare de rencontrer des enfants âgés de 7 ans seulement qui participent à la vie active. Dès lors, on pourrait penser qu'il y aurait beaucoup de personnes dans les populations rurales qui ont des occupations dans l'agriculture et l'élevage. La précocité de l'âge des enfants qui participent à la vie active témoigne d'une situation contradictoire de la scolarisation qu'on soupçonne ainsi désastreuse en milieu rural. Il y a plusieurs facteurs liés aux besoins des ménages qui expliquent l'origine de la participation des enfants de bas âge dans les activités de production. Aussi modeste que soit le niveau de cette dernière, c'est en particulier la pauvreté qui est une situation de fait, née de l'insuffisance des emplois dans la formation de revenus.

7.1 - SITUATION DES MENAGES VIS-A-VIS DE L'EMPLOI

7.1.1 - Situation vis-à-vis de l'emploi

L'EPM a prévu une question tendant à photographier la situation de la personne active (7 ans et plus) vis-à-vis de l'emploi. Le tableau suivant donne des indicateurs tirés du tableau E8 (Annexe) pour décrire la situation des 5 premiers cycles d'enquête.

TABEAU 7.1 : SITUATION DES MENAGES VIS-A-VIS DE L'EMPLOI PAR CYCLE SELON LES GROUPE DE PAUVRETE ET LES MILIEUX.

GROUPES	Milieux	1er CYCLE	2è CYCLE	3è CYCLE	4è CYCLE	5è CYCLE
1. TRES PAUVRES % ménages à 0 personne occupée	Capitale	-	-	-	-	-
	G.C.U	15,0	100,0	4,2	18,2	0
	C.U.S	11,1	15,4	-	-	-
	Rural	27,3	4,0	5,3	8,5	-
Nombre moyen de personnes occupées par ménage	Capitale	1,0	2,2	1,7	2,9	2,2
	G.C.U	2,0	0	2,9	1,6	4,0
	C.U.S	1,0	2,9	2,0	2,0	2,4
	Rural	1,9	2,4	2,7	2,4	3,5
2. PAUVRES % ménages à 0 personne occupée	Capitale	-	7,7	7,7	-	20,0
	G.C.U	-	-	4,3	5,9	5,9
	C.U.S	18,2	-	20,0	13,3	-
	Rural	9,5	1,6	3,2	3,9	6,7
Nombre moyen de personnes occupées par ménage	Capitale	1,4	1,9	2,0	2,4	1,3
	G.C.U	2,5	1,7	1,5	1,8	2,2
	C.U.S	1,4	2,3	0,2	1,5	2,5
	Rural	2,2	2,6	2,8	2,7	2,5
3. NON PAUVRES % ménages à 0 personne occupée	Capitale	7,9	5,8	3,8	5,4	3,3
	G.C.U	7,1	15,8	4,0	15,0	20,7
	C.U.S	11,8	8,7	-	16,7	-
	Rural	6,4	2,2	0,9	6,1	4,6
Nombre moyen de personnes occupées par ménage	Capitale	1,6	2,0	1,9	1,7	2,5
	G.C.U	1,5	1,6	1,6	1,3	1,7
	C.U.S	1,2	1,6	1,9	1,3	2,0
	Rural	2,0	2,5	2,6	2,4	2,1

Il ressort de l'ensemble du tableau 7.1 que la proportion de ménages sans personne occupée et le nombre moyen par ménage de personnes occupées varient d'un cycle à l'autre et d'un groupe de pauvreté à l'autre :

Situation dans le groupe très pauvre

- dans la capitale, on n'a pas rencontré de ménage très pauvre non occupé; dans les autres grands centres urbains, la proportion de ménage sans personne occupée est de 15 % en Mai/Juin, passe par un maximum au mois d'Août/Septembre (18,2 %) : car le résultat de Juin/Juillet concerne un seul ménage; dans les centres urbains secondaires cette proportion est nulle entre Juillet et Octobre; dans le milieu rural, cette proportion passe par des pointes en Mai/Juin puis en Août/Septembre (27,3 % et 8,5 %).
- En ce qui concerne le nombre moyen de personnes occupées par ménages, la capitale connaît des périodes basses (1 en Mai/Juin, 1,7 en Juillet/Août) puis une pointe en Août/Septembre (2,9 par ménage); Juin/Juillet (2,2) et Septembre/Octobre (2,2) semblent coïncider à des périodes moyennes. Dans les autres grands centres urbains, la pointe est en Septembre/Octobre (4 par ménage) et le point le plus bas est en Août/Septembre (1,6 par ménage), en écartant le cas particulier du 2ème cycle. Dans les centres urbains secondaires et dans le milieu rural la basse saison est observée en Mai/Juin mais les pointes se trouvent respectivement en Juin/Juillet (Pour les C.U.S) et Septembre/Octobre (pour le milieu rural). Ce sont des périodes correspondant à des travaux culturels : préparation des terres et récoltes.

Situation dans le groupe pauvre

- dans la capitale, la proportion de ménage sans personne occupée est à son maximum en Septembre/Octobre (20 %) et le nombre moyen de personnes occupées par ménages passe à son minimum à la même période (1,3). En Août/Septembre la proportion de ménages sans emploi est nul en Août/Septembre et le nombre moyen passe par un maximum de 2,4 personnes occupées par ménage.
- dans les autres grands centres urbains, c'est en Mai/Juin qu'on enregistre la meilleure situation (0 ménage sans personne occupée, 2,5 personnes occupées par ménages); la proportion de ménage sans personne occupée passe par son maximum entre Août et Octobre (5,9 %), et le nombre moyen de personnes occupées par ménage passe par son minimum en Juillet/Août (1,5 personnes).
- dans les centres urbains secondaires on a des situations particulièrement mauvaises en Mai/Juin où la proportion de ménages sans personne occupée est de 18,2 % alors que le nombre moyen de personnes occupées est de 1,4 puis en Juillet/Août où la proportion passe à 20 % et le nombre moyen à 0,2, la meilleure situation est en Septembre/Octobre (0 % et 2,5 personnes occupées par ménage).
- dans le milieu rural, il y a un petit mouvement saisonnier de l'emploi pour le groupe pauvre mais sans rigueur : la proportion de ménage sans personne occupée passe par un maximum de 9,5 % en Mai/Juin et le nombre moyen de personnes occupées y est aussi à son niveau le plus bas (2,2); la proportion varie ensuite d'un mois à l'autre en marquant le point de reprise en Juillet pour culminer en Octobre alors que le nombre moyen marque la reprise en Juin/Juillet pour diminuer légèrement entre Août et Octobre.

Situation dans le groupe non pauvre

- dans la capitale la proportion de ménages sans personne occupée à un emploi part d'une pointe en Mai/Juin (7,9 %) pour chuter jusqu'en Août/Septembre où la reprise est marquée (5,4 %) pour chuter de nouveau en Septembre/Octobre (3,3 %), le même mouvement se retrouve à peu près dans le nombre moyen de personnes occupées par ménage qui part de son niveau le plus bas en Mai/Juin (1,6) augmente en Juin/ Juillet (2) et malgré une légère baisse entre Juillet et Septembre, arrive à son niveau le plus haut en Septembre/Octobre (2,5 personnes occupées par ménage).
- dans les autres grands centres urbains, la situation ne suit pas une logique rigoureuse car si la proportion de ménages sans personne occupée passe par son maximum en Septembre/Octobre (20,7 %) et que le nombre moyen de personnes occupées par ménage passe aussi par son maximum (1,7) à la même période, le point le plus bas de la proportion (4 % en Juillet/Août) ne correspond pas à celui du nombre moyen (1,3 en Août/Septembre)
- dans les centres urbains secondaires, le point le plus haut de la proportion des ménages sans personne occupée est en Août/Septembre (16,7 %) correspondant à 1,3 personnes occupées par ménage; le point le plus haut du nombre moyen est en Septembre/Octobre (2,0) correspondant à 0 % de ménages sans personne occupée. Le mouvement de la proportion semble se dessiner par une courbe à trois membres : le premier à gauche à trois points allant de haut en bas, le second au milieu allant de bas en haut et le dernier à droite allant de haut en bas. Les valeurs du nombre moyen de personnes occupées par ménage suivent la logique du mouvement de la proportion (une partie ascendante, une partie descendante, et une reprise).

- dans le milieu rural, il n'y a pas de grandes variations de la proportion de ménages sans personne occupée qui varie sur le segment [2,2 %, 2,8 %], ni du nombre moyen de personnes occupées par ménage qui varie sur le segment [2 à 2,6 personnes]. Les courbes d'évolution de ces deux paramètres vont dans le même sens: une partie ascendante à gauche et une partie descendante à droite, la pointe se trouvant donc en Juillet/Août. Au pire des situations, en milieu rural, on peut rencontrer 2,8 % des ménages sans emploi, ou le nombre moyen de 2 personnes occupées à un emploi par ménage qui correspond aussi à la valeur maximum du nombre moyen de personnes occupées par ménages (2,6) à la période de Juillet/Août.

En conclusion, il semblerait que la situation des ménages vis à vis de l'emploi est presque fixe en milieu rural, instable dans les milieux urbains pour le groupe non pauvre. La situation suit un certain mouvement saisonnier dans les groupes pauvres, même dans le milieu rural.

7.1.2 - Le taux d'activité

La série de tableaux E3.a figurant en annexe a réparti la population âgée de 7 ans et plus suivant la situation vis-à-vis de l'emploi au cours de 7 derniers jours précédant l'interview. D'après ces tableaux qui correspondent aux 5 premiers cycles de l'EPM, on peut calculer des taux d'activité par sexe selon les cycles de l'enquête qui coïncident environ à la période Mai à Octobre 1993.

TABLEAU 7.2 : LES TAUX D'ACTIVITE PAR SEXE, SELON LES CYCLES DE L'EPM

Unité : %

TAUX D'ACTIVITE	1er cycle	2ème cycle	3ème cycle	4ème cycle	5ème cycle	Moyenne
<u>Sexe masculin</u>						
Taux d'activité normal:						
- Urbain	61,5	66,7	63,8	63,6	69,6	65,0
- Rural	82,1	93,2	90,4	87,9	90,1	88,7
Taux d'activité des enfants:						
- Urbain	2,7	8,4	6,8	1,2	17,4	7,3
- Rural	14,8	35,1	27,1	44,7	30,4	30,4
<u>Sexe féminin</u>						
Taux d'activité normal:						
- Urbain	45,2	59,6	54,1	48,7	67,5	55,0
- Rural	63,5	80,2	79,6	78,0	79,2	76,1
Taux d'activité des enfants :						
- Urbain	1,6	4,2	3,1	1,4	10,1	4,1
- Rural	6,8	18,7	29,7	26,2	22,0	20,7

Le taux d'activité correspond au rapport en pourcentage du nombre d'individus actifs âgés de 15 à 60 ans et de l'effectif de la Population dans le même groupe d'âges. Les enfants actifs sont ceux qui ont déclaré être occupés à un emploi au moment de l'enquête et âgés entre 7 et 15 ans (non compris).

1) du taux d'activité

Chez les hommes le taux d'activité est supérieur à celui des femmes. En milieu rural, le taux d'activité est supérieur à celui du milieu urbain. Quel que soit le milieu considéré, il semble que le taux d'activité varie d'un mois à l'autre. D'où le caractère saisonnier de l'activité qui est liée soit au type de production, soit à la nature du service assuré par l'individu. Les périodes de pointe semblent se situer en Juillet et Octobre.

2) de l'emploi des enfants d'âge scolaire :

L'emploi des enfants (masculin et féminin) de 7 à 14 ans est plus fréquent en milieu rural qu'en milieu urbain d'après le tableau 7.2 ci-haut. La saison est également apparente pour l'emploi des enfants dans les deux milieux. C'est en Octobre qu'on a enregistré une forte proportion d'emploi des enfants d'âge scolaire (10,1 %) contre 1,6 % en Mai ou 4,2 % en Juin par exemple pour le sexe féminin en milieu urbain. De même, l'emploi des enfants du sexe masculin est plus important que l'emploi des enfants du sexe féminin quel que soit le milieu.

7.2 - SITUATION DE LA POPULATION ACTIVE DANS LA PROFESSION

Il convient de situer le travail de chaque groupe de ménages et dans chaque milieu. Les résultats qui suivent ont été calculés à partir du tableau E1.a. "Activité principale et situation dans la profession".

7.2.1 - Selon les milieux

- a) Tous groupes confondus, l'analyse de l'activité principale par milieu et selon la situation dans la profession se présente comme suit :

TABLEAU 7.3 : REPARTITION PAR MILIEU SELON LA SITUATION DANS LA PROFESSION DE L'ACTIVITE PRINCIPALE.

Unité : %

SITUATION DANS LA PROFESSION	MILIEUX			
	CAPITALE	G.C.U	C.U.S	RURAL
SALARIES	62,7	43,7	31,8	7,9
TRAVAILLEURS INDEPENDANTS	22,1	34,0	38,3	45,3
AIDES FAMILIAUX	11,4	21,4	26,4	46,1
AUTRES	3,8	0,9	3,5	0,7
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0

Le salariat est la principale ressource des ménages des grands centres urbains et de la capitale. Dans les centres urbains secondaires et le milieu rural, on a enregistré une prédominance certaine du travail indépendant aidé des membres de la famille. Dans le milieu rural, le salariat n'est pas significatif devant le travail indépendant ; l'importance des aides familiaux peut expliquer en grande partie l'emploi des enfants âgés de sept à quatorze ans dans le milieu rural.

7.2.2 - Selon les groupes de pauvreté

L'analyse de la situation selon le statut du travail dans l'activité principale, selon les groupes de pauvreté par milieu donne les résultats suivants :

TABLEAU 7.4 : REPARTITION PAR GROUPE DE PAUVRETE ET PAR MILIEU, SELON LA SITUATION DANS LA PROFESSION DE L'ACTIVITE PRINCIPALE.

Unité : %

SITUATION DANS LA PROFESSION	GROUPES DE PAUVRETE											
	TRES PAUVRES				PAUVRES				NON PAUVRES			
	CAP	GCU	CUS	RUR	CAP	GCU	CUS	RUR	CAP	GCU	CUS	RUR
SALARIES	69,7	38,1	22,4	2,2	59,1	40,0	25,0	3,7	62,5	50,3	39,9	11,7
TRAVAILLEURS INDEPENDANTS	15,8	29,6	44,9	39,4	22,0	42,9	36,8	47,0	23,2	31,1	37,1	45,7
AIDES FAMILIAUX	5,3	32,3	31,6	58,0	13,4	17,1	34,4	49,1	11,9	16,2	18,7	41,4
AUTRES	9,2	-	0,1	0,4	5,5	-	3,8	0,2	2,4	2,4	4,3	1,2
TOTAL	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Le groupe très pauvre comporte surtout des salariés dans la capitale (69,7 %) mais des travailleurs indépendants dans les autres grands centres urbains (61,9 %), dans les centres urbains secondaires (76,5 %) et dans le milieu rural (95,4 %).

Le groupe pauvre est encore constitué principalement par les salariés dans la capitale (59,1 %), par les travailleurs indépendants dans les autres grands centres urbains (60 %), dans les centres urbains secondaires (71,2 %) ou dans le milieu rural (96,1 %).

Le groupe non pauvre compte pour 62,5 % de salariés contre 35,1 % d'indépendants dans la capitale, 50,3 % de salariés contre 47,3 % de travailleurs indépendants dans les autres grands centres urbains 39,9 % de salariés contre 55,8 % de travailleurs indépendants dans les centres urbains secondaires et pour 11,7 % de salariés contre 87,1 % d'indépendants dans le milieu rural.

Ces différentes structures permettent ainsi de caractériser la vulnérabilité des différents groupes de population selon les milieux vis à vis du revenu et du pouvoir d'achat. Ce qui une fois de plus reconforte l'idée de distinguer les milieux dans la présente étude sur le profil de la pauvreté à Madagascar.

7.3 - LES BRANCHES D'ACTIVITES

Les résultats de l'EPM donnant la répartition de la population âgée de 7 ans et plus, par branche d'activités sont consignés dans le Tableau E.5.b (figurant en annexe) qui permet de dresser les indications ci-après :

7.3.1 - Par milieu

La répartition de la population active par branches montre que dans le milieu urbain (Capitale, G.C.U ,C.U.S), le secteur "services" est prépondérant : code 4 = commerce, 9 = Administration et Services divers, ensuite la fabrication (code 2). Dans le milieu rural, la branche 1 = agriculture et activités connexes, est largement majoritaire. Ce qui démontre encore une fois de plus que les sources de revenus des ménages urbains sont les Services (accueillant des salariés), celles des ménages ruraux provenant de la production agricole.

TABLEAU 7.5 : STRUCTURE PAR BRANCHE D'ACTIVITES CONTRACTEES SELON LES MILIEUX (ACTIVITE PRINCIPALE)

Unité : %

Branches d'activités	Agriculture	Fabrication	Construction	Commerce	Transport	Poste et Télécomm	Education	Santé et Act. Soc.	Autres Serv.	Total
Capitale	8,8	18,7	3,5	19,1	4,0	1,9	3,7	2,5	37,8	100
Autres GCU	27,0	10,8	2,1	26,9	6,1	1,4	3,8	1,2	20,7	100
CUS	44,1	7,4	2,5	16,8	2,6	0,8	3,4	1,0	21,4	100
Rurale	90,9	2,5	0,4	2,0	0,3	-	1,0	0,1	2,8	100

7.3.2 - Par groupe de pauvreté

TABLEAU 7.6 : STRUCTURE PAR BRANCHE D'ACTIVITES, SELON LES GROUPES DE PAUVRETE DES MENAGES (ACTIVITE PRINCIPALE)

Unité : %

	Agriculture	Fabrication	Construction	Commerce	Transport	Poste et Télécomm	Education	Santé et Act. Soc.	Autres Serv.	Total
Très pauvres	36,4	7,5	2,8	21,3	2,5	0,3	-	1,3	27,9	100
- Urbain	94,6	2,6	-	1,2	-	-	0,2	-	1,4	100
- Rural										
Pauvres	33,6	14,0	3,1	23,0	3,1	0,2	0,7	1,1	21,2	100
- Urbain	96,5	1,8	0,2	0,8	0,1	-	0,1	0,1	0,4	100
- Rural										
Non Pauvres	18,2	13,5	2,4	20,3	5,7	2,4	6,5	1,9	29,1	100
- Urbain	86,6	2,8	0,7	3,0	0,5	-	1,8	0,2	4,4	100
- Rural										

Le tableau 7.6 ci-dessus permet de dégager pour les différents groupes de pauvreté les caractéristiques suivantes :

- 1) Quel que soit le groupe, dans le milieu rural, l'agriculture est la plus courante (90,9 % en moyenne).
- 2) Dans le groupe très pauvre du milieu urbain, l'agriculture occupe 36,4 % des ménages alors que le commerce et les services y représentent 53,3 % des activités principales des ménages. En milieu rural il n'y a que 5,4 % des activités qui sont non agricoles.
- 3) Dans le groupe pauvre, le milieu rural est principalement actif dans la branche agricole (96,5 %) alors que le milieu urbain n'a que 33,6 % de ses actifs qui exercent une activité principale dans l'agriculture et ses branches connexes.
- 4) Dans le groupe non pauvre, le milieu rural est encore agricole (86,6 %) alors que le milieu urbain évolue principalement dans les branches non agricoles (81,8 %).

Dans le milieu urbain où l'activité est essentiellement dans les branches non agricoles, le niveau des salaires (pour les salariés) ou l'insuffisance du volume des affaires (pour les petites entreprises individuelles) permet de situer la nature et l'origine de la pauvreté.

Dans le milieu rural où l'activité est essentiellement dans le secteur primaire, c'est la capacité de production des (petites) exploitations qui explique la pauvreté.

7.4 - LES ACTIVITES SECONDAIRES

Les activités secondaires des membres des ménages enquêtés sont réflétées dans les tableaux E.4.1 à 3 (figurant en annexe).

7.4.1 - Répartition par branche d'activités

TABEAU 7.7 : REPARTITION DES MEMBRES DES MENAGES AYANT UNE ACTIVITE SECONDAIRE PAR BRANCHE D'ACTIVITES ET SELON LES GROUPES DE PAUVRETE ET LES MILIEUX

Unité : %

	Agricul-ture	Fabri-cation	Constru-ction	Commerces	Transport	Poste et Télécom	Educat-ion	Santé et Act. Soc.	Autres Serv.	Total
Très pauvres										
- Capitale	14,3	-	28,6	14,3	-				42,8	100
G.C.U	19,0	19,0	-	28,6	9,5				23,8	100
CUS	63,7	9,1	9,1	4,5	4,5				9,1	100
Rural	93,8	1,2	-	2,5	-				2,5	100
Pauvres										
Capitale	-	26,7	6,7	20,0	-				46,6	100
G.C.U	24,2	9,1	6,1	24,2	9,1				27,3	100
CUS	36,1	8,4	2,8	19,4	-				33,3	100
Rural	94,1	3,1	0,8	0,8	0,4			0,4	0,4	100
Non Pauvres										
Capitale	3,5	15,5	6,8	12,1	5,1	3,5	12,1	3,5	37,9	100
G.C.U	7,8	7,8	7,8	23,5	11,8	-	15,7	2,1	23,5	100
CUS	27,0	10,8	6,7	20,3	4,1	1,4	6,7	-	23,0	100
Rural	80,4	4,5	1,9	2,5	1,1	-	4,5	0,4	4,7	100

- Pour le groupe très pauvre - c'est principalement la branche "autres services" qui accueille les activités secondaires dans la capitale alors que c'est l'agriculture et ses activités connexes qui sont le pôle d'attraction des activités secondaires du milieu rural et des centres urbains secondaires. Dans les autres grands centres urbains, il y a quatre (4) branches d'activités d'accueil importantes : l'agriculture (19 %), la petite fabrication (19 %), le commerce (28,6 %) et les autres services (23,8 %).
- Pour le groupe pauvre il y a les branches d'activités suivantes principalement : les autres services (46,6 %), la petite fabrication (26,7 %) et le commerce (20 %) dans la capitale; l'agriculture (24,2 %), le commerce (24,2 %) et les autres services (27,3 %) dans les autres grands centres urbains (G.C.U), l'agriculture (36,1 %), le commerce (19,4 %) et les petits services (33,3 %) dans les centres urbains secondaires qui accueillent les activités secondaires du milieu urbain, alors que dans le milieu rural, c'est toujours le secteur primaire qui est dominant (94,1 %) suivi de la petite fabrication (3,1 %).
- Pour le groupe non pauvre la répartition des activités secondaires par branches d'activités selon les milieux est variable. Ainsi, dans la capitale, le plus important se passe dans la branche "petits services divers" (37,9 %) sinon le reste est réparti entre la petite fabrication (15,5 %), le commerce (12,1 %) et l'éducation (12,1 %).

Dans les autres grands centres urbains le commerce (23,5 %), les petits services (23,5 %) et l'éducation (15,7 %) sont les principales branches accueillant les activités secondaires du groupe non pauvre.

Les Centres Urbains Secondaires offrent surtout des activités secondaires aux ménages dans l'agriculture (27 %), les petits services (23 %) ou le commerce (20,3 %) malgré les 10,8 % de la petite fabrication. Le milieu rural est encore le milieu le plus privilégié des activités secondaires agricoles ou connexes à l'agriculture (80,4 %), le reste étant éparpillé entre toutes les autres branches d'activités connues en dehors des Postes et Télécommunications.

7.4.2 - Analyse selon le niveau d'instruction du chef de ménage

Le niveau d'instruction du chef de ménage peut parfois avoir une influence sur le type d'activité secondaire créée par le ménage, en supposant que les autres conditions soient favorables. Le tableau E4.a 1, 2 et 3 de l'annexe a réparti les ménages ayant une activité secondaire par branche d'activité et selon le niveau d'instruction des chefs de ces ménages dans chaque milieu. Ainsi :

- a) dans la capitale : le groupe très pauvre n'a que le niveau d'instruction primaire comme le niveau le plus élevé; le groupe pauvre a par contre 40 % de chefs de ménages ayant une activité secondaire qui dépassent le niveau primaire, alors que dans le groupe non pauvre, 25,9 % seulement des chefs des ménages ayant une activité secondaire ont un niveau d'instruction inférieur au CEPE.
- b) dans les autres grands centres urbains le niveau d'instruction des chefs des ménages ayant une seconde activité est le secondaire première cycle incomplet (9,5 %) dans le groupe très pauvre, le secondaire incomplet (1er ou 2ème cycle) à raison de 30,3 % dans le groupe pauvre et le niveau universitaire 13,7 % dans le groupe non pauvre.
- c) dans les centres urbains secondaires : on a dénombré 18,2 % des chefs des ménages ayant une activité secondaire qui ont le niveau secondaire dans le groupe très pauvre, 30,5 % dans le groupe pauvre qui ont un niveau supérieur au CEPE mais 39,2 % dans le groupe non pauvre qui ont le niveau primaire et moins.
- d) dans le milieu rural pour le groupe très pauvre, l'activité secondaire se rencontre auprès des ménages dont le chef a au plus un niveau primaire incomplet (96,2 %) ; pour le groupe pauvre, cette proportion passe à 89,3 % ; pour le groupe non pauvre, elle passe à 76,8 %.

7.5 - LES REVENUS DES ACTIVITES DES MENAGES

Les activités procurent aux ménages des revenus. En comptabilité nationale, il est nécessaire de calculer les revenus dûs au travail. C'est principalement des salaires qu'on veut parler, mais il y a aussi d'autres formes de revenu qu'il faudrait pouvoir calculer à travers les activités des membres des ménages. A ce sujet, on a les revenus des facteurs de production comme la terre, les animaux de trait, les équipements, puis les revenus provenant des différents transferts reçus des autres ménages ou de diverses institutions.

Dans le cadre de la présente étude, il n'est pas prévu de procéder au calcul des revenus mais d'inventorier les sources de revenus rencontrées dans le cadre de l'EPM selon les groupes de pauvreté et par milieu (rural, urbain).

7.5.1 - Les sources de revenus selon les groupes de pauvreté par milieu

En comptabilité nationale, toute activité rapporte des revenus au niveau des facteurs. A défaut de comptes nationaux détaillés pour 1993, il est difficile d'évaluer ces revenus qui sont répartis en :

- a) Revenu du Travail (salaire essentiellement),
- b) Revenu de la Terre,
- c) Revenu des autres facteurs de production,
- d) Autres dont les transferts.

Les sources de revenus des ménages qui sont retenues dans le tableau R1.A figurant en annexe ont fait l'objet d'une contraction au niveau du tableau 7.8 suivant :

TABEAU 7.8 : LES SOURCES DE REVENUS SELON LES GROUPES DE PAUVRETE PAR MILIEU

	SOURCES DES REVENUS					
	Salariat	Agriculture	Act. indép. Non agric.	Transferts	Autres	TOTAL
Très pauvres	50,0	19,7	14,4	07,6	08,3	100
- Urbain	01,8	87,0	05,6	01,8	03,8	100
- Rural						
Pauvres	48,0	15,9	25,5	05,3	05,3	100
- Urbain	04,9	89,2	03,1	00,8	02,0	100
- Rural						
Non Pauvres	60,0	06,7	21,4	06,5	05,4	100
- Urbain	16,0	75,6	03,9	01,9	02,6	100
- Rural						

Le milieu urbain présente une structure de répartition des sources de revenus que tel le salariat est la principale source pour les trois groupes de population (50 % dans le groupe très pauvre, 48 % dans le groupe pauvre et 60 % dans le groupe non pauvre). Les activités non agricoles indépendantes ne sont intéressantes que pour le groupe non pauvre dans le milieu urbain car, dans les autres groupes les activités connexes à l'agriculture viennent après le salariat.

Le milieu rural s'appuie presque intégralement sur le secteur primaire (agriculture et activités connexes) pour constituer son revenu (87 % dans le groupe très pauvre, 89,2 % dans le groupe pauvre et 75,6 % dans le groupe non pauvre). Le salariat est plus significatif après l'agriculture seulement dans le groupe non pauvre (16 %) sinon il ne représente que 4,9 % des sources de revenu du groupe pauvre rural.

7.5.2 - Les sources de revenus selon les groupes socio-économiques par groupe de pauvreté et milieu.

Les groupes socio-économiques figurant dans le tableau R1.A (en annexe) sont contractés au niveau du tableau 7.9 suivant:

TABEAU 7.9 : LES SOURCES DE REVENUS SELON LES GROUPES SOCIO-ECONOMIQUES PAR GROUPE DE PAUVRETE ET MILIEU.

GROUPES SOCIO-ECONOMIQUES G. S. E.	GROUPES DE PAUVRETE PAR MILIEU					
	TRES PAUVRES		PAUVRES		NON PAUVRES	
	Urbain	Rural	Urbain	Rural	Urbain	Rural
Travailleurs salariés	50,0	01,9	48,0	04,9	60,0	16,0
Exploitants de cultures vivrières	15,9	82,1	09,7	83,4	05,2	70,7
Petits travailleurs indépendants non agricoles	12,9	03,1	20,3	02,3	17,8	03,2
Autres groupes	21,2	12,9	22,0	09,4	17,0	10,1

Il y a une dizaine de groupes socio-économiques dans l'exploitation de l'E.P.M pour répartir la population active mais dans le tableau 7.5.2 ci-dessus, on a pu en isoler trois (3) qui semblent les plus importants :

- 1) En milieu urbain, les travailleurs salariés fournissent les 50 % des possibilités de revenus du groupe très pauvre, 48 % du groupe pauvre et 60 % du groupe non pauvre. Dans le milieu rural, ce groupe contribue pour 16 % des sources de revenus du groupe non pauvre, 4,9 % du groupe pauvre et seulement 1,9 % du groupe très pauvre.

- 2) Les exploitants de cultures vivrières sont plus nombreux en milieu rural qu'en milieu urbain (82,1 % dans le groupe très pauvre contre 15,9 %, 83,4 % contre 9,7 % dans le groupe pauvre et 70,7 % contre 5,2 % dans le groupe non pauvre).
- 3) Les petits exploitants indépendants non agricoles sont plus présents dans le milieu urbain que dans le milieu rural : 12,9 % contre 3,1 % dans le groupe très pauvre, 20,3 % contre 2,3 % dans le groupe pauvre et 17,8 % contre 3,2 % dans le groupe non pauvre.
- 4) Les autres groupes réunis représentent dans le milieu urbain 21,2 % pour le groupe très pauvre, 22 % pour les pauvres et 17 % pour les non pauvres. Dans le milieu rural, ce groupe représente les 12,9 % des sources de revenus des très pauvres, 9,4 % des pauvres et 10,1 % des non pauvres.

7.6 - LES TRANSFERTS D'ARGENT

C'est l'EPM enfin qui peut donner pour la première fois des informations détaillées sur les transferts d'argent opérés par les Ménages : Tableaux T1a, b, c, d et Tableaux T2a, b, c, d (en annexe).

Les paragraphes 7.5.1 à 7.5.3 ont indiqué les groupes socio-économiques formant leurs Revenus à partir des Transferts d'argent (Sources 5 = Transfert).

Pour l'information, le résultat net des opérations de transferts des ménages par groupe de pauvreté sera le seul point analysé dans ce paragraphe.

TABEAU 7.10 : TRANSFERTS NETS DES MENAGES SELON LES GROUPES DE PAUVRETE, PAR MILIEU.

GROUPES DE PAUVRETE	Transferts reçus		Transferts versés		Résultat Mio FMG
	Mio Fmg	%	Mio Fmg	%	
1 - TRES PAUVRES					
. Urbain	3,0	4,0	0,3	01,2	2,7
. Rural	1,8	10,4	0,1	00,9	1,7
2 - PAUVRES					
. Urbain	5,2	07,0	3,0	12,5	2,2
. Rural	4,2	24,3	0,7	05,9	3,5
3 - NON PAUVRES					
. Urbain	66,0	89,0	20,7	86,3	45,3
. Rural	11,3	65,3	11,0	93,2	0,3
ENSEMBLE					
. Urbain	74,2	100,0	24,0	100,0	50,2
. Rural	17,3	100,0	11,8	100,0	5,5

- L'essentiel des opérations dans un sens comme dans l'autre est fait par le groupe non pauvre, et en milieu urbain.
- Les résultats des transferts d'argent sont nettement excédentaires, mais les montants des transferts avec l'extérieur n'ont pas été isolés dans le tableau 7.10, faute d'information suffisante à leur sujet. Les transferts d'argent doivent en effet faire l'objet d'une analyse particulière auprès du système bancaire et de la Poste si on veut disposer d'un dispositif complet et suffisant.

7.7 - REMARQUES ET CONCLUSIONS

Plusieurs thèmes supplémentaires auraient dû être inclus dans le chapitre 7 mais dans l'étude de profil on peut passer rapidement sur les points qui suivent:

7.7.1 - De l'accès et de l'utilisation des crédits

Compte tenu de ce qui a été dit plus avant concernant l'Emploi, partie 7.1 et les sources de Revenus des Ménages, partie 7.5, le secteur Informel qui mérite une attention particulière sera traité dans le chapitre 11. C'est dans ce chapitre que les problèmes d'accès et d'utilisation des crédits octroyés aux ménages seront analysés et interprétés.

7.7.2 - Utilisation du temps par les membres du ménage

L'interprétation de l'utilisation du temps par les membres des ménages peut se faire en exploitant les données issues de la Section 4 A du questionnaire-ménage, source du tableau E6.h joint en annexe.

TABEAU 7.11 : TAUX¹ DE PARTICIPATION DES MEMBRES AUX TRAVAUX MENAGERS SELON LE GROUPE PAR TYPE DE TRAVAUX

TYPES DE TRAVAUX MENAGERES	TRES PAUVRES				PAUVRES				NON PAUVRES			
	Cap	GCU	CUS	Rur.	Cap	GCU	CUS	Rur.	Cap	GCU	CUS	Rur.
Préparation des repas	33,9	32,8	29,1	30,7	41,7	32,2	35,2	35,3	42,2	36,1	37,6	37,8
Achats	33,3	29,1	30,0	24,7	36,8	33,0	30,8	29,7	40,4	35,4	34,1	34,1
Lessive	30,4	28,9	28,2	24,7	31,6	27,2	28,4	26,2	34,3	28,2	29,5	30,2
Nettoyage et entretien de la maison	33,3	30,1	27,3	23,8	41,3	32,0	31,4	27,2	41,0	35,9	34,4	32,1
Garde et soins des enfants	19,6	21,8	21,1	19,2	12,2	18,6	17,8	20,1	16,4	13,3	18,7	19,6

- Les travaux ménagers qui ont fait l'objet d'un interview auprès des ménages enquêtés sont de cinq sortes. Les résultats obtenus sont à peu près en accord avec le statut du travail des membres des ménages ou avec leur situation vis-à-vis de l'emploi à l'extérieur de leur maison. L'appartenance à un groupe social peut aussi expliquer le taux de participation des membres de ménages aux travaux ménagers pour un milieu donné.
- Le taux de participation des membres à la préparation des repas est plus fort pour la capitale, plus faible pour les centres urbains secondaires dans le groupe très pauvre, pour les grands centres urbains dans le groupe pauvre et dans le groupe non pauvre.

Pour les achats et l'entretien de la maison, le taux de participation des membres de ménage est supérieur dans la capitale par rapport à celui des autres milieux. Ces deux types de travaux reviennent en général aux membres du sexe féminin. Les femmes restent en général au foyer en milieu urbain, alors qu'en milieu rural, les femmes participent aux travaux agricoles. Le taux de participation des membres des ménages ruraux au nettoyage et à l'entretien de la maison peut s'expliquer par deux arguments: le premier, c'est en raison des travaux aux champs, le second, c'est en raison de la nature du logement et de son faible niveau d'équipement par rapport à ce qu'il y a dans les autres milieux.

Quant à la lessive, les membres des ménages de la capitale y participent beaucoup plus que ceux du milieu rural ; pour le groupe pauvre il y aurait une légère égalité des deux taux de participation. Pour ce qui est de "la garde et les soins des enfants", le milieu rural y participe beaucoup plus directement que la capitale, sauf pour le groupe très pauvre où le phénomène inverse a été observé. Dans ce type d'occupation, le taux de participation des membres des ménages est plus fort dans les autres milieux urbains pour le groupe très pauvre, mais dans le milieu rural pour les autres groupes sociaux.

¹ Il s'agit du rapport nombre d'individus concernés à l'effectif des ménages du groupe de pauvreté correspondant

CHAPITRE 8

STRUCTURE DES DEPENSES ET GROUPE DE PAUVRETE

CHAPITRE 8 : STRUCTURE DES DEPENSES ET GROUPES DE PAUVRETE

Dans le but de rétablir l'équilibre de la balance de paiements et des autres grands équilibres macro-économiques, Madagascar s'est lancé depuis un certain temps à la mise en oeuvre d'une Politique d'Ajustement Structurel. Les mesures qui en sont prises affectent le mode de vie des ménages et/ou des individus malgaches à degré variable et aux différents niveaux. L'on peut observer la situation par l'intermédiaire des variables du marché (quantité offerte, prix, frais de transport...) et directement à travers les moyens d'intervention de l'Etat (diminution des dépenses de santé et d'éducation dans le budget de l'Etat, suppression des subventions...). L'un des premiers intérêts de l'étude réside en ce que grâce à une analyse détaillée de la structure des dépenses des ménages (malgaches), on est à même de dessiner une typologie de comportement en passant par les groupes de pauvreté, par milieu et par région. L'avantage suivant serait la possibilité, moyennant une bonne méthodologie, l'élaboration d'un nouveau panier de la ménagère, pour le calcul d'un indice des prix à la consommation des ménages.

Les dépenses des ménages malgaches peuvent être présentées en 11 groupes à savoir: l'alimentation (l'auto-consommation comprise), la santé, l'éducation, l'habitation (logement etc...), l'éclairage et les combustibles, les sports et loisirs, les transferts, les transports, le patrimoine, l'habillement, les autres dépenses non alimentaires. On peut encore détailler ces rubriques mais par souci de comparaison avec les résultats des enquêtes antérieures, la nomenclature ainsi présentée peut être gardée.

8.1 - NIVEAU, TYPE ET STRUCTURE DES DEPENSES PAR GROUPE DE PAUVRETE

8.1.1 - Niveau de dépenses et groupes de pauvreté

En milieu urbain, la dépense moyenne par tête pour chaque groupe d'articles est une fonction croissante du niveau de pauvreté, exception faite de la dépense moyenne de transports et de télécommunications (Cf. tableaux D5 et D6 en annexe). Dans ce même milieu, en fonction du niveau de la dépense moyenne totale, on peut établir l'ordre d'importance des dépenses des ménages: au premier rang, la dépense alimentaire monétaire, les transports et télécommunication ; au second rang le reste.

Quoiqu'il y ait une inégalité, à degré variable, entre les dépenses moyennes du groupe très pauvre et du groupe pauvre en milieu rural pour un type de dépense donné, il ressort que les niveaux de dépenses moyennes des deux groupes sont toujours inférieurs à ceux du groupe non pauvre.

8.1.2 - Dépense alimentaire et groupes de pauvreté

Vu l'importance de l'alimentation pour la survie des individus, la dépense alimentaire peut être théoriquement considérée comme un indicateur pour mesurer le niveau de vie. Aussi est-il important d'étudier sa place dans l'ensemble des dépenses des ménages malgaches selon le milieu et le groupe social (représenté par un groupe de pauvreté).

Par définition, la dépense alimentaire comprend les dépenses monétaires d'alimentation et la dépense pour l'auto-consommation.

- a) En milieu urbain : Par rapport à la dépense alimentaire totale et pour l'ensemble des groupes (Cf. tableau D7 en annexe), les ménages malgaches consacrent une part importante de leur dépense alimentaire d'abord pour les dépenses en céréales et farines et ensuite pour les dépenses en viande, volailles et poissons. Pour le groupe non pauvre, il y a un léger écart entre la part consacrée aux céréales et farines et celle destinée à la viande, aux volailles et aux poissons, contrairement aux cas des deux autres groupes. A noter aussi que les proportions des dépenses en produits de l'élevage, en conserves et confitures et en aliments et repas préparés sont très faibles quel que soit le groupe considéré.
- b) En milieu rural : Pour les groupes pauvres et non pauvres, on retrouve ici le même cas de figure qu'en milieu urbain alors que pour le groupe très pauvre, la deuxième place après les céréales et farines revient aux racines et tubercules ; viande, volailles et poissons se retrouvent à la troisième position. Il importe de remarquer aussi que : d'abord, pour l'ensemble du groupe, la troisième place dans les dépenses revient aux dépenses de sucres/confiseries/produits d'infusion suivies des dépenses en tabacs.

Ensuite, les ménages du milieu rural, tous groupes confondus, ne semblent pas attirés par la consommation de boissons non alcoolisées. Enfin, les groupes très pauvres et pauvres ne font aucune sorte de dépenses de conserves et confiture alors que seul le groupe non pauvre a effectué des dépenses pour aliments et repas préparés (voir tableau D8 en annexe).

8.1.3 - Milieux et groupes de pauvreté

L'analyse par groupe sociaux se fera par types de dépenses dans chaque milieu (Voir tableaux D9, D10, D11, D12, D13 et D14 en annexe).

8.1.3.1 - Milieu urbain et groupes de pauvreté :

- a) Du groupe extrêmement pauvre : Pour chaque centre, on constate que premièrement la part des dépenses alimentaires est la plus élevée, devant celle des dépenses de transports et télécommunication. Deuxièmement, le groupe très pauvre de la capitale et des autres grands centres urbains n'ont effectué aucune sorte de dépenses de patrimoine. Troisièmement, même s'ils sont très pauvres; ils arrivent à aider les autres (en faisant des transferts).
- c) Groupe pauvre : Dans ce groupe, quel que soit le centre, la dépense alimentaire accapare une grande partie des dépenses des ménages. Viennent ensuite les dépenses de combustibles et éclairage et les dépenses de transports et télécommunication. Cependant trois autres points méritent d'être soulignés: d'abord contrairement au même groupe dans les deux autres centres urbains, le groupe pauvre de la capitale n'est pas concerné par le type de dépenses de patrimoine. Ensuite les ménages dans chaque centre ont presque le même type de comportement dans le domaine des dépenses en matière d'éducation. Il semble enfin que les ménages pauvres ont un esprit de cohésion de solidarité sociale.
- d) Groupe non pauvre : En regardant le tableau de répartition des types de dépenses par milieu, on s'aperçoit qu'à la différence des proportions de l'auto-consommation, celle de dépense alimentaire monétaire dans chaque milieu est toujours importante. Il convient aussi de souligner que le groupe non pauvre garde l'esprit de solidarité familiale.

Le groupe non pauvre de la capitale consacre une part importante de ses dépenses monétaires à l'alimentation, au logement, aux transports et télécommunication. Pour les ménages non pauvres des autres grands centres urbains, l'ordre d'importance des dépenses est le suivant pour les trois premiers groupes de biens et services: l'alimentation, les transports et télécommunication et l'habitation dont le logement. Cependant, dans les centres urbains secondaires, le groupe non pauvre dépense d'abord pour l'alimentation puis pour l'éducation avant les autres choses.

8.1.3.2 - Régions et groupes de pauvreté en milieu rural :

L'analyse qui suit étudiera la structure des dépenses des ménages malgaches en milieu rural par Faritany et selon les groupes de pauvreté (Cf. tableaux D12, D13 et D14).

- a) du groupe extrêmement pauvre : Certains points particuliers peuvent être intéressants: la part relativement importante des dépenses alimentaires du groupe de ménages très pauvres du milieu rural de Mahajanga devant celles des Faritany d' Antsiranana et de Fianarantsoa, les poids élevés de l'auto-consommation et des dépenses de transports du groupe dans le milieu rural de Fianarantsoa et de Toliary et le poids infime de l'autoconsommation du groupe dans le Faritany d'Antsiranana (par rapport à l'ensemble des dépenses), l'importance des dépenses d'éducation pour le groupe très pauvre du milieu rural d'Antananarivo, le comportement quasi- uniforme des ménages malgaches en milieu rural pour les dépenses d'habillement et de d'habitation, l'impossibilité pour le groupe très pauvre d'Antsiranana de venir en aide aux autres et enfin, l'existence de dépense de patrimoine seulement pour le milieu rural de Mahajanga.

b) du groupe pauvre : En général, on peut retenir pour les plus importantes aux ménages pauvres du milieu rural dans les six régions les dépenses alimentaires, celles des transports et communication et celles de l'habillement.

En matière de dépense de patrimoine, seuls les groupes pauvres des Faritany d'Antananarivo et de Toliary (milieu rural) ont des dépenses de patrimoine.

c) du groupe non pauvre : Les dépenses alimentaires monétaires sont de moindre importance à Antananarivo et à Mahajanga comparativement à celles des autres régions. Pour ce qui est de l'auto-consommation, elle occupe une proportion assez significative pour chaque région, exception faite du groupe non pauvre d'Antananarivo. Il sied de noter que le groupe non pauvre en milieu rural a presque le même comportement de dépense en matière de transports et télécommunication.

8.2 - DEPENSES ALIMENTAIRES, BESOINS ENERGETIQUES ET CONSOMMATION DE RIZ SELON LES GROUPES DE PAUVRETE

8.2.1 - Les dépenses alimentaires monétaires et les besoins caloriques de la population malgache

Seront étudiés dans ce paragraphe les apports caloriques de certains types d'aliments selon leurs caractéristiques nutritionnelles et leur part dans les dépenses monétaires d'alimentation.

Sur les seize postes d'alimentation, les postes "farine et céréales", "viande, volailles et poissons", "les produits de l'élevage", "l'huile et les graisses" et enfin le "sucre/ confiserie / autres produits d'infusion" sont ceux concernés par l'étude. A l'intérieur de chaque poste, on ne retient pour l'étude qu'un seul article. Les articles retenus pour la détermination des besoins caloriques sont ainsi le riz, la viande de bœuf, le lait, l'huile de table et le sucre.

Faute de données sur les prix respectifs de ces articles au niveau national, nous sommes amenés à utiliser les prix observés en 1993 à Antananarivo-ville et dans certains points de vente selon les relevés des enquêteurs de l'E.P.M.. De plus, l'étude actuelle n'a pu prendre en compte que les apports caloriques tels qu'établis par les nutritionnistes de la FAO¹. Cependant, une étude récente sur le niveau de développement régional à Madagascar² a souligné qu'un individu malgache a besoin en moyenne de 2400 calories par jour conformément à la norme de la FAO. En effet, avec le prix au kilogramme du riz à 600 FMG en milieu urbain et 400 FMG en milieu rural, le prix de la viande à 2000 FMG en milieu urbain et 1000 FMG en milieu rural, du litre de lait à 1000 FMG en milieu urbain et 500 FMG en milieu rural et pour chaque milieu: le litre de l'huile à 4000 FMG et le kilogramme du sucre à 2000 FMG le kilogramme, il est possible de calculer la composition en volume de l'alimentation par personne selon le groupe de pauvreté, mais ces estimations devraient être manipulées avec beaucoup de prudence.

Le mode de calcul de la quantité par tête et par jour s'effectue de la façon suivante :

$$Q(Pj)_{ij} = \frac{(D_j)}{(365 \times n_i)} / P_j$$

où $Q(Pj)_{ij}$ = Quantité journalière par personne du produit j pour le groupe de pauvreté i,

D_j = dépense totale des ménages pour l'article j.

n_i = effectif de la population du groupe de pauvreté i.

$i = 1 \text{ à } 3$.

P_j = prix au kilogramme à la consommation de l'article j.

En appliquant cette formule sur les cinq articles énumérés supra, par groupe de pauvreté selon les milieux, on trouvera les estimations consignées dans les tableaux qui suivent.

¹ Voir Bibliographie (5).

² Voir Bibliographie (7).

A - EN MILIEU URBAIN :

TABEAU 8.1 : REPARTITION DE LA POPULATION PAR GROUPE DE PAUVRETE EN MILIEU URBAIN

GROUPE	NOMBRE D'INDIVIDUS
TRES PAUVRE	917
PAUVRE	1 244
NON PAUVRE	2 423

TABEAU 8.2 : CAS DES EXTREMEMENT PAUVRES EN MILIEU URBAIN

TYPE	MONTANT (en FMG)	QUANTITE	CALORIES
RIZ	28 912 600	143,97 g	1 108
VIANDE	2 411 050	3,60 g	(a)
LAIT	76 550	0,22 ml	(a)
HUILE	1 414 200	1,05 ml	(a)
SUCRE	1 947 490	2,909 g	(a)

TABEAU 8.3 : CAS DES PAUVRES EN MILIEU URBAIN

TYPE	MONTANT (en FMG)	QUANTITE	CALORIES
RIZ	68 079 595	249,89 g	1 924
VIANDE	10 039 900	11,05 g	(a)
LAIT	421 025	0,92 ml	(a)
HUILE	5 444 537	2,99 ml	(a)
SUCRE	5 643 490	6,21 g	(a)

TABEAU 8.4 : CAS DES NON PAUVRES EN MILIEU URBAIN

TYPE	MONTANT (en FMG)	QUANTITE	CALORIES
RIZ	20 419 600	384,81 g	2 963
VIANDE	78 275 902	44,25 g	(a)
LAIT	15 144 350	17,1 ml	(a)
HUILE	26 804 386	7,57 ml	(a)
SUCRE	22 811 507	12,89 g	(a)

(a): La contribution totale de ces différents articles est estimée à environ 8 % du besoin calorique individuel, dans le groupe qu'ils représentent respectivement.

Si 1 g de riz apporte en moyenne 7,7 calories³, les apports caloriques par le riz pour le groupe extrêmement pauvre, le groupe pauvre et le groupe non pauvre en milieu urbain sont respectivement de 1 108 cal ; 1 924 cal et 2 963 calories. Par rapport à la norme de 2 400 calories pour le besoin moyen d'un individu malgache, il est clair que les individus dans les groupes extrêmement pauvres et pauvres ne sont pas en mesure de satisfaire leurs besoins caloriques minima contrairement aux individus du groupe non pauvre.

B - EN MILIEU RURAL :

TABEAU 8.5 : REPARTITION DE LA POPULATION PAR GROUPE DE PAUVRETE EN MILIEU RURAL

GROUPE	NOMBRE D'INDIVIDUS
TRES PAUVRE	986
PAUVRE	2 164
NON PAUVRE	3 453

TABEAU 8.6 : CAS DES EXTREMEMENT PAUVRES EN MILIEU RURAL

TYPE	MONTANT (en FMG)	QUANTITE	CALORIES
RIZ	4 531 895	31,48 g	242
VIANDE	513 250	1,42 g	(a)
LAIT	9 050	0,04 ml	(a)
HUILE	432 002	0,30 ml	(a)
SUCRE	550 625	0,764 g	(a)

TABEAU 8.7 : CAS DES PAUVRES EN MILIEU RURAL

TYPE	MONTANT (en FMG)	QUANTITE	CALORIES
RIZ	27 148 835	85,92 g	661
VIANDE	3 598 125	4,54 g	(a)
LAIT	59 250	0,14 ml	(a)
HUILE	2 286 118	0,72 ml	(a)
SUCRE	4 680 115	2,96 g	(a)

³ Voir Bibliographie (8).

TABLEAU 8.8 : CAS DES NON PAUVRES EN MILIEU RURAL

TYPE	MONTANT (en FMG)	QUANTITE	CALORIES
RIZ	149 820 760	297,18 g	2 288
VIANDE	26 789 575	21,34 g	(a)
LAIT	2 924 800	4,6 ml	(a)
HUILE	13 462 830	2,67 ml	(a)
SUCRE	21 840 655	8,66 g	(a)

(a): La contribution totale de ces cinq articles est estimée à environ 8 % du besoin calorique individuel, dans le groupe qu'ils représentent respectivement.

Les apports caloriques du riz pour le groupe très pauvre, le groupe pauvre et le groupe non pauvre en milieu rural sont respectivement de 242 cal, 661 cal et 2 288 calories. Par rapport à la norme de 2400 calories pour le besoin moyen d'un individu malgache, il est évident que les individus dans les groupes extrêmement pauvres et pauvres ne sont pas à même de satisfaire leurs besoins caloriques minima contrairement aux individus du groupe non pauvre.

L'apport calorique des autres articles restants pour les deux milieux semble être loin de couvrir le déficit correspondant au seuil de survie. Dans le mode de calcul des valeurs énergétiques, on a exclu l'auto-consommation, mais ceci a peu d'influence sur le résultat dans la mesure où la part de la dépense monétaire d'alimentation est toujours largement supérieure à celle de l'auto-consommation dans les dépenses courantes totales du milieu urbain alors qu'en milieu rural, même si l'auto-consommation a en moyenne presque le même poids que la dépense monétaire d'alimentation dans l'ensemble des dépenses courantes, l'apport calorique d'ensemble en milieu rural dans chaque groupe (très pauvre ou pauvre) n'arrive pas à couvrir les besoins minima des individus dans ces groupes.

Les disponibilités énergétiques totales (en calories par personne par jour) calculées pour les années 1992 et 1993 et publiées par le PNSAN⁴ à Madagascar (2292 cal et 2288 cal respectivement) semble n'être valables que pour le groupe non pauvre à Madagascar.

8.2.2 - Consommation de riz par milieu, selon les groupes de pauvreté

En regardant rapidement la structure du poste "céréales et farine" (voir tableaux suivants) dans les deux milieux, il semblerait que le Malgache quel que soit son groupe social d'appartenance (pauvre ou non pauvre), présente toujours son plat quotidien de riz. C'est une habitude alimentaire, devenue coutume. En effet, les informations statistiques fournies par l'E.P.M sur le mode de consommation de riz par les ménages malgaches paraissent assez fiables dans la mesure où toutes ces informations (prix, quantité, type de fréquence...) sont enregistrées pour une période de référence de douze mois (les plus récents). La consommation de riz fait parti de la coutume, deux types de comportement peuvent être dégagés pour les ménages malgaches:

- les ménages pauvres achètent le riz ,en général par jour en quantités variable dépendant du besoin et du pouvoir d'achat ;
- pour les ménages non pauvres (dans le sens propre du terme), l'achat se fait en quantité telle qu'ils arrivent à couvrir leur besoin en riz pour une période d'au moins un mois (en général).

⁴ Voir Bilbiographie (18).

TABLEAU 8.9 : PART DU RIZ DANS LES DEPENSES DE CEREALES ET FARINES PAR GROUPE DE PAUVRETE EN MILIEU URBAIN

GROUPE	% de riz	% autre	TOTAL
TRES PAUVRE	96	4	100
PAUVRE	92	8	100
NON PAUVRE	92	8	100

TABLEAU 8.10 : PART DU RIZ DANS LES DEPENSES DE CEREALES ET FARINES PAR GROUPE DE PAUVRETE EN MILIEU RURAL

GROUPE	% de riz	% autre	TOTAL
TRES PAUVRE	78,5	21,5	100
PAUVRE	82,7	15,3	100
NON PAUVRE	88	12	100

En analysant la dépense totale en riz décortiqué et la dépense totale en riz paddy par rapport à l'ensemble du groupe par milieu, on arrive à la conclusion que quel que soit le milieu étudié, la capacité de dépenser pour du riz (décortiqué et/ou paddy) est une fonction croissante du niveau de pauvreté (cf. tableaux 8.5.3 et 8.5.4 en annexe). La part de l'alimentation dans la dépense totale est de 45.22 % en milieu urbain et de 68.63 % en milieu rural. Quant aux poids des dépenses en riz dans les dépenses alimentaires, ils sont respectivement de 9.46 % en milieu urbain et de 8.85 % en milieu rural.

TABLEAU 8.11 : REPARTITION DES DEPENSES EN RIZ ET EN PADDY PAR GROUPE DE PAUVRETE EN MILIEU URBAIN

GROUPE DE PAUVRETE	TRES PAUVRE	PAUVRE	NON PAUVRE	TOTAL
RIZ	10	22,5	67,5	100
PADDY	2,7	27	70,5	100

TABLEAU 8.12 : REPARTITION DES DEPENSES EN RIZ ET EN PADDY PAR GROUPE DE PAUVRETE EN MILIEU RURAL

GROUPE DE PAUVRETE	TRES PAUVRE	PAUVRE	NON PAUVRE	TOTAL
RIZ	2,5	15	82,5	100
PADDY	2,4	14,6	82,96	100

8.3 - LES DEPENSES POUR LES AUTRES BESOINS DE BASE NON ALIMENTAIRES

Outre les dépenses alimentaires qu'on sait maintenant couvrant un certain niveau de besoin énergétique, les dépenses non alimentaires telles les dépenses d'habillement, de santé, d'éducation et d'habitation, jouent un rôle fondamental dans le maintien de la survie d'un individu et par voie de conséquence, à la réalisation et l'amélioration de son bien-être. L'analyse des dépenses scolaires et sanitaires donnera une idée sur le pouvoir d'achat des ménages malgaches pour accéder aux services de santé et d'éducation. L'analyse des dépenses d'habitation ne sera pas abordée dans ce paragraphe car elle sera vue à partir de la structure des dépenses et en plus la plupart des ménages pauvres sont propriétaires de leurs logements surtout en milieu rural.

8.3.1 - Les dépenses d'habillement

Les dépenses pour l'habillement ont été considérées dans l'étude sur la structure des dépenses parce que la façon de s'habiller, le type et le mode d'habillement exercent une influence non négligeable sur la prévention de l'état de santé d'un individu. L'habillement (habit et chaussures) est l'un des moyens de protection du corps des individus contre le froid notamment sur les hauts plateaux où l'hiver voit se développer les maladies pulmonaires, la grippe et les maladies contagieuses ou transmissibles.

- a) En milieu urbain : Le tableau de répartition des dépenses en milieu urbain montre que pour l'habillement à Madagascar, en faisant abstraction du cas du groupe non pauvre, ce sont les individus ou les ménages dans les autres grands centres urbains qui dépensent le plus pour s'habiller contrairement aux ménages qui se trouvent dans la capitale et dans les centres urbains secondaires. Et si on se reporte au tableau de dépense moyenne annuelle par tête (voir tableaux D5, D9, D10 et D11 en annexe), il s'avère que cette dépense moyenne dépend du niveau de pauvreté.
- b) En milieu rural : Les ménages très pauvres et pauvres des régions de Fianarantsoa, de Toliary, d'Antsiranana et de Mahajanga ont presque le même comportement de dépense pour l'habillement par rapport à l'ensemble des dépenses d'habillement en milieu rural. Pour ce qui est du groupe de ménages non pauvres, ceux résidant dans les régions d'Antananarivo et de Mahajanga consacrent une part non négligeable de leur dépense totale pour l'habillement. Par rapport à la dépense moyenne, c'est toujours le groupe de ménages non pauvres qui se trouve au premier rang (Cf. tableaux D6, D12, D13 et D14 en annexe).

8.3.2 - Dépense de santé et situation sanitaire

A. DEPENSE DE SANTE

L'on peut rappeler que l'état de santé est un indicateur de bien-être social assez important pour les ménages. A partir de l'analyse des données de l'E.P.M, il se révèle que la dépense moyenne par tête annuelle de santé est en règle générale fonction du groupe de pauvreté auquel appartient l'individu et elle est moindre comparativement aux valeurs moyennes des dépenses alimentaires, des dépenses de logement ou des dépenses d'habillement (Voir tableaux D5 et D6 et D9 à D14 en annexe).

En général et quel que soit le milieu considéré ou le groupe de pauvreté concerné, la part des dépenses de santé dans la dépense totale est très faible.

- a) En milieu urbain : Les groupes de ménages pauvres (les deux groupes) des autres grands centres urbains consacrent une part plus significative de leur dépense totale pour la santé. Pour le groupe non pauvre, le poids de la dépense de santé est presque le même pour tous les centres.
- b) En milieu rural : Les dépenses de santé des ménages très pauvres des régions de Fianarantsoa et d'Antsiranana sont en valeur relatives plus importantes que dans les autres régions (respectivement 6,77 % et 4,44 %) du milieu rural. Ces proportions sont particulièrement faibles pour les ménages très pauvres des régions d'Antananarivo et de Toamasina.

A l'exception des ménages pauvres des régions de Toliary et d'Antsiranana, le poids de la dépense de santé dans les autres régions est presque le même.

Pour le groupe de ménages non pauvres, c'est dans les régions de Toliary et de Mahajanga que les dépenses de santé sont plus importantes.

En général, l'éloignement des centres de consultation par rapport aux lieux de résidence des ménages implique une dépense de transport de l'ordre de 1200 Fmg par déplacement comme le montre le tableau suivant:

TABLEAU 8.13 : ACCES AUX CENTRES DE CONSULTATION

LIEUX (*)	Distance moyenne en Km	Temps moyen de parcours en h	Frais de transport en Fmg
NUMERO 1	10,83	1,77	
NUMERO 2	17,31	2,52	1 250
NUMERO 3	17,3	2,3	1 125
NUMERO 4	23,80	5,95	1 400

(*) Quatre premiers centres/ lieux de consultation

B. SITUATION SANITAIRE

La section sur la santé observe la situation sanitaire au cours des deux dernières semaines. Etant l'une des variables utilisées pour l'appréciation du bien-être social, l'accès des pauvres aux services de santé (mesuré par des proportions) est étudié particulièrement dans le paragraphe qui suit.

1. Répartition spatiale des malades

TABLEAU 8.14 : POURCENTAGE DE MALADES DANS CHAQUE FARITANY SELON LES MILIEUX ET PAR GROUPE DE PAUVRETE

MILIEU	GROUPE DE PAUVRETE			TOTAL
	EXT. PAUVRE	PAUVRE	NON PAUVRE	
URBAIN				
Capitale	10,1	13,9	13,0	12,9
Autres GCU	9,8	17,3	16,5	14,7
CUS	22,9	18,9	20,4	20,3
TOTAL	13,1	17,1	15,9	15,7
Population Totale	917	1 244	2 423	4 584
(Pourcentage)	(20)	(27,1)	(52,9)	(100)
RURAL				
Antananarivo	9,6	19,1	18,5	18,2
Fianarantsoa	4,4	11,6	15,5	11,8
Toamasina	13,5	18,5	20,4	18,4
Mahajanga	9,4	7,5	14,5	12,3
Toliary	14,0	10,7	10,6	11,4
Antsiranana	19,2	23,1	18,4	19,8
TOTAL	9,8	14,7	16,8	15,1
Population Totale	986	2 164	3 453	6 603
(pourcentage)	(14,9)	(32,8)	(52,3)	(100)

Les pourcentages du tableau précédent sont obtenus en faisant le rapport des chiffres du tableau 10.2 et du tableau PO.2 (en annexe) sauf pour les lignes : population totale et pourcentage.

Dans le groupe "extrêmement pauvres" qui représente 20 % de la population urbaine, 13.1% seulement se déclarent avoir été malades (respectivement 14,9 % de la population rurale avec 9,8% de malades). Le pourcentage de malades décroît au fur et à mesure que l'on passe du groupe le plus pauvre au groupe non pauvre. Il semble que la maladie a une plus forte prévalence chez les "non pauvres". Mais, la déclaration de l'état de santé des personnes enquêtées peut parfois semer des doutes notamment au niveau du groupe "extrêmement pauvres". Les pauvres ne se déclarent malades que lorsque la maladie est grave (Voir tableau D15 en annexe).

2. Accès au service d'un praticien

Beaucoup d'individus malades ou blessés ne consultent pas un praticien avec les pourcentages de 49,2 % des individus malades en milieu urbain et 66,2 % en milieu rural. La consultation d'un praticien décroît au fur et à mesure que l'on passe du groupe le plus pauvre au groupe moins ou non pauvre. En milieu urbain, le pourcentage de non consultation passe de 66,7 % pour les "extrêmement pauvres" à 46 % et 45,6 % pour les "pauvres" et "non pauvres" respectivement.

En milieu rural, le pourcentage de non consultation passe de 83,5 % pour les "extrêmement pauvres" à 67,4 % et 62,7% pour les "pauvres" et "non pauvres" (Voir tableau D16 en annexe).

3. Durée d'inactivité pour maladie

A l'exception des "extrêmement pauvres" des Grands Centres Urbains (GCU), la durée moyenne d'inactivité en milieu rural est la plus élevée.

De même, la durée d'inactivité du groupe "extrêmement pauvres" est supérieure à celle des autres groupes comme le montre le tableau ci-dessous:

TABLEAU 8.15 : DUREE MOYENNE D'INACTIVITE POUR MALADIE SELON LE MILIEU ET PAR GROUPE DE PAUVRETE

MILIEUX	EXTREMEMENT PAUVRE	PAUVRE	NON PAUVRE
CAPITALE	4,7	1,5	2,2
GCU	6,6	2,7	4,0
CUS	3,2	3,2	3,5
RURAL	5,6	6,9	5,0

De même au niveau des groupes socio-économiques, on a enregistré les résultats suivants :

- les propriétaires ont une durée d'inactivité de 7,5 jours.
- les exploitants agricoles ont une durée d'inactivité plus élevée (4,9 à 6 jours) que les autres individus occupés à un emploi.

La seule explication à la durée moyenne particulièrement élevée du groupe "propriétaires" est peut être l'âge moyen dans ce groupe mais que l'on devrait vérifier.

4. Etat de santé et groupe de pauvreté

Dans l'annexe statistique on peut se référer aux tableaux D17 et D18 (en annexe) pour l'analyse .

- En milieu urbain : Plus du tiers des malades se soignent dans les dispensaires (36,8 % des malades) et un peu moins (32,0 %) chez un médecin privé. La moitié du reste va à un Hopital général ou spécialisé.

- b) En milieu rural : Les malades se soignent dans un premier temps dans les postes sanitaires (20,2 %), puis les ruraux consultent trois types de praticiens qui sont : ceux de l'Hôpital secondaire (16,3 %), les Guérisseurs informels (14,9 %) et ceux des Centres de santé primaire (centres de soins, 14,0 %). Dans une moindre mesure, on consulte les dispensaires (10,7 %) et les médecins privés (9,3%). Les autres types d'établissements sanitaires sont sollicités.

La consultation auprès d'autres centres de santé que les dispensaires par les "extrêmement pauvres" est plus fréquente de par l'absence de ces derniers en milieu rural. D'où la nécessité de préserver les postes et centres de santé publique même dans une situation budgétaire difficile de façon à aider les groupes sociaux pauvres surtout du milieu rural où les infrastructures sont largement insuffisantes à avoir plus d'accès au moins aux soins primaires .

En conclusion, la faible proportion des dépenses monétaires pour la santé dans les groupes pauvres est due non seulement au niveau du pouvoir d'achat pour plus important que puisse être ce facteur ,mais aussi parceque les infrastructures sont insuffisantes pour ne pas dire inexistantes dans certains milieux .

8.3.3 - Les dépenses d'éducation et situation éducative

L'éducation constitue l'un des facteurs permettant d'accéder à une meilleure situation des individus dans la profession. Dans le secteur public, les Ministères chargés de l'éducation semblent souffrir d' une insuffisance des moyens pour améliorer leurs actions en matière d'éducation .L'accès à l'éducation qui pourrait être mesuré avec les dépenses d'éducation fournies par l'E.P.M semble plus faible pour les groupes pauvres surtout en milieu rural où l'acuité du problème est plus grave.

A. DEPENSE D'EDUCATION

Il sied de faire remarquer que pour l'ensemble des groupes sociaux et tous milieux confondus , la part de la dépense d'éducation dans la dépense totale des ménages est peu significative comparativement à celles des autres types de dépenses.

- a) En milieu urbain : Les dépenses scolaires moyennes par tête s'élèvent à 115 599,2 FMG dans le groupe non pauvre ; elles passent à 75 986 FMG dans le groupe "Très Pauvres" et à 120 074 FMG dans l'autre groupe. De telles dépenses sont calculées en terme de dépenses scolaires moyennes sur l'ensemble des individus membres des ménages (voir tableau D5 en annexe statistique).

Par rapport à la masse de dépenses scolaires totales en milieu urbain (se reporter aux tableaux D9 à D11 de l'annexe statistique) :

- les ménages très pauvres des autres grands centres urbains (GCU) dépensent un peu plus que les ménages très pauvres de la capitale ou des centres urbains secondaires,
- les ménages pauvres de la Capitale et ensuite des CUS consacrent respectivement 3,62 % et 2,56 % de leur dépense totale à l'éducation ,
- les ménages non pauvres des centres urbains secondaires dépensent un peu plus pour l'éducation que les autres groupes.

- b) En milieu rural : La dépense moyenne par tête pour le groupe très pauvre se chiffre à 82 005,8 FMG, celle du groupe pauvre est de 70 225,4 FMG et enfin 116 000 FMG pour le groupe non pauvre (Cf. Tableau D6 en annexe). Dans la structure de la dépense totale pour chaque groupe social (voir tableau D12 à D14 en annexe) :

- tous les ménages très pauvres ont presque le même comportement de dépenses en éducation : toutes les proportions sont inférieures à 1 % quel que soit le milieu.
- exception faite des ménages pauvres de la région d'Antsiranana, le même résultat observé dans le groupe très pauvre se retrouve dans le groupe pauvre du milieu rural .
- les ménages non pauvres de la région d'Antananarivo engagent 1,86 % de leur dépense totale pour la scolarisation tandis que dans les cinq autres régions, cette part est plus faible (variant entre 0,31 % et 1,09 %).

Un calcul des dépenses par enfant d'âge scolaire (de 6 à 15 ans) fréquentant l'école a été fait. Les informations ainsi obtenues sont présentées dans les tableaux D20 et D21 en annexe. Deux remarques essentielles sont à présenter pour les deux milieux :

- 1° en remplaçant les dépenses scolaires par tête par la dépense scolaire par tête des enfants de 6 à 15 ans à l'école, la tendance reste la même que pour le ratio sur l'ensemble de ménages présenté plus haut,
- 2° le taux de scolarisation des groupes de ménages "non pauvres" est supérieur à celui des autres groupes. Le faible taux de scolarisation des enfants scolarisables dans le groupe extrêmement pauvre peut signifier que les ménages pauvres ne sont pas à même d'assurer la scolarisation de leurs enfants et peut s'expliquer par une diminution de la part des dépenses d'éducation dans le budget de l'Etat après l'application du PAS⁵. Un autre argument est que les écoles publiques se situent aux alentours de 9 km de la ville et/ou du village contrairement aux écoles privées (Cf. Tableau ci-dessous).

TABLEAU 8.16 : ACCES A L'ECOLE SELON LES TYPES D'ETABLISSEMENT

TYPE D'ECOLE	Distance moyenne (Km)	Temps moyen de parcours (h)	Frais Transport (FMG)
Ecole publique	9,08	1,50	
Ecole privée confessionnelle	1,50		417
Ecole privée non confessionnelle	5,59	0,77	179

L'Etat malgache devrait revoir sa politique sociale d'allocation de ressources budgétaires en matière d'éducation afin d'assurer un coût d'accès abordable pour tous.

B. SITUATION EDUCATIVE

1. Les indicateurs d'alphabétisation et le groupe de pauvreté

La section "Education" concerne les individus âgés de quatre ans et plus et des questions sur le cursus scolaire et l'alphabétisation y sont posées. Cependant, nos calculs sur les indicateurs n'utilisent que le groupe d'âges de 6 ans et plus.

Les observations suivantes ont été notées :

Des différences sont constatées dans les taux d'aptitude à la lecture, à l'écriture ou au calcul selon le degré de pauvreté, les Faritany ou les groupes socio-économiques.

L'ensemble des tableaux D21, D22, D23 et D24 figurant en annexe aboutit aux résultats suivants:

- l'ensemble des indicateurs est plus élevé dans la capitale et un peu plus faible dans les GCU. Même le groupe "extrêmement pauvres" de la capitale a un taux d'alphabétisation plus élevé que les "non pauvres" du milieu rural. Il y a corrélation entre le taux d'alphabétisation et le milieu et aussi entre alphabétisation et groupe de pauvreté.
- le taux dans le groupe "extrêmement pauvres" est nettement plus faible, notamment en milieu rural. D'une manière générale, les taux pour les groupes "pauvres" et "extrêmement pauvres" du milieu rural sont presque au niveau de la moitié de celui de la Capitale.

Il est donc recommandé de privilégier les exploitants agricoles dans les futurs programmes d'alphabétisation, car si l'on se réfère à la décomposition par groupe socio-économique (Tableau PO 4.2 en annexe), la population rurale est formée à 82,1 % de ménages dont les chefs sont exploitants agricoles.

⁵ Voir Bibliographie (10).

Les tableaux par Faritany en milieu rural pourront nous renseigner davantage sur la localisation des individus les moins alphabétisés. Les tableaux des taux d'alphabétisation par Faritany (Tableaux D25, D26, D27 et D28 en annexe) montrent que :

- Antananarivo a les taux les plus élevés, supérieurs à 90 %,
- Toliary a les taux les plus faibles. Même ceux du groupe "non pauvres" sont largement inférieurs à ceux des "extrêmement pauvres" d'Antananarivo.
- les "extrêmement pauvres" de Fianarantsoa, Toamasina, Mahajanga suivent avec des taux légèrement supérieurs à ceux de Toliary.
- Les "extrêmement pauvres" d'Antsiranana ont des taux d'alphabétisation supérieurs à ceux du groupe "pauvres" du Faritany de Toliary et légèrement inférieurs à ceux de Mahajanga.

Pour conclure, l'alphabétisation est plus sensible au changement de milieu que de groupe de pauvreté et dans un moindre mesure de Faritany. Une action pour réduire les différences sur l'alphabétisation doit favoriser le milieu rural du Faritany de Toliary.

2. Niveau d'instruction et groupe de pauvreté

Le niveau d'instruction est aussi une variable pertinente de différenciation des pauvres.

En milieu urbain, très peu d'individus des groupes pauvre ou extrêmement pauvre atteint le niveau secondaire 2^e cycle ou plus. En milieu rural, un faible effectif du groupe "extrêmement pauvres" atteint le niveau secondaire 1^{er} cycle et un peu d'individus atteint le niveau universitaire. Ceci peut traduire tout simplement le fait que les écoles ayant le niveau secondaire deuxième cycle et les universités se trouvent en milieu urbain et que les étudiants n'en sont pas éloignés par rapport au lieu de leur résidence (tableaux D29 et D30 en annexe).

En résumé, on peut avancer que l'accès aux services sanitaire et éducatif est favorisé par des conditions matérielles meilleures. En se référant à la structure du budget général de l'Etat malgache pour l'exercice 1993, année au cours de laquelle s'est déroulée l'enquête, il s'avère que les parts respectives des dépenses de santé et d'éducation dans le chapitre fonctionnement sont très faibles: respectivement de 1.2 % et de 0.8 % et n'ont connu que de très faibles variations par rapport à l'année 1992.

Pour que ces deux types de services soient accessibles pour tous les groupes, et indépendamment de leur niveau de vie, il serait nécessaire que l'Etat revoie sa politique d'allocation de ressources budgétaires dans les secteurs santé et éducation, en faveur d'une augmentation.

CHAPITRE 9

FEMMES ET PAUVRETE

CHAPITRE 9 : FEMMES ET PAUVRETE

Dans les programmes d'actions sur les dimensions sociales de l'ajustement structurel, les femmes, particulièrement celles qui sont chefs de ménages constituent un groupe cible pour lequel il est recommandé de porter une attention particulière.

Dans ce chapitre, il est convenu d'appeler "ménages féminins", les ménages dont les chefs sont des femmes et "ménages masculins", les ménages dont les chefs sont des hommes.

Bien que le taux de féminité des ménages urbains soit plus élevé que celui du milieu rural (26,4 % contre 17,9 %), au seuil de deux tiers de la dépense moyenne totale, les indices de pauvreté sont sensiblement identiques chez les deux types de ménages alors qu'à un niveau inférieur (un tiers de la dépense moyenne totale), les ménages féminins ruraux apparaissent plus vulnérables que les ménages masculins ruraux notamment dans les régions rurales de Toliary et d'Antsiranana où plus de 64 % et 23 % des ménages féminins respectivement sont extrêmement pauvres.

Une analyse plus fine de la vulnérabilité des femmes selon les groupes socio-économiques dénote que dans le milieu urbain, les ménages féminins des groupes socio-économiques du tertiaire, et des salariées non qualifiées devraient bénéficier d'une aide supplémentaire si l'objectif est la réduction de la pauvreté des individus des ménages féminins. Dans le milieu rural, les ressources disponibles devraient être concentrées en priorité sur les ménages féminins des groupes "Exploitants de cultures vivrières" et d'autres petits exploitants en général.

9.1 - VULNERABILITE DES FEMMES SELON LES MILIEUX

Le taux de féminité des chefs de ménage est de 21,3 % pour l'ensemble de l'échantillon. Plus du quart des ménages urbains sont masculins et au sein du milieu urbain, le taux de féminité des ménages est de 31,6 %. Ce taux de féminité est plus faible dans le milieu rural (17,9 %), allant de 15,9 % dans la région rurale d'Antananarivo jusqu'à 32,1 % dans la région rurale d'Antsiranana comme l'indiquent les Tableaux 9.1 et 9.2

TABLEAU 9.1 : CARACTERISTIQUES DE L'ECHANTILLON DANS LE MILIEU URBAIN PAR REGION ET SELON LE TYPE DE MENAGE.

	Taux de féminité des ménages	Proportion d'individus		Taille des ménages		Dépense moyenne totale par tête	
		Masculin	Féminin	Masculin	Féminin	Masculin	Féminin
Capitale	23,0	34,0	29,5	5,2	4,1	664 504	441 683
Grands Centres Urbains	25,6	38,7	38,6	5,9	4,6	394 418	424 442
Centres Urbains Secondaires	31,6	27,3	31,9	5,7	3,9	420 503	344 271
MILIEU URBAIN	26,4	100,0	100,0	5,6	4,2	493 369	403 962

TABEAU 9.2 : CARACTERISTIQUE DE L'ECHANTILLON DANS LE MILIEU RURAL PAR REGION ET SELON LE TYPE DE MENAGE

	Taux de féminité des ménages	Proportion d'individus		Taille des ménages		Dépense moyenne totale par tête	
		Masculin	Féminin	Masculin	Féminin	Masculin	Féminin
Antananarivo	15,9	22,5	23,4	5,5	4,2	218 178	237 867
Fianarantsoa	17,4	22,7	26,2	5,5	3,5	148 882	141 103
Toamasina	16,1	19,4	16,7	5,3	3,3	139 090	141 407
Mahajanga	16,4	12,9	11,2	5,2	3,3	256 843	210 573
Toliary	17,0	11,3	10,5	5,1	3,3	149 031	67 771
Antsiranana	32,1	6,2	11,9	4,7	2,7	302 712	179 010
Milieu rural	17,9	100,0	100,0	5,3	3,4	186 048	168 433

Malgré une taille plus forte, les ménages masculins ont une dépense moyenne totale par tête supérieure à celle des ménages féminins sauf dans les Grands Centres Urbains (GCU), où la dépense moyenne totale par tête des ménages féminins est de 424 442 Fmg contre 394 418 Fmg pour les ménages masculins, et dans les régions rurales d'Antananarivo et de Toamasina pour le milieu rural. Ce niveau de dépense plus élevé des ménages masculins pourrait s'expliquer par l'existence d'autres sources de rémunération d'autant plus que plus de la moitié des chefs de ménages féminins sont divorcés ou séparés et près de 23 % ont plus de 60 ans. Cette caractéristique des chefs de ménages féminins (âge, situation matrimoniale) expliquerait la forte proportion d'extrêmement pauvres dans le groupe des ménages féminins ($P_0 = 0,297$ dans le milieu urbain et $P_0 = 0,207$ dans le milieu rural selon les tableaux 9.5 et 9.6).

En effet, au seuil de deux tiers de la dépense moyenne totale par tête, il n'y a pas de différence notable entre l'incidence de la pauvreté des ménages masculins et des ménages féminins aussi bien pour le milieu urbain que pour le milieu rural comme le montrent les tableaux 9.3 et 9.4.

TABEAU 9.3 : DECOMPOSITION DES INDICES P_{α} DANS LE MILIEU URBAIN SELON LE TYPE DE MENAGE AU SEUIL DE 316 235 FMG.

	P_0j		P_1j		P_2j	
	Masculin	Féminin	Masculin	Féminin	Masculin	Féminin
Capitale	0,271	0,301	0,099	0,116	0,050	0,062
Grands Centres Urbains	0,571	0,571	0,246	0,258	0,151	0,161
Centres Urbains Secondaires	0,447	0,538	0,186	0,212	0,091	0,110
MILIEU URBAIN	0,443	0,478	0,179	0,198	0,100	0,114

TABLEAU 9.4 : DECOMPOSITION DES INDICES $P\alpha$ DANS LE MILIEU RURAL SELON LE TYPE DE MENAGE AU SEUIL DE 122 588 FMG.

	P0j		P1j		P2j	
	Masculin	Féminin	Masculin	Féminin	Masculin	Féminin
Antananarivo	0,322	0,316	0,095	0,093	0,040	0,040
Fianarantsoa	0,592	0,582	0,227	0,224	0,118	0,118
Toamasina	0,589	0,584	0,223	0,220	0,124	0,122
Mahajanga	0,335	0,352	0,120	0,129	0,056	0,062
Toliary	0,520	0,564	0,235	0,264	0,138	0,160
Antsiranana	0,372	0,380	0,117	0,149	0,057	0,086
Milieu rural	0,476	0,477	0,177	0,181	0,092	0,096

TABLEAU 9.5 : DECOMPOSITION DES INDICES $P\alpha$ DANS LE MILIEU URBAIN PAR REGION ET SELON LE TYPE DE MENAGE AU SEUIL DE 158 118 FMG

	P0j		P1j		P2j	
	Masculin	Féminin	Masculin	Féminin	Masculin	Féminin
Capitale	0,086	0,215	0,024	0,072	0,010	0,032
Grands Centres Urbains	0,270	0,388	0,081	0,147	0,033	0,069
Centres Urbains Secondaires	0,147	0,264	0,036	0,107	0,013	0,055
MILIEU URBAIN	0,174	0,297	0,050	0,112	0,020	0,054

TABLEAU 9.6 : DECOMPOSITION DES INDICES $P\alpha$ DANS LE MILIEU RURAL PAR REGION ET SELON LE TYPE DE MENAGE AU SEUIL DE 61 294 FMG

	P0j		P1j		P2j	
	Masculin	Féminin	Masculin	Féminin	Masculin	Féminin
Antananarivo	0,055	0,063	0,012	0,016	0,004	0,004
Fianarantsoa	0,201	0,178	0,059	0,066	0,027	0,035
Toamasina	0,178	0,169	0,079	0,052	0,042	0,027
Mahajanga	0,103	0,209	0,021	0,077	0,007	0,036
Toliary	0,181	0,635	0,089	0,234	0,051	0,114
Antsiranana	0,084	0,227	0,031	0,157	0,013	0,121
Milieu rural	0,141	0,207	0,049	0,082	0,024	0,045

Au seuil inférieur de un tiers de la dépense moyenne totale par tête, près de 39 % des individus des ménages féminins dans les grands centres urbains sont extrêmement pauvres, et dans le milieu rural 63,5 % des individus appartenant aux ménages féminins de Toliary sont extrêmement pauvres alors que ce taux est relativement faible dans les autres régions. Les ménages féminins de la région de Toliary sont d'autant plus vulnérables que les autres puisque les indices P1 et P2 mesurant l'intensité de la pauvreté et l'inégalité parmi les pauvres sont plus élevés que dans les autres régions (P1 = 0,234 et P2 = 0,114).

Par degré de vulnérabilité décroissante, les ménages féminins ruraux d'Antsiranana suivent ceux de Toliary avec une incidence de pauvreté de 0,227, une intensité de pauvreté de 0,157 et une inégalité parmi les pauvres de 0,121. Les ménages féminins extrêmement pauvres de ces deux régions ont un besoin de ressources de 2,2 milliards Fmg et de 1,5 milliards respectivement selon le tableau 9.7.

TABLEAU 9.7 : DEFICIT DE DEPENSE - REVENU DANS LE MILIEU RURAL PAR REGION ET SELON LE TYPE DE MENAGE (EN MILLION DE FMG).

	Seuil 122 588 FMG		Seuil 61 294 FMG	
	Masculin	Féminin	Masculin	Féminin
Antananarivo	24 840	3 069	1 584	298
Fianarantsoa	55 201	6 518	7 156	1 065
Toamasina	36 412	3 875	6 446	515
Mahajanga	13 884	2 898	1 207	538
Toliary	34 377	9 389	6 553	2 234
Antsiranana	8 425	5 237	1 118	1 539
Milieu rural	173 139	30 985	24 064	6 189

L'élimination de la pauvreté pour les ménages féminins nécessitent des ressources de 10,4 milliards Fmg (au seuil de 158 118 Fmg) et 53 milliards de Fmg (au seuil de 316 235 Fmg) dans le milieu urbain comme donné dans le tableau 9.8 suivant :

TABLEAU 9.8 : DEFICIT DE DEPENSE - REVENU DANS LE MILIEU URBAIN PAR REGION ET SELON LE TYPE DE MENAGE (EN MILLION DE FMG).

	Seuil 316 235 FMG		Seuil 158 118 FMG	
	Masculin	Féminin	Masculin	Féminin
Capitale	17 056	7 700	2 080	1 465
Grands Centres Urbains	35 903	12 004	5 948	2 894
Centres Urbains Secondaires	66 598	33 338	6 457	6 044
MILIEU URBAIN	119 557	53 043	14 485	10 402

9.2 - VULNERABILITE DES FEMMES SELON LES GROUPES SOCIO-ECONOMIQUES

L'analyse par groupe socio-économique des ménages selon leur type va permettre non seulement de voir l'incidence de la pauvreté selon le type de ménage mais aussi d'essayer de dégager une typologie des femmes chefs de ménage.

Dans le milieu urbain, seulement 39,2 % des individus appartiennent aux ménages féminins salariés contre 62,6 % pour les ménages masculins. En fait la plus forte proportion d'individus des ménages féminins urbains se trouvent dans le groupe "Exploitants du tertiaire" comme indiqué dans le tableau 9.9

TABEAU 9.9 : CARACTERISTIQUE DE L'ECHANTILLON DANS LE MILIEU URBAIN PAR GROUPE SOCIO-ECONOMIQUE SELON LE TYPE DE MENAGE

	Taux de féminité des ménages	Proportion d'individus		Taille des ménages		Dépense moyenne totale par tête	
		Masculin	Féminin	Masculin	Féminin	Masculin	Féminin
Travailleur haut. qual.	9,0	9,1	2,2	5,4	3,5	1 040 699	1 152 104
Travailleur moy. qual.	15,4	40,6	20,2	5,7	4,2	490 272	441 208
Main-d'oeuvre non qual.	28,2	12,9	16,8	5,5	5,0	252 356	195 573
Expl. cultures de rente	33,3	0,49	0,62	7,0	6,0	866 979	2 864 100
Expl. cult. vivrières	22,5	10,1	8,3	5,9	4,5	291 326	259 959
Élevage	28,6	1,9	1,5	6,7	3,8	460 747	324 681
Expl. autres primaires	24,2	3,5	4,3	5,0	5,3	380 310	293 187
Expl. secondaire	43,2	3,2	6,6	5,5	4,0	658 567	341 751
Expl. tertiaire	45,4	10,4	22,9	5,8	4,1	512 425	386 363
Autres	43,0	8,0	16,6	4,7	3,5	473 522	538 399
Milieu rural	26,4	100,0	100,0	5,6	4,2	493 369	403 962

TABEAU 9.10 : CARACTERISTIQUES DE L'ECHANTILLON DANS LE MILIEU RURAL PAR GROUPE SOCIO-ECONOMIQUE SELON LE TYPE DE MENAGE

	Taux de féminité des ménages	Proportion d'individus		Taille des ménages		Dépense moyenne totale par tête	
		Masculin	Féminin	Masculin	Féminin	Masculin	Féminin
Travailleur haut. qual.		0,5		5,6		462 305	
Travailleur moy. qual.	11,8	7,7	3,3	5,9	2,7	302 511	331 297
Main-d'oeuvre non qual.	16,4	3,4	3,3	4,3	3,0	214 914	219 258
Expl. cultures de rente	5,0	5,7	1,7	5,6	4,7	145 577	295 25800
Expl. cult. vivrières	15,9	77,8	69,8	5,3	3,5	169 143	137 871
Élevage	42,9	0,3	0,9	4,8	2,3	311 300	636 377
Expl. autres primaires	33,3	0,8	1,5	6,1	3,0	113 378	191 269
Expl. secondaire	88,9	0,2	6,8	5,0	3,4	168 110	128 693
Expl. tertiaire	47,6	0,9	3,7	5,0	3,0	606 263	159 619
Autres	40,0	2,6	9,06	4,5	3,3	202 591	287 352
Milieu rural	17,9	100,0	100,0	5,3	3,4	186 048	168 433

Dans le milieu rural (Tableau 9.10) comme pour les ménages masculins, la plus forte proportion d'individus se trouve dans le groupe "Exploitants de cultures vivrières" : 77,8 % pour les ménages masculins et 69,8% pour les ménages féminins. 9 % des individus des ménages féminins appartiennent au groupe "Autres", ce qui n'est pas surprenant étant donné la situation matrimoniale et l'âge des femmes chefs de ménage. Le groupe "Exploitants du secondaire" regroupe 6,8 % des individus des ménages féminins et c'est dans ce groupe que le taux de féminité des ménages est plus élevé avec 88,9 %.

L'analyse des dépenses moyennes totales par habitant montre que c'est dans le milieu urbain que l'écart entre ménages féminins et ménages masculins est le plus élevé. En effet, dans ce milieu, la dépense moyenne totale des individus des ménages féminins représente 80 % de celle des ménages masculins et exception faite des groupes "Travailleurs hautement qualifiés" et "Exploitants de cultures de rente", la dépense moyenne totale des individus des ménages féminins est inférieure à celle des ménages masculins. Dans le milieu rural, les individus des ménages féminins des groupes "Travailleurs moyennement qualifiés", "Main-d'œuvre non qualifiée", "Elevage", "Exploitants des autres branches du primaire" et "Autres", ont une dépense moyenne supérieure à celle des ménages masculins.

L'analyse du tableau 9.11 plus bas montre que c'est uniquement dans les groupes "Elevage" et "Autres" qui ne concernent que moins de 10 % des individus que l'incidence de la pauvreté des ménages féminins est inférieure à celle des ménages masculins. C'est également dans ces mêmes groupes que l'intensité de la pauvreté et l'inégalité parmi les pauvres sont inférieures à celles des ménages masculins.

**TABLEAU 9.11 : DECOMPOSITION DES INDICES P_{α} DANS LE MILIEU URBAIN
PAR GROUPE SOCIO-ECONOMIQUE ET SELON LE TYPE DE MENAGE
AU SEUIL DE 316 235 FMG**

	P0j		P1j		P2j	
	Masculin	Féminin	Masculin	Féminin	Masculin	Féminin
Travailleur haut. qual.	0,076		0,013		0,004	
Travailleur moy. qual.	0,039	0,492	0,124	0,158	0,059	0,070
Main-d'oeuvre non qual.	0,798	0,866	0,384	0,505	0,221	0,337
Expl. cultures de rente	0,357		0,290		0,236	
Expl. cult. vivrières	0,691	0,827	0,306	0,318	0,173	0,155
Elevage	0,627	0,533	0,334	0,269	0,209	0,136
Expl. autres primaires	0,476	0,690	0,139	0,405	0,059	0,261
Expl. secondaire	0,304	0,578	0,071	0,267	0,022	0,189
Expl. tertiaire	0,410	0,596	0,161	0,244	0,088	0,149
Autres	0,556	0,321	0,204	0,179	0,169	0,122
Milieu rural	0,443	0,579	0,179	0,268	0,100	0,164

Dans le milieu rural (Tableau 9.12) les individus des ménages féminins des groupes "Exploitants de cultures vivrières", "Exploitants du tertiaire" et "Autres" ont des indices de pauvreté supérieurs à ceux des ménages masculins. C'est sur ces groupes que devraient donc se concentrer les efforts.

TABLEAU 9.12 : DECOMPOSITION DES INDICES $P\alpha$ DANS LE MILIEU RURAL PAR GROUPE SOCIO-ECONOMIQUE ET SELON LE TYPE DE MENAGE

	P0j		P1j		P2j	
	Masculin	Féminin	Masculin	Féminin	Masculin	Féminin
Travailleur haut. qual.						
Travailleur moy. qual.	0,169		0,054		0,024	
Main-d'oeuvre non qual.	0,296	0,222	0,083	0,056	0,030	0,019
Expl. cultures de rente	0,605	0,357	0,225	0,227	0,100	0,130
Expl. cult. vivrières	0,512	0,531	0,191	0,227	0,100	
Elevage	0,158		0,012		0,001	
Expl. autres primaires	0,694	0,500	0,432	0,463	0,305	0,430
Expl. secondaire	0,700	0,473	0,171	0,193	0,042	0,116
Expl. tertiaire	0,127	0,633	0,049	0,268	0,019	0,166
Autres	0,409	0,438	0,147	0,228	0,078	0,156
Milieu rural	0,476	0,486	0,177	0,211	0,092	0,126

Le groupe socio-économique le plus déficitaire ressentant le besoin d'être aidé est principalement le groupe "Exploitants de cultures vivrières" pour les deux types de ménages. Le déficit de dépense/revenu de ce groupe représente 75,3 % du déficit des ménages féminins du milieu rural au seuil supérieur, sinon 66,1 % au seuil inférieur de la pauvreté. Le groupe suivant est le groupe "Autres" pour les ménages féminins, sinon les "Travailleurs de moyennes qualifications" pour les ménages masculins. Le déficit dû à l'extrême pauvreté est présenté pour chaque groupe dans le tableau 9.13 qui suit :

TABLEAU 9.13 : DEFICIT DE DEPENSE-REVENU DANS LE MILIEU RURAL PAR GROUPE SOCIO-ECONOMIQUE ET SELON LE TYPE DE MENAGE (EN MILLIONS DE FMG)

	P0j		P2j	
	Masculin	Féminin	Masculin	Féminin
Travailleur haut. qual.				
Travailleur moy. qual.	4 031		268	
Main-d'oeuvre non qual.	2 778	272	14	
Expl. cultures de rente	12 518	39	1 660	
Expl. cult. vivrières	145 732	23 282	20 513	
Elevage	38			4 089
Expl. autres primaires	3 586	1 005	1 052	479
Expl. secondaire	290	1 919		479
Expl. tertiaire	453	1 454		456
Autres	3 713	3 014	558	834
Milieu rural	173 139	30 985	24 064	6 189

Dans le milieu urbain, au seuil inférieur de un tiers de la dépense moyenne totale par habitant, la vulnérabilité des ménages féminins apparaît plus nette : 65,2 % des individus des ménages féminins du groupe "Main d'oeuvre non qualifiée" contre 42,6 % pour les ménages masculins sont extrêmement pauvres selon le tableau 9.14 ci-après :

**TABLEAU 9.14 : DECOMPOSITION DES INDICES P_{α} DANS LE MILIEU URBAIN
PAR GROUPE SOCIO-ECONOMIQUE ET SELON LE TYPE DE MENAGE
AU SEUIL DE 158 118 FMG**

	P0j		P1j		P2j	
	Masculin	Féminin	Masculin	Féminin	Masculin	Féminin
Travailleur haut. qual.						
Travailleur moy. qual.	0,096	0,152	0,020	0,023	0,006	0,004
Main-d'oeuvre non qual.	0,426	0,625	0,131	0,254	0,053	0,118
Expl. cultures de rente	0,357		0,223		0,139	0,130
Expl. cult. vivrières	0,359	0,272	0,096	0,069	0,038	0,027
Elevage	0,358	0,133	0,135	0,009	0,065	0,001
Expl. autres primaires	0,079	0,262	0,010	0,167	0,001	0,106
Expl. secondaire		0,281		0,171		0,105
Expl. tertiaire	0,152	0,291	0,052	0,106	0,022	0,050
Autres	0,247	0,216	0,073	0,098	0,034	0,047
Milieu rural	0,174	0,297	0,050	0,112	0,020	0,054

Dans le milieu rural, les ménages féminins extrêmement pauvres se trouvent dans les groupes "Exploitants de cultures vivrières", "Exploitants des autres branches du primaire", "Exploitants du secondaire et tertiaire" et "Autres" (Tableau 9.15) . Les individus des ménages féminins ont un besoin de ressources de 6,2 milliards dont 4 milliards pour le groupe "Exploitants de cultures vivrières", comme le montrent les tableaux ci-après :

**TABEAU 9.15 : DECOMPOSITION DES INDICES P_α DANS LE MILIEU RURAL
PAR GROUPE SOCIO-ECONOMIQUE ET SELON LE TYPE DE MENAGE
AU SEUIL DE 61 294 FMG**

	P0j		P1j		P2j	
	Masculin	Féminin	Masculin	Féminin	Masculin	Féminin
Travailleur haut. qual.						
Travailleur moy. qual.	0,031		0,007		0,003	
Main-d'oeuvre non qual.	0,020		0,001		0,000	
Expl. cultures de rente	0,179		0,060		0,030	
Expl. cult. vivrières	0,154	0,215	0,054	0,077	0,026	
Elevage						
Expl. autres primaires	0,469	0,500	0,253	0,427	0,143	0,365
Expl. secondaire		0,154		0,089		0,054
Expl. tertiaire		0,367		0,118		0,044
Autres	0,161	0,288	0,044	0,122	0,016	0,070
Milieu rural	0,141	0,207	0,049	0,082	0,024	0,045

**TABEAU 9.16 : DEFICIT DE DEPENSE-REVENU DANS LE MILIEU URBAIN PAR GROUPE
SOCIO- ECONOMIQUE ET SELON LE TYPE DE MENAGE
(EN MILLIONS DE FMG)**

	P0j		P2j	
	Masculin	Féminin	Masculin	Féminin
Travailleur haut. qual.	820			
Travailleur moy. qual.	33620	6 308	2 355	437
Main-d'oeuvre non qual.	32 957	16 807	4 939	3 961
Expl. cultures de rente	750		253	
Expl. cult. vivrières	20 529	5 235	2 824	530
Elevage	4 129	821	734	13
Expl. autres primaires	3 239	3 457	97	667
Expl. secondaire	1 502	3 470		1 043
Expl. tertiaire	11 159	11 040	1 580	2 248
Autres	10 852	5 903	1 703	1 504
Milieu rural	119 557	53 043	14 485	10 402

La pauvreté à Madagascar sévit dans les grandes villes en concernant les groupes sociaux vivant du salaire. Pour les hommes et pour les femmes, le groupe "Main-d'oeuvre non qualifiée" est particulièrement frappé. Dans le milieu rural, le fléau sévit dans les groupes des petits exploitants agricoles. L'intensité de la pauvreté est plus forte dans la région de Toliary et l'inégalité entre les pauvres y est aussi plus significative qu'ailleurs pour les ménages dirigés par les femmes. L'impact de ce fléau pour ce type de ménage est plus insupportable encore dans la mesure où les ressources financières procurées par la petite exploitation sont très faibles alors que les services sociaux (éducation, santé) sont réduits (pour les raisons évoquées dans le chapitre 8).

CHAPITRE 10

**ENVIRONNEMENT
ET PAUVRETE**

CHAPITRE 10 : ENVIRONNEMENT ET PAUVRETE

Les conditions de vie des Ménages sont déterminantes de la qualité de l'environnement qui, selon le milieu, perd de plus en plus de son caractère naturel. Quand ils s'appauvrissent, les ménages puisent des ressources naturelles pour survivre, l'inverse n'étant pas toujours vérifié pour une société dont le revenu ou la dépense moyenne per capita est relativement faible par rapport à celui (ou celle) des pays de niveau de développement identique. L'analyse de l'environnement dans le contexte de richesse relative, c'est-à-dire de la place des Ménages vis-à-vis de la pauvreté, est menée dans le présent chapitre, en utilisant les variables habitat, confort dans l'habitation, utilisation des sources d'énergie disponibles, et des moyens de production agricole. Il conviendrait néanmoins de faire une brève présentation des Ménages tirés par l'échantillonnage aléatoire de l'E. P. M. qui nous a fourni les bases de données, c'est-à-dire le support de l'analyse.

10.1 - REPARTITION DES MENAGES OBSERVES PAR GROUPE DE PAUVRETE SELON LES MILIEUX

10.1.1 - Répartition des ménages par milieu

Les données consignées dans le tableau qui suit ont été extraites de la série de tableaux CM. figurant en annexe des chapitres qui en utilisent.

TABLEAU 10.1 : REPARTITION DES MENAGES PAR GROUPE DE PAUVRETE SELON LES MILIEUX

MILIEUX	GROUPES DE PAUVRETE			TOTAL
	TRES PAUVRES	PAUVRES	NON PAUVRES	
1 - CAPITALE	09,7	16,8	73,5	100
2 - AUTRES GCU	21,0	28,1	50,9	100
3 - C. U. S	13,8	33,6	52,6	100
4 - MILIEU RURAL	12,3	29,5	58,2	100

Il en ressort ainsi de l'E.P.M que la proportion de ménages pauvres est moins importante dans la capitale qu'ailleurs. De même, la proportion de ménages très pauvres est plus forte dans les Grands Centres Urbains qu'ailleurs. Dans tous les milieux, il semble que les non pauvres sont majoritaires. C'est dans les Grands Centres Urbains qu'on a une proportion de pauvres plus importante (49,1 %) avant les CUS (47,4 %), le milieu rural (41,8 %) et la Capitale (26,5 %).

10.1.2 - Poids de la population dans chaque milieu

La question suivante qui mérite réflexion dans l'analyse de la situation environnementale est évidemment le poids de la population dans chaque milieu. L'organisation sociale varie avec l'agglomération qui ne se définit géographiquement qu'avec le niveau de développement du milieu. La variable que l'on peut suivre est donc le poids de la population par milieu pour chaque groupe de pauvreté, mais il est plus commode dans un premier temps d'emprunter la taille moyenne d'un ménage par milieu selon les groupes.

Comme dans le paragraphe 10.1.1, le tableau qui suit a été élaboré à partir d'un tableau de la série CM en annexe.

TABEAU 10.2 : TAILLE MOYENNE D'UN MENAGE PAR GROUPE DE PAUVRETE, SELON LES MILIEUX.

MILIEUX	GROUPES DE PAUVRETE			ENSEMBLE
	TRES PAUVRES	PAUVRES	NON PAUVRES	
1 - CAPITALE	05,6	05,5	04,7	04,90
2 - AUTRES GCU	07,8	05,4	04,7	05,54
3 - C. U. S	06,5	05,5	04,5	05,13
4 - MILIEU RURAL	06,1	05,5	04,5	04,99

Pour l'ensemble de l'E.P.M., on a trouvé une taille moyenne de 5,07 personnes par ménage. Le tableau 10.2 signale une taille moyenne par ménage particulièrement élevée dans les grandes villes secondaires pour le groupe "TRES PAUVRES". Quel que soit le milieu, la taille moyenne d'un ménage est plus faible pour le groupe "non pauvre" qu'ailleurs. L'on peut se demander si la population par ménage n'est pas expliquée par un regroupement familial dans le groupe "PAUVRES", et par un niveau de conscience lié à celui de l'éducation dans le groupe "NON PAUVRES". L'exode rural n'est pas étranger à l'hypertrophie des ménages des grandes villes secondaires et la simplicité de la vie en milieu rural peut aussi expliquer la difficulté de limiter les naissances, d'où la supériorité de la taille moyenne des ménages des grandes villes et centres urbains autres que la capitale.

10.2 - L'HABITAT

La série de Tableaux H. - illustre les conditions d'habitation des ménages par groupe de pauvreté et telles que l'E. P. M. les a observées. Les variables "type de logement" et statut d'occupation ont été croisées dans la présente étude par milieu et selon les groupes de pauvreté. Quelques indicateurs ont été élaborés pour décrire les conditions dans lesquelles vivent les ménages des différents groupes. Il s'agit d'indicateurs issus du statut d'occupation, et du type de logement.

10.2.1 - Des conditions d'habitation des très pauvres

TABEAU 10.3 : LES CONDITIONS D'HABITATION DU GROUPE "TRES PAUVRES"

Unité: %

CONDITIONS	CAPITALE	GCU	CUS	RURAL
Propriétaires	36,7	67,2	60,0	89,5
Logement gratuit	26,6	13,4	20,0	08,0
Maisons individuelles	33,3	67,2	65,7	98,8
Pièces ou chambres	56,7	31,3	28,6	01,2
Sans problème de loyer	63,3	80,6	80,0	97,5
Locataires	36,7			

Dans le groupe "très pauvres" la plupart des ménages sont propriétaires de leur habitation qui est essentiellement une maison individuelle.

10.2.2 - Des conditions d'habitation des pauvres

Comme dans le paragraphe précédent, le tableau qui suit a été élaboré à partir du tableau H1t. Il résume les conditions d'habitation du groupe "pauvre" en % par rapport au nombre total de ménages du milieu :

TABLEAU 10.4 : LES CONDITIONS D'HABITATION DU GROUPE PAUVRES"

Unité : %

CONDITIONS	CAPITALE	GCU	CUS	RURAL
Propriétaires	25,0	46,7	63,5	87,2
Logement gratuit	21,1	6,7	8,2	11,0
Maisons individuelles	26,9	58,9	77,6	91,0
Pièces ou chambres	71,2	34,4	21,2	7,7
Sans problème de loyer	50,0	58,9	72,9	99,5
Locataires	50,0	41,1	27,1	00,5

Le groupe des "Ménages pauvres" est propriétaire de la maison qu'il habite surtout en milieu rural. Il y a plus de problèmes de logement dans le groupe "pauvre" des grandes villes, où le loyer est un critère de vulnérabilité au cas où les loyers augmentent. La grande majorité des pauvres occupent des maisons individuelles qui leur appartiennent dans le milieu rural et dans une moindre mesure dans les centres urbains secondaires (CUS). La proportion correspondante diminue dans les grandes villes secondaires (GCU), et tombe carrément dans la capitale où les ménages occupent plutôt des chambres ou pièces louées pour la plupart d'eux.

Compte tenu de ce qui a été dit dans le paragraphe 11.2, les conditions d'hébergement des grandes villes sont différentes pour les deux groupes pauvres.

10.2.3 - Des conditions d'habitation du groupe "Non Pauvres"

Les conditions d'habitation des ménages du groupe "non pauvre" sont résumées dans le tableau synoptique suivant en % du nombre total de ménages dans chaque milieu :

TABLEAU 10.5 : LES CONDITIONS D'HABITATION DU GROUPE "NON PAUVRES"

Unité : %

CONDITIONS	CAPITALE	GCU	CUS	RURAL
Propriétaires	36,6	39,9	45,1	78,8
Logement gratuit	4,8	06,7	9,8	13,1
Maisons individuelles	29,5	46,6	66,9	84,0
Pièces ou chambres	52,4	38,0	24,8	14,3
Sans problème de loyer	52,0	46,6	54,9	91,9
Locataires	43,2	44,2	35,3	5,6

Source : Tableau H1t en annexe

Dans le groupe "non pauvre", être propriétaire est plus fréquent en milieu rural qu'en milieu urbain (grandes villes) où moins de 50% des ménages habitent des maisons individuelles. La proportion de locataires est plus importante dans ce groupe par rapport aux autres groupes, notamment dans le milieu urbain sauf dans la capitale. La vulnérabilité du groupe "non pauvres" peut aussi être déterminée avec la variable logement dans le milieu urbain en matière de loyer. Depuis 1989 un programme de construction a été réclamé pour stabiliser le secteur "logement", mais aucune réalisation n'a encore été achevée. C'est un programme esquissé par le gouvernement de l'époque qui ne semble faire l'objet d'un engagement du gouvernement actuel, mais qui n'a pas encore d'indice de réalisation.

10.3 - LE NIVEAU DE CONFORT

Le tableau H2.g, figurant en annexe et intitulé "Approvisionnement en eau et toilette des ménages" permet de qualifier l'environnement social des groupes de ménages après avoir classé ces derniers par rapport aux seuils de pauvreté relative. Comme pour la variable "Habitat", on peut essayer de donner pour chaque groupe de pauvreté les indications utiles pour la détermination de niveau de confort des ménages. Le ciblage vis-à-vis de l'environnement sera effectué à la fin de chaque paragraphe sur interprétation des résultats.

10.3.1 - Confort du groupe "TRES PAUVRE"

Le tableau H2t figurant en annexe servira de référence à ce qui est présenté dans le présent paragraphe.

TABLEAU 10.6 : LE TYPE DE CONFORT DES LOGEMENTS SELON LES MILIEUX POUR LE GROUPE "TRES PAUVRES"

Unité : %

	CAPITALE	GCU	CUS	RURAL
1. Approvisionnement en eau :				
- Robinet public	93,3	53,7	37,1	01,8
- Puits sans pompe		04,5	40,0	18,5
- Rivière source	03,3	17,9	17,1	68,5
2. Toilette :				
- Fosse perdue	90,0	61,2	40,0	09,9
- Aucune toilette	06,7	34,3	51,4	87,6

Entre autres, les interprétations qu'on peut faire des résultats observés sont les suivantes :

- l'existence d'un robinet public au service des ménages provient d'un programme d'action soit du gouvernement, soit de l'administration locale. Ce genre d'action semble donner des résultats dans la capitale, mais moins dans les autres grandes villes, surtout que le branchement de robinet privé intérieur est un événement rare pour le groupe de ménages très pauvres. L'adduction d'eau est un problème en milieu rural, surtout dans l'Ouest, le Grand Sud et les Hauts Plateaux de Madagascar. La capitale ayant atteint un niveau de développement urbain supérieur à celui des autres milieux du pays, l'accès à l'eau potable y est plus facile qu'ailleurs: 95,6% des ménages très pauvres résidant dans la capitale utilisent le robinet public appelé aussi borne fontaine. Dans les grandes villes secondaires, l'accès aux bornes fontaine est majoritaire par rapport aux autres sources d'eau (54,5 %). Cette forme d'accès à l'eau potable diminue pour les ménages des centres urbains secondaires (38,5 %), pour devenir négligeable en milieu rural (1,5 %).
- le creusement de puits (sans pompe) est fonction des lieux mais peut également se développer dans le cadre d'une politique de maîtrise de l'eau. Les ménages très pauvres vivant en milieu rural semblent y recourir beaucoup plus que ceux des centres urbains secondaires où l'accès à l'eau se fait surtout dans une rivière, une source ou un lac (73,4 %).
- l'accès à l'eau potable rend vulnérable la majeure partie des populations du milieu rural, une partie non négligeable des populations des grandes villes secondaires et même une partie de la population de la capitale (en périphérie de la ville, comportant 4,4 % des ménages très pauvres).
- dans la capitale, pour l'équipement sanitaire, il y a le système de fosse perdue qui est beaucoup plus fréquent (86,9 %), alors que dans les autres grandes villes secondaires, ce système ne concerne plus que les 61,8 % des ménages (GCU) et les 38,5 % des centres urbains secondaires (CUS).
- dans le milieu rural, la proportion de ménages équipés de système de fosse perdue est assez faible (17,4 %). On peut dire que de telle situation a des conséquences sur l'état de l'hygiène sanitaire de la population rurale.

En conclusion, les conditions d'hygiène élémentaires ne sont pas respectées dans le milieu rural et sont insuffisantes dans les villes.

- l'absence de plan d'urbanisme et d'autorisation de bâtir peut expliquer cette situation qui est d'abord liée à l'éloignement des points d'eau en milieu rural. Il y a aussi les us et coutumes pour certaines tribus et les plans d'implantation- mêmes des maisons d'habitations.
- la vulnérabilité des populations ainsi évoquée est évidente vis-à-vis de la variable santé, compte tenu de leur environnement : le groupe "très pauvres" du milieu rural (et des centres urbains secondaires) a son logement individuel, mais son accès à l'eau potable est presque nul, et son état de santé exposé à des risques par manque d'hygiène (80,4 % des ménages n'ont aucun équipement sanitaire). Une exception peut être faite pour les très pauvres de la capitale mais seulement vis-à-vis de l'eau potable : 95,6 % des ménages ont accès au robinet public et 86,9 % ont un équipement sanitaire.

10.3.2 - Confort du groupe "PAUVRES"

Le même type de remarques prévaut celui appliqué dans le groupe "très pauvres", en utilisant les mêmes types d'indicateurs relatifs à l'approvisionnement en eau d'une part et au type d'équipement sanitaire d'autre part.

TABLEAU 10.7 : LE TYPE DE CONFORT DE LOGEMENT SELON LES MILIEUX POUR LE GROUPE "PAUVRES"

	Unité: %			
	CAPITALE	GCU	CUS	RURAL
1. Approvisionnement -eau				
Robinet public	80,8	54,4	55,3	02,3
Puits sans pompe	07,7	11,1	22,3	17,4
Rivière source		13,3	07,0	74,7
2. Toilette				
Fosse perdue	96,1	47,8	47,0	19,4
Aucune toilette	01,9	40,0	49,4	79,0

Entre autres, les interprétations qu'on peut faire des résultats observés sont les suivantes en ce qui concerne le groupe "PAUVRES":

- dans la capitale l'accès à l'eau potable est large (80,8 % des ménages ont accès au robinet public), et presque la totalité des familles ont un équipement sanitaire. La proportion de ménages qui n'a pas accès à l'eau potable est légèrement supérieure à celle du groupe très pauvre (7,7 contre 2,3 %), mais les sources sont différentes (puits sans pompe au lieu de rivière ou source)
- La situation vis-à-vis de l'accès à l'eau potable est identique pour les pauvres des grandes villes secondaires (G.C.U.), et les centres urbains secondaires (54,4 % et 55,3 % respectivement). Il semblerait que l'accès aux rivières et sources soit beaucoup plus courant que celui aux puits sans pompe (13,3 % contre 11,1 %) dans les grandes villes secondaires. La pratique est inversée dans les centres urbains secondaires où il y a plus de ménages qui s'alimentent de l'eau des puits sans pompe que de ménages qui puisent de l'eau dans les rivières ou auprès des sources (22,3 % contre 7,0 %). Dans le milieu rural il y a très peu de possibilité d'accéder à l'eau potable (2,3 % des ménages y ont accès), il y a moins de pratiques de puits sans pompe (17,4 %) que d'accès à l'eau des rivières et des sources (74,7 %). La situation qui vient d'être décrite confirme le fait que la compagnie nationale de distribution d'eau potable couvre à peine toutes les grandes villes.
- En ce qui concerne l'équipement sanitaire du groupe pauvre: le système de fosse perdue est largement respecté dans la capitale (96,4 %), moins dans les grandes villes secondaires (47,8 %) et dans les centres urbains secondaires (47,0 %), et très peu dans le milieu rural (19,4 %). Ainsi l'inexistence de toilette est remarquable en milieu rural pour le groupe pauvre (79,0 %).
- la conclusion à tirer est semblable à celle du groupe très pauvre: le problème d'accès à l'eau potable, et l'absence de plan de construction des maisons d'habitations favorisent des conditions d'hygiène nocives à l'état de santé du groupe "pauvre". Ce groupe est aussi vulnérable dans le domaine de la santé, suite à une qualité d'environnement médiocre, à l'insuffisance des infrastructures sanitaires publiques et gratuites, à la cherté progressive des médicaments, entre autres choses.

10.3.3 - Confort du groupe "NON PAUVRES"

La même approche d'analyse que précédemment est empruntée pour examiner le confort du groupe "NON PAUVRE". On peut donc élaborer les indicateurs qui conviennent pour décrire la situation, la liste étant plus longue que chez les autres groupes, dans le tableau suivant :

TABLEAU 10.8 : LE TYPE DE CONFORT DE LOGEMENT SELON LES MILIEUX POUR LE GROUPE "NON PAUVRES"

Unité : %

	CAPITALE	GCU	CUS	RURAL
1. Approvisionnement -eau				
Plomberie intérieure	18,9	04,9	04,5	0,1
Robinet intérieur	17,2	20,8	12,8	0,6
Robinet public	52,0	42,3	44,4	05,3
Puits sans pompe	02,6	03,7	23,3	20,4
Rivière source	00,9	00,6	04,5	66,8
2. Toilette				
Fosse septique	23,3	18,4	10,5	-
Fosse perdue	74,9	54,6	45,9	32,8
Tinette		9,2	04,5	00,8
Aucune toilette	1,8	12,3	38,3	64,8

- Pour l'accès à l'eau potable, le niveau est le plus fort dans la capitale 88,1 % des ménages non pauvres y ont accès de deux façons: robinet intérieur ou robinet public. Celui-ci diminue progressivement : 68 % pour les grandes villes secondaires, 61,2 % pour les centres urbains secondaires, et 6,0 % pour le milieu rural. Le milieu rural s'approvisionne surtout dans la rivière ou par un puits sans pompe (20,4 %), alors que les petites villes rurales (CUS) a deux moyens : le robinet public (44,4 %), le puits sans pompe (23,3 %), la rivière, la source ou le lac ne représentant que 4,5 %. Il n'est pas sans intérêt de dire que l'adduction d'eau par installation de robinet public est une des réalisations de certaines organisations non gouvernementales (O.N.G),et que l'eau qu'on en tire n'est pas de la même qualité que celle produite par la compagnie nationale de l'eau et d'électricité.
- l'existence d'une plomberie intérieure dans le plan de construction des maisons où habitent les non pauvres a favorisé la quasi-obligation d'installation des cabinets de toilette à fosse septique dans la Capitale, les grandes villes secondaires (GCU), et un peu dans les centres urbains secondaires. Néanmoins, la fosse perdue est plus fréquente que la fosse septique, notamment dans la capitale et les grandes villes secondaires. Elle est nettement moins fréquente dans les centres urbains secondaires et n'existe pas dans le milieu rural.
- En conclusion, le type de vulnérabilité est le même que dans les autres groupes mais avec la seule différence que le groupe concerné comporte moins de ménages vulnérables dans les grandes villes, leur situation étant liée aux endroits où ils sont installés. Dans le milieu rural et dans les centres urbains secondaires, l'environnement est resté à son état naturel, et l'absence de lieux d'aisance individuels aménagés pourrait nuire à l'état de santé de la population qui y vit. En gros, on peut dire que les ruraux non pauvres sont exposés aux mêmes risques que les autres groupes (pauvres) dans le domaine de l'hygiène sanitaire, pour les questions de toilette, d'une part, et d'absence d'eau potable d'autre part.

10.4 - ENERGIE ET COMBUSTIBLES

L'analyse de ces deux produits devrait déboucher sur une conclusion portant sur les possibilités de développement économiques des ménages, d'une part, et à la dégradation de l'environnement naturel du pays qui n'est pas producteur de pétrole d'autre part. L'approche est identique à celle utilisée dans les paragraphes précédents. Le tableau H3t : Eclairage et combustible donne en annexe la documentation statistique procurée par l'E.P.M. sur la nature du combustible utilisé et le type d'éclairage des ménages.

10.4.1 - Du groupe "TRES PAUVRES"

TABEAU 10.9 : REPARTITION DES MENAGES TRES PAUVRES PAR MILIEU, SELON L'ECLAIRAGE OU SELON LA NATURE DU COMBUSTIBLE UTILISE

Unité : %

	CAPITALE	GCU	CUS	RURAL
1. ECLAIRAGE				
- Electricité	10,0	13,4	2,8	-
- Pétrole lampant	86,7	85,0	94,3	77,2
- Bougie	3,3	01,5	2,9	-
- Autres	-	-	-	22,8
2. COMBUSTIBLE				
- Bois de chauffage	36,7	56,7	94,3	99,4
- Charbon de bois	50,0	37,3	05,7	00,6
- Electricité	-	01,5	-	-
- Autres	13,3	04,5	-	-

Il apparaît que dans le groupe "TRES PAUVRE" :

- Le pétrole est la source d'énergie la plus courante pour l'éclairage, même dans la capitale. L'électricité est utilisée pour l'éclairage dans les ménages des grandes villes ; la bougie n'est utilisée que très peu (1,8 % des ménages des grandes villes secondaires, 0,3 % des ménages ruraux), certainement pour des raisons de prix à la consommation. Le monde rural n'a pas accès à l'énergie électrique d'abord en raison de son absence, ensuite en raison du pouvoir d'achat de la population du groupe : ce dernier expliquant cette absence. Ce groupe a d'autres sources pour l'éclairage (groupe électrogène ou suif en milieu rural).
- Le bois de chauffage est le combustible courant et principal des "TRES PAUVRES" en milieu rural. Il est assez important dans les GCU (56,7 %) et peu important dans la capitale. Toutefois, le charbon de bois est fréquemment utilisé dans les grandes villes (50 % dans la capitale, 37,3 % dans les autres grandes villes). La rubrique "autres" utilisée dans les autres grandes villes par 13,3 % des ménages du groupe, retient les 4,5 % des ménages enquêtés et est composée essentiellement des copeaux ramassés ou achetés à bas prix dans les scieries. Le gaz est compris dans cette rubrique mais n'est pas important.
- Tout le groupe est vulnérable par rapport au produit "Pétrole lampant", dans la mesure où ce produit de première nécessité qui est importé devient rare sur le marché de consommation locale lorsque l'économie de devises de la Nation ne permet pas d'en disposer. Les ménages des grandes villes de ce groupe sont sensibles aux flux de production marchande de bois et charbon de bois. Le problème de combustible ne semble pas se poser pour le monde rural surtout pour les populations qui habitent à proximité des forêts.
- Vu l'importance que l'on sait des très pauvres en milieu rural et dans les centres urbains secondaires qui sont des milieux les plus peuplés du pays, l'importance de l'utilisation du bois a les conséquences que l'on connaît au niveau de l'environnement. Il apparaît d'après ces résultats qu'il serait primordial de déterminer et mettre en oeuvre une politique de remplacement de ce combustible au niveau de la population, car il y a une relation biunivoque dans cette pratique : plus les pauvres utilisent du bois, plus vite disparaît la forêt, et quand il n'y a plus de forêt, il n'y aura plus de combustible.

10.4.2 - Du groupe "PAUVRES"

TABEAU 10.10 : REPARTITION DES MENAGES PAUVRES PAR MILIEU SELON L'ECLAIRAGE OU LA NATURE DU COMBUSTIBLE UTILISE

Unité: %

	CAPITALE	GCU	CUS	RURAL
1. ECLAIRAGE				
- Electricité	32,7	18,9	15,3	-
- Pétrole lampant	50,0	76,7	81,2	91,6
- Bougie	17,3	03,3	02,3	-
- Autres	-	01,1	01,2	08,4
2. COMBUSTIBLE				
- Bois de chauffage	15,4	37,8	69,4	95,5
- Charbon de bois	80,8	62,2	29,4	04,2
- Electricité	-	-	-	-
- Autres	3,8	-	1,2	0,3

- En ce qui concerne l'éclairage, le groupe "PAUVRES" utilise beaucoup moins le pétrole lampant dans la Capitale (58,1 %) que dans les autres milieux : 90,1 % des ménages ruraux, 86,3 % des ménages des Centres Urbains Secondaires, et 78,7 % des ménages des grandes villes secondaires utilisent cette source d'énergie pour l'éclairage. L'électricité est plutôt une source d'énergie des grandes villes sans être la plus importante pour le groupe "pauvre".
- Pour ce qui est des combustibles, l'utilisation du charbon de bois est plus fréquente que celle du bois de chauffage dans les grandes villes. Dans le monde rural, le bois de chauffage est de très loin le principal combustible (95,5 % des ménages). C'est le même cas pour les centres urbains secondaires : 76,7 % des ménages pour le bois de chauffage contre 21,9 % pour le charbon de bois.
- D'après ces résultats qui sont à peu près identiques à ceux rencontrés dans le groupe très pauvre, il apparaît également nécessaire de trouver une autre source d'énergie qui permet d'éviter la destruction de la forêt.

10.4.3 - Du groupe "NON PAUVRES"

Par rapport aux autres groupes, la liste des produits retenus dans le domaine de l'éclairage comporte le gaz en plus.

Pour l'ensemble de ce groupe, on a dégagé le profil suivant :

- Pour l'éclairage : l'électricité est utilisée par 41 % des ménages enquêtés, le pétrole par 48,7 %, les Bougies par 8,7 % et le gaz par 1,6 % des ménages non pauvres.
- Pour le chauffage : le charbon est le combustible des 54,4 % des ménages du groupe, le bois est en deuxième position avec 40,1 %. Viennent ensuite dans l'ordre : le gaz avec 2,1 %, l'électricité 1,4 %, le pétrole 0,8 % et Autres 1,2 %. L'analyse par milieu ne donnera rien de plus que dans la capitale, en matière d'éclairage. Les non pauvres utilisent dans l'ordre l'électricité, la bougie ou le pétrole, alors que dans les GCU le pétrole arrive en deuxième position après l'électricité, mais avant les bougies et que dans les CUS et le milieu rural, le pétrole est plus utilisé que les autres sources d'énergie.

En matière de combustibles, le charbon est toujours le principal combustible dans les grandes villes, avant le bois qui est suivi du gaz (dans la capitale) mais de "autres" (dans les autres villes). Par contre, dans le monde rural, le bois est le principal combustible, suivi du charbon de bois, comme le montre le tableau des indicateurs suivant :

TABLEAU 10.11 : REPARTITION DES MENAGES NON PAUVRES PAR MILIEU SELON L'ECLAIRAGE OU LA NATURE DU COMBUSTIBLE UTILISE.

Unité : %

	CAPITALE	GCU	CUS	RURAL
1. ECLAIRAGE				
- Electricité	78,0	55,8	40,6	03,0
- Pétrole lampant	07,9	36,2	51,9	88,3
- Bougie	14,1	06,1	07,5	04,5
- Autres	-	01,9	-	04,2
2. COMBUSTIBLE				
- Bois de chauffage	3,1	16,0	48,1	91,3
- Charbon de bois	84,1	76,1	48,8	08,3
- Electricité	03,1	01,8	0,8	0,3
- Gaz	07,0	01,2	0,8	0,1
- Autres	02,7	04,9	1,5	-

- On peut ainsi conclure que l'utilisation de l'électricité est plus fréquente dans les grandes villes que dans les autres milieux. Le pétrole lampant est utilisé comme deuxième source d'énergie pour l'éclairage.
- Le bois de chauffage est la principale source d'énergie pour le chauffage dans les centres urbains secondaires (48,1 %) et le milieu rural (91,3 %) contre le charbon dans les grandes villes (84,1 % dans la capitale et 76,1 % dans les Centres Urbains Secondaires).
- L'absence de l'électricité dans le monde rural n'explique pas entièrement le fait d'utiliser le bois comme principale source d'énergie, car même dans la capitale il y a très peu de ménages qui utilisent d'autres sources que le bois et le charbon de bois (10,8 %). L'offre d'électricité n'est pas compétitive sur le marché, c'est pourquoi son utilisation dans les grands centres urbains est presque limitée à la seule fourniture d'éclairage qui est obligatoire pour des raisons liées notamment au plan d'urbanisme. Les programmes sectoriels dans le domaine de l'énergie sont très importants pour le développement du monde rural. Ces programmes rapporteront plus lorsque la compagnie en fera de la production et de la distribution à des prix de branchement et de consommation accessibles à tous les types de revenus. Il semblerait en effet que l'actuelle compagnie qui assure cette production et cette distribution indexe ses tarifs avec l'inflation calculée à partir des indices des prix de détail à la consommation familiale de la capitale, d'où la hausse constante des prix de l'eau et de l'électricité. Cela explique un peu l'importance relative des dépenses d'habitation dans le budget des ménages.

10.5 - DES MOYENS DE PRODUCTION AGRICOLE

Pour boucler l'analyse des relations de l'environnement avec les pauvres, il est utile de parler surtout des intrants agricoles puis des ordures ménagères.

10.5.1 - Des ordures ménagères.

Les ordures ménagères sont de deux sortes suivant qu'elles sont des déchets organiques donc utilisables comme engrais ou des déchets de diverses matières provenant de produits manufacturés et pouvant être recyclables quand le pays disposera d'une activité industrielle dans ce domaine.

La société de consommation classe les Ménages suivant les catégories de biens consommés quotidiennement par ceux-ci. En général, les détritux alimentaires peuvent procurer des engrais comme la plupart des végétaux, épluchures de légumes et viandes diverses pourries. Les ménages agricoles font des traitements sur leurs ordures ménagères de la catégorie dénommée ci-dessus, mais enterrent ou abandonnent le reste à l'air libre. Les ménages des grands centres urbains qui sont à proximité des points de ramassage placés par les services de la voirie y jettent leurs ordures qui sont non seulement de toutes sortes mais aussi volumineuses et fréquentes. Ces ordures ménagères jetées un peu partout reflètent un certain niveau d'indiscipline et d'irresponsabilité.

Un tel comportement est répréhensible car ainsi l'environnement écologique est détérioré, en amenant des conséquences importantes et immédiates sur l'état de santé de la population. Les différentes opérations que réservent les ménages à leurs ordures peuvent donc ou améliorer les moyens de production, en procurant des engrais organiques, ou créer un certain désordre dans la circulation publique lorsqu'on les retrouve sur la chaussée en ville comme dans les campagnes. Quelques cas d'exemples entre autres peuvent être évoqués pour décrire la manifestation d'indiscipline et l'irresponsabilité collective, c'est le dépôt de débris alimentaires et divers emballages sur les plages et autres endroits publics fréquentés.

La chose n'est pas apparente, mais tous ces préjudices doivent constituer un certain manque à gagner dans la comptabilité nationale, soit d'une manière directe pour ceux qui doivent réparer les dégâts c'est-à-dire en faire les frais dans le cadre de leur activité, sans compensation, soit d'une manière indirecte pour le secteur - Environnement lorsqu'on chiffre la valeur des préjudices dus à la détérioration de la nature, de l'air qu'on respire, de l'état de santé de la population, pour ne parler que de cela. Dans les paragraphes relatifs à l'Habitat et au confort d'habitation, on a parlé surtout du facteur-hygiène qui a un rapport de cause à effet avec le mode de traitement des ordures ménagères.

Il y a en principe un point de saturation dans chaque mode de traitement des ordures : ramassage public, jetées, brûlées ou enterrées par les ménages, les ordures qui ne sont pas recyclées laissent des traces inutiles dans l'environnement au sein duquel l'Homme vit. Jusqu'à ce qu'il y ait une usine spécialisée de transformation (ou de recyclage) des ordures ménagères dans les environs immédiats (de la capitale par exemple), les différents déchets continueront toujours à détériorer la qualité de la vie et à rendre toute la société vulnérable vis-à-vis de l'espérance de vie qui est davantage raccourcie dans des pays sous-développés comme Madagascar. Le plan d'actions immédiat devrait ainsi comporter un volet environnement à plus ou moins faibles frais, dans la mesure où la population même est appelée à prendre conscience et acte de ce plan. L'EPM a fourni quelques informations relatives au traitement des ordures ménagères par groupe de pauvreté, à travers le Tableau H4t figurant en annexe.

10.5.1.1 : Traitement des ordures dans le groupe "très pauvres"

TABEAU 10.12 : TRAITEMENT DES ORDURES DANS LE GROUPE "TRÈS PAUVRES"

Unité : %

GROUPES ET MILIEUX	Ramassage public	Jetées	Brûlées	Enterrées
MILIEU URBAIN				
Capitale	30,0	56,6	06,7	06,7
GCU	11,9	26,9	40,3	20,9
CUS	02,9	60,0	31,4	05,7
ENSEMBLE	13,6	42,4	30,3	13,6
MILIEU RURAL				
- Antananarivo	07,7	-	23,1	69,2
- Fianarantsoa	-	92,9	01,8	05,3
- Toamasina	-	100,00	-	-
- Mahajanga	-	100,00	-	-
- Toliary	-	66,7	30,3	03,0
- Antsiranana	-	85,7	07,1	07,1
ENSEMBLE	00,6	81,5	09,3	08,6

Pour le milieu urbain, les "ordures jetées par les ménages" sont dans ce groupe plus fréquentes (42,4 %), viennent après les ordures brûlées (30,3 %). Le ramassage public est en deuxième position seulement dans la capitale. Pour les Grands Centres Urbains, les ordures brûlées sont plus fréquentes (40,3 %) que les ordures jetées par les ménages (26,9 %). Dans les Centres urbains secondaires, il y a très peu de ramassage d'ordures (02,9 %) En ce qui concerne le milieu rural, les ordures ménagères sont dans ce groupe "très pauvre", essentiellement jetées par les ménages (81,5 %). Les cas particuliers sont rencontrés dans les faritany suivants :

- Antananarivo : "enterrées par le ménage" : 69,2 %
"brûlées par le ménage" : 23,1 %
- Toliary : "jetées par le ménage" : 66,7 %
"brûlées par le ménage" : 30,3 %

Pour les autres faritany, les ordures sont "jetées" un peu partout.

10.5.1.2 : Traitement des ordures dans le groupe "pauvre"

TABEAU 10.13 : TRAITEMENT DES ORDURES DANS LE GROUPE "PAUVRE"

Unité : %

GROUPES ET MILIEUX	Ramassage public	Jetées	Brûlées	Enterrées
MILIEU URBAIN				
Capitale	32,7	34,6	17,3	15,4
GCU	20,0	33,3	17,8	28,9
CUS	04,7	54,1	27,1	14,1
ENSEMBLE	17,2	41,4	21,1	20,3
MILIEU RURAL				
- Antananarivo	-	10,0	61,4	28,6
- Fianarantsoa	00,9	79,3	10,3	09,5
- Toamasina	-	94,8	04,1	01,1
- Mahajanga	-	91,7	08,3	-
- Toliary	-	63,3	32,6	04,1
- Antsiranana	04,3	69,6	26,1	-
ENSEMBLE	00,5	69,3	21,5	08,7

Comme dans le groupe "très pauvres", le traitement des ordures ménagères suit le schéma suivant :

- en milieu urbain : les ordures sont principalement "jetées" (41,4 %), les ordures brûlées viennent en deuxième position (21,1 %) mais suivies de très près par les "ordures enterrées" (20,3 %) ; le ramassage public (17,2 %) est pratiqué dans la capitale (32,7 %) et dans les Grands Centres Urbains secondaires (20 %).
- en milieu rural : les "ordures jetées" sont toujours plus fréquentes (69,3 %), avant les "ordures brûlées" (21,5 %) mais l'importance relative du premier a diminué en faveur du second procédé. Les particularités du Faritany d'Antananarivo et du Faritany de Toliary vis-à-vis du cas généralement rencontré se retrouvent dans ce groupe.

10.5.2.1 - Poids de la population sur les terres arables

Les données utilisées dans l'élaboration de la Matrice de Comptabilité Sociale (MACS)¹ pour Madagascar peuvent être empruntées pour décrire le poids démographique des exploitations agricoles, comme le montre le tableau qui suit :

TABLEAU 10.15 : QUELQUES INDICATEURS DEMOGRAPHIQUES DU SECTEUR AGRICOLE MALGACHE

	Nombre de ménages ²	Effectif Population
Population du milieu rural	1 487 651 (81,6 %)	7 774 800 (80,9 %)
- Plateaux	606 933	3 170 200
- Côte Est	502 134	2 625 200
- Ouest et Sud	378 584	1 979 400
Population du milieu urbain GCU et CUS)	336 489 (18,4 %)	1 833 000 (19,1 %)
Petites exploitations		
- Exploitants/Plateaux	23 205	126 859
- Exploitants/Côte Est	8 976	49 070
- Exploitants/Ouest et Sud	6 243	34 127
- Ménages non agricoles	298 065	1 622 944
Exploitants agricoles	1 343 093	7 028 556
- Petits Exploitants/Plateaux	365 125	1 910 740
- Petits Exploitants/Côte Est	381 432	1 996 076
- Petits Exploitants/Ouest et Sud	257 120	1 345 536
- Grands Exploitants	339 416	1 776 203
ENSEMBLE DU PAYS	1 824 140	9 607 800

Les exploitants agricoles représentent ainsi 73,6 % de l'ensemble des ménages du pays, et 73,1 % de l'effectif total de la population en 1984. De telles proportions ne risquent plus de changer d'une manière significative en 1993. L'exploitation agricole à la terre 87,7 % des ménages vivant en milieu rural, soit 87,7 % de la population en matière d'effectif. Les exploitations sont réparties selon leur taille dans des régions agroclimatériques¹ définies dans le cadre du Recensement National de l'Agriculture en 1984.

10.5.2.2 - Organisation de la production agricole

TABLEAU 10.16 : ORGANISATION DE LA PRODUCTION AGRICOLE

Régions agroclimatériques	Petites exploitations < 0,25 Ha			Petites exploitations < 1,5 Ha			Grandes et moyennes exploitations		
	% eff. (1)	Taille moyenne (2)	% superficie (3)	% eff. (1)	Taille moyenne (2)	% superficie (3)	% eff. (1)	Taille moyenne (2)	% superficie (3)
1. PLATEAUX	38,8	0,14	0,9	36,4	0,78	4,51	36,3	2,77	54,0
2. COTE-EST	14,5	0,14	0,4	38,0	0,90	54,8	35,9	2,29	44,8
3. OUEST ET SUD	46,7	1,4	1,4	25,6	0,87	46,1	27,8	2,71	52,6
ENSEMBLE	100,0	0,14	0,8	100,0	0,85	48,9	100,0	2,58	50,3

¹ Voir glossaire en annexe.

10.5.2.1 - Poids de la population sur les terres arables

Les données utilisées dans l'élaboration de la Matrice de Comptabilité Sociale (MACS)¹ pour Madagascar peuvent être empruntées pour décrire le poids démographique des exploitations agricoles, comme le montre le tableau qui suit :

TABEAU 10.15 : QUELQUES INDICATEURS DEMOGRAPHIQUES DU SECTEUR AGRICOLE MALGACHE

	Nombre de ménages ²	Effectif Population
Population du milieu rural	1 487 651 (81,6 %)	7 774 800 (80,9 %)
- Plateaux	606 933	3 170 200
- Côte Est	502 134	2 625 200
- Ouest et Sud	378 584	1 979 400
Population du milieu urbain GCU et CUS)	336 489 (18,4 %)	1 833 000 (19,1 %)
Petites exploitations		
- Exploitants/Plateaux	23 205	126 859
- Exploitants/Côte Est	8 976	49 070
- Exploitants/Ouest et Sud	6 243	34 127
- Ménages non agricoles	298 065	1 622 944
Exploitants agricoles	1 343 093	7 028 556
- Petits Exploitants/Plateaux	365 125	1 910 740
- Petits Exploitants/Côte Est	381 432	1 996 076
- Petits Exploitants/Ouest et Sud	257 120	1 345 536
- Grands Exploitants	339 416	1 776 203
ENSEMBLE DU PAYS	1 824 140	9 607 800

Les exploitants agricoles représentent ainsi 73,6 % de l'ensemble des ménages du pays, et 73,1 % de l'effectif total de la population en 1984. De telles proportions ne risquent plus de changer d'une manière significative en 1993. L'exploitation agricole à la terre 87,7 % des ménages vivant en milieu rural, soit 87,7 % de la population en matière d'effectif. Les exploitations sont réparties selon leur taille dans des régions agroclimatiques¹ définies dans le cadre du Recensement National de l'Agriculture en 1984.

10.5.2.2 - Organisation de la production agricole

TABEAU 10.16 : ORGANISATION DE LA PRODUCTION AGRICOLE

Régions agroclimatiques	Petites exploitations < 0,25 Ha			Petites exploitations < 1,5 Ha			Grandes et moyennes exploitations		
	% eff. (1)	Taille moyenne (2)	% super ficie (3)	% eff. (1)	Taille moyenne (2)	% super ficie (3)	% eff. (1)	Taille moyenne (2)	% super ficie (3)
1. PLATEAUX	38,8	0,14	0,9	36,4	0,78	4,51	36,3	2,77	54,0
2. COTE-EST	14,5	0,14	0,4	38,0	0,90	54,8	35,9	2,29	44,8
3. OUEST ET SUD	46,7	1,4	1,4	25,6	0,87	46,1	27,8	2,71	52,6
ENSEMBLE	100,0	0,14	0,8	100,0	0,85	48,9	100,0	2,58	50,3

¹ Voir glossaire en annexe.

Les petites exploitations sont les plus nombreuses : les plus petites se trouvent surtout dans l'Ouest et le Sud ou sur les plateaux. Il y a presque autant de petites exploitations (entre 0,25 et 1,5 Ha) sur les Plateaux que sur la Côte-Est. Les grandes et moyennes exploitations sont réparties dans les trois régions agroclimatériques presque dans les mêmes proportions que les petites exploitations.

Le riz qui est la principale culture de Madagascar est cultivé sur 1 040 399 Ha dont 81,76 % irriguées et 18,24 % non irriguées. Les rendements sont meilleurs en riziculture irriguée que sur les Tanety (tavy), plus élevés dans les grandes exploitations qu'ailleurs. Les cultures d'exportations (café, vanille, girofle) font la richesse de la Côte-Est, et sont surtout pratiquées sur des petites exploitations. Les rendements sont presque identiques partout, alors qu'ils sont plus élevés dans les grandes exploitations. Les cultures industrielles connues sont le coton, la canne à sucre, et les arachides. Les petites et grandes exploitations occupent presque les mêmes superficies pour le COTON. L'arachide est essentiellement cultivée dans les petites exploitations et principalement dans l'Ouest et le sud; La canne à sucre est plantée sur des petites superficies à Madagascar. Pour les cultures industrielles, les rendements sont encore meilleurs dans les grandes exploitations.

10.5.2.3 - Les agrégats macro-économiques de l'agriculture

Dans les comptes nationaux de Madagascar en 1984, les cultures vivrières représentent les 87,6 % de la Production agricole : Paddy : 36,3 %, autres cultures vivrières 51,3 %. Le Revenu de la terre en tant que facteur de production représente seulement les 13,7 % du PIB (Produit Intérieur Brut) et seulement 56,3 % de ce Revenu revient aux Petites Exploitations.

Les salaires représentent les 49 % du PIB, alors que les ménages non-agricoles ne représentent que les 26,4 % de l'ensemble des ménages malgaches. Le Revenu par tête est plus élevé pour les salariés du milieu urbain en général, par rapport à celui des Exploitants agricoles. De même, le niveau de la consommation per capita est supérieur en milieu urbain (résidence des salariés) qu'en milieu rural (essentiellement agricole).

10.5.2.4 - Vulnérabilité agricole

Par conséquent, il serait nécessaire de relever le revenu agricole dans le cadre du PAS. Comme la majorité des exploitations sont pratiquées sur des petites superficies, on peut supposer qu'elles sont surtout dirigées par des ménages ou constituées en entreprises individuelles éparses.

La faiblesse des rendements agricoles signifie tout d'abord un manque d'encadrement technique pour cette multitude de ménages agricoles. Il y a surtout la technologie préconisée dans les cultures et plantations qui est à moderniser par l'utilisation d'intrants divers (engrais, etc ...) et de matériels et équipements efficaces. Une telle application nécessite des moyens financiers importants qui ne semblent pas disponibles pour la majorité des exploitations agricoles malgaches. L'encadrement technique doit donc aussi être appuyé par un encadrement financier.

En conclusion, la Politique agricole de Madagascar devrait être reformée de façon à pouvoir relever le niveau des Revenus des producteurs qui sont vulnérables vis-à-vis de la variable économique "Revenu" non seulement à cause des aléas climatiques auxquels s'expose fréquemment l'agriculture, mais aussi en raison des facteurs suivants :

- niveau de technologie très bas pour les petites exploitations.
- absence d'initiative de diversification des cultures.
- faiblesse des moyens financiers pour l'équipement technique.
- baisse du pouvoir d'achat due à l'inflation des prix intérieurs et à l'augmentation des charges de famille.

L'environnement agricole malgache tourne autour de la Riziculture et d'autres cultures vivrières mais à rendement jugé assez faible par rapport à celui des autres pays producteurs (de riz). Le reste de l'Agriculture concerne des cultures de rente (café, vanille, girofle) mais subissant les décisions des marchés mondiaux, puis des cultures industrielles (coton, canne à sucre, arachides), alimentant des usines locales, sans vraiment arriver à satisfaire les besoins de ces dernières (coton mis à part). S'il y a donc des réformes économiques à élaborer pour ce pays, c'est certainement autour de l'agriculture qui est appelée à se développer rapidement pour assurer une croissance des revenus à un taux supérieur au taux d'accroissement annuel de la population qui est voisin de 2,75 %.

Comme on a pu le constater dans les paragraphes précédents, la faiblesse de l'agriculture malgache est localisée dans celle des rendements, faiblesse renforcée par un nombre impressionnant de très petites exploitations dont la production ne nous permet pas d'affirmer que l'agriculture est vraiment le poumon de l'Economie.

Dans le chapitre 5, on a vu que 75 % de la population rurale sont pauvres et ce sont surtout les agriculteurs qui contribuent le plus à cette pauvreté. Même le secteur porteur de cultures de rente est touché par la pauvreté. L'environnement agricole dont on parle dans le présent chapitre devrait donc faire l'objet d'une assistance du pouvoir public en ce sens que l'encadrement technique ne peut être opérationnel que moyennant une bonne organisation à la base. En effet, ce programme d'intervention de l'Etat devrait pouvoir favoriser l'amélioration des rendements des différentes cultures d'une part, et l'accès de la production des petits agriculteurs aux marchés d'autre part, car ni la cueillette, ni la petite production ne suffisent pas à assurer le revenu minimum. Telles sont les données utiles à décrire l'environnement agricole de Madagascar. La contribution des petits agriculteurs dans la formation des revenus fera l'objet d'un chapitre entier avec le niveau de développement du milieu. La variable que l'on peut suivre est donc le poids de la population par milieu pour chaque groupe de pauvreté, mais il est plus commode dans un premier temps d'emprunter la taille moyenne d'un ménage par milieu selon les groupes.

CHAPITRE 11

**LES PETITS PLANTEURS
PRODUCTEURS ET LA
PAUVRETE**

CHAPITRE 11 : LES PETITS PLANTEURS PRODUCTEURS ET LA PAUVRETE

11.1 - MESURES DE POLITIQUE ET ACTIONS SECTORIELLES RECENTES

A défaut d'une politique économique intégrée dans un programme d'ensemble, le gouvernement de Transition (1992-1993) a mis en place une stratégie agricole attenante à la structure de production se voulant diversifier et plus compétitive. Des mesures et actions ont été prises qui pour la poursuite de la libéralisation intérieure à l'exception de la vanille, qui pour le développement des cultures d'exportation et du riz. Le seul développement du riz concerne les programmes suivants :

- Réhabilitation des petits périmètres irrigués, la cuvette d'Andapa, la basse Betsiboka, l'Opération micro-hydraulique, le Périmètre des vallées du Sud-Est du Lac Alaotra.

La diversification des exportations d'une manière directe ou indirecte, les efforts tentés pour l'auto-suffisance alimentaire ont également attiré l'attention du gouvernement de la transition par :

- le développement des cultures vivrières tels que le maïs et le manioc,
- l'approvisionnement en facteur de production,
- la protection de l'Environnement et des végétaux,
- l'aménagement de l'espace et des infrastructures rurales.

Le programme de développement des finances rurales (IDA) ainsi que les opérations cadastrales de sécurisation foncière ont fait l'objet d'une série de décisions gouvernementales en 1993 notamment pour appuyer la stratégie engagée pour lutter contre le "Kéré" (famine) dans la région-Sud du pays, marquant la volonté du gouvernement de mettre en place une politique de développement intégré.

Il est évident que l'EPM n'avait pas retenu dans sa conception des variables de contrôle de réalisation des objectifs assignés dans la stratégie agricole. Il reste néanmoins la possibilité d'observer des disponibilités des petits exploitants agricoles ou leur capacité d'adaptation aux conditions dans lesquelles devrait être réalisée cette stratégie : moyens de production, types d'organisation, sources de revenus et financement des activités. Tels sont les aspects de la question qu'on peut observer dans le cadre de la présente analyse.

11.2 - LES DONNEES FONDAMENTALES DES EXPLOITATIONS AGRICOLES DE MADAGASCAR

Ces données ont déjà été présentées dans le chapitre 10, et on a vu également dans les paragraphes précédents du présent chapitre l'importance numérique des petits agriculteurs, leur organisation et leurs moyens de production. Le paragraphe 11.1 traitant des mesures de politique et actions gouvernementales récentes fait sentir l'énormité des problèmes qui se posent, ainsi que le besoin d'encadrement technique des agriculteurs afin d'augmenter les rendements des cultures, d'une part, et de diversifier la production dans le but de pouvoir relever le niveau des revenus agricoles, d'autre part.

11.2.1 - Distribution économique des terres arables entre les ménages

Le tableau statistique qui suit a été construit à partir de la MACS et permet de distribuer économiquement les terres arables. C'est une distribution économique puisqu'elle est faite par type de cultures et selon la taille des exploitations, afin d'analyser le rôle joué par les petits agriculteurs dans l'économie agricole.

TABEAU 11.1 : SITUATION DES PETITES EXPLOITATIONS DANS LES TROIS PRINCIPAUX TYPES DE CULTURES DE MADAGASCAR.

TYPES DE CULTURES ET TAILLE DES EXPLOITATIONS	SUPERFICIE CULTIVEE (Ha)	PRODUCTION En Tonnes
1 - EXPLOITATIONS RIZICOLES	1 040 399	1 595 420
1.1 - Petites exploitations	570 932	730 650
- Riz irrigué	422 131	593 799
- Riz tanety	148 801	136 851
1.2 - Grandes exploitations irriguées	469 457	864 770
2 - CULTURES D'EXPORTATIONS	326 109	
2.1 - Petites exploitations	258 503	
- Café	191 438	62 119
- Girofle	46 026	9 000
- Vanille	21 040	6 419
2.2 - Grandes exploitations	67 006	
- Café	31 662	19 281
- Girofle	6 260	3 156
- Vanille	30 684	9 000
3 - CULTURES INDUSTRIELLES	74 445	
3.1 - Petites exploitations	60 511	
- Coton	13 308	13 625
- Canne à sucre	17 740	391 000
- Arachides	29 463	-
3.2 - Grandes exploitations	13 934	
- Coton	10 287	20 188
- Canne à sucre	-	-
- Arachides	3 647	3 749

Source : MACS

Il y a donc trois (3) principaux types de cultures à Madagascar qui occupent les terres arables dans les proportions suivantes par rapport à l'ensemble : le paddy : 72,2 %, les cultures d'exportations : 22,6 %, les cultures industrielles : 5,2 % ; le 4ème type est constitué par les autres cultures vivrières qu'on verra plus loin. Quel rôle jouent donc les petits planteurs dans chaque type de cultures ?

11.2.1.1 - Les petites exploitations rizicoles

La technologie "irriguée" est recommandée aux petits planteurs pour avoir un rendement meilleur par rapport à celui des "tavy" ou tanety (versant de colline).

Les petites exploitations rizicoles occupent les 54,9 % des superficies occupées par le riz et apportent les 45,8 % de la production de paddy (en quantité). Chez elles, les rendements sont inférieurs à ceux des grandes exploitations ; le riz des tanety a un rendement inférieur à 1 tonne à l'hectare. La population des petits riziculteurs pratique donc une agriculture intensive, mais sans contrôle soutenu des rendements.

Depuis plusieurs années, le pouvoir politique malgache a accordé une grande priorité aux programmes de développement de la riziculture, mais tous les problèmes ne sont pas encore résolus pour de multiples raisons qu'on devrait saisir sur le terrain. On veut, par exemple, que la Côte-Est soit au moins auto-suffisante en riz, mais à cause des conditions écologiques ou même sociologiques de certaines régions, la réalisation des programmes d'extension des rizières est à chaque fois reportée à l'exercice budgétaire de l'année suivante. Dans l'EPM, on a dénombré 40 petits exploitants de céréales dans le milieu urbain représentant 4,5 % des ménages du milieu, et 575 petits exploitants de céréales dans le milieu rural représentant 43,4 % des ménages du milieu. Ces petits exploitants représentent les 52,5 % de la population très pauvre 47,1 % du groupe pauvre et 39,7 % du groupe non pauvre en milieu rural. C'est dire l'importance des petits exploitants de céréales (riz notamment) dans les différents groupes de ménages du milieu rural.

11.2.1.2 - Les petites exploitations de cultures d'exportation

Elles occupent dans le groupe des trois types de cultures précédemment cité les 22,6 % des superficies cultivées.

En quantité de production, on doit prendre produit par produit l'apport des petites exploitations : Café : 76,3 %, Girofle : 74 %, Vanille : 41,6 %.

Les problèmes qui s'attachent à ces trois produits sont nombreux et liés aux exportations. Plusieurs programmes sectoriels ont été mis en oeuvre depuis l'adhésion de Madagascar au PAS concernant ces trois (3) produits et c'est pourquoi l'Etat malgache prend en main le pilotage et la gestion de la commercialisation : la libéralisation des exportations (en mettant à part la vanille qui est un produit stratégique), la suppression de certaines taxes à l'Exportation. Dans l'EPM on a dénombré huit petits agriculteurs dont quatre (50%) sont non pauvres, et seulement un (12,5%) très pauvres. Ainsi, les petits exploitants de cultures de rente ne semblent pas poser de problèmes immédiats et évidents. Si problème il y a, c'est peut être au niveau de la commercialisation des produits.

11.2.1.3 - Les petites exploitations de cultures industrielles

Il y a aussi trois produits principaux dans ce groupe. La superficie que ce dernier occupe dans l'ensemble des trois types énumérés dans le Tableau 11.1, représente 5,2 % de la somme des superficies occupées par les trois (3) types de cultures. Par produit, le rôle des petites exploitations de cultures industrielles est donné en pourcentage de la quantité totale produite :

- Coton : 56,4 %,
- Canne à sucre : 100 %,
- Arachides : 88,2 %

Comme dans le type 2 (cultures d'exportation), on doit noter la prépondérance des petits planteurs des trois (3) cultures industrielles les plus importantes de Madagascar.

11.2.1.4 - Remarques et conclusion

- Les cultures vivrières autres que le riz sont entièrement gérées par les petits planteurs, dans le domaine de la production. Leur impact économique (qu'on verra plus loin) est important, mais dans le domaine du commerce extérieur, on parle toujours des effets directs ou indirects des trois types de cultures évoqués plus haut.
- Ces trois types de cultures sont stratégiques car ils déterminent la vulnérabilité de l'économie malgache dans le cadre de l'économie de devises et des échanges sur le Commerce International :
 - a) Importations en cas de déficit de production : riz, sucre, huiles alimentaires, coton en masse.
 - b) Exportations de café et de girofle subissant les décisions et aléas des marchés mondiaux, vanille très sensible au volume de la demande des clients traditionnels à l'extérieur.
- Il y a donc lieu d'organiser le suivi et le contrôle des mesures et des réformes concernant ces trois types de cultures.

11.2.2 - De la formation du revenu des petits exploitants

Les trois principaux types de cultures peuvent être examinés par région agroclimatérique¹ quant à leurs importances respectives dans la formation du revenu national. Toujours d'après la MACS, on peut décrire, dans le tableau suivant, les rôles joués par ces types de produits et par les autres cultures vivrières dans la formation du revenu de chacune des régions agroclimatériques :

TABLEAU 11.2 : PART DE REVENU² DES TYPES DE CULTURES PAR REGION AGROCLIMATERIQUE (EN %)

	REGIONS AGROCLIMATERIQUES		
	COTE EST	PLATEAUX	OUEST/SUD
1 - RIZ	10,3	14,1	11,9
2 - CULTURES D'EXPORTATION			
- café	8,9	0,3	0,5
- vanille	3,0	-	-
- girofle	1,2	-	-
- autres	0,4	-	-
3 - CULTURES INDUSTRIELLES			
- coton	-	-	1,3
-arachides	-	0,8	0,4
- canne à sucre	0,9	0,2	1,1
4 - AUTRES CULTURES VIVRIERES	15,0	16,5	11,0
TOTAL AGRICULTURE	40,1 ³	31,9	26,6
- Revenu brut (1000 FMG)	560,7	553,2	630,8
- Intrantr agricoles (1000 FMG =)	12,4	16,4	12,6
- % des petites exploitations agricoles en effectif	75,8	74,8	73,2
- % des superficies des petites exploitations agricoles	54,8	45,1	46,1

- En ajoutant les autres cultures vivrières, les petites exploitations agricoles sont largement importantes en effectif (vers les 75 %) dans les trois régions agroclimatériques. En terme de superficies, les petits agriculteurs n'occupent respectivement que 54,8 % des exploitations agricoles : 54,8 % dans "la côte-Est", 45,1 % dans "les Plateaux" et 46,1 % dans "l'Ouest et le Sud".

Les intrants agricoles ne représentent respectivement que les 2,2 % du revenu brut du petit exploitant agricole de la région Est, 3 % dans les Plateaux et 2 % dans l'Ouest et le Sud. Ce qui laisse de grandes possibilités d'amélioration.

¹ Voir définition en annexe

² des petits exploitants

³ La différence à 100 % revient à la sylviculture, à l'élevage, au capital informel et à la main d'oeuvre hors exploitation.

En enlevant la part des intrants, et en utilisant l'indicateur de 5,2 personnes par ménage (taille moyenne), on peut dégager les revenus nets per capita de : 104 900 FMG pour le petit agriculteur de la Côte-Est, 102 700 sur les Plateaux, et 118 300 dans l'Ouest et le Sud. La présente étude s'est plutôt penchée sur les dépenses par groupe socio-économique décrites dans le chapitre 5. En ce qui concerne les petits agriculteurs, il s'agit des groupes des petits exploitants (PE cultures vivrières, PE...).

En terme de revenu national, les travaux de la MACS pour l'année 1984 ont abouti aux résultats suivants : le PIB = 1774,8 Milliards de Fmg est distribué en : Salaires = 870,2 Md. Fmg, revenant au groupe salarié, revenu du capital = 474,1 Md. Fmg dont les 62,9 % reviennent au secteur informel (exploitations individuelles), revenu de la terre = 243,6 Md. Fmg dont 40,7 (16,7 % pour les Plateaux, 46,9 (19,2 %) pour la Côte-Est et 49,6 (20,4 %) pour l'ouest et le sud, Impôts = 186,9 reviennent à l'Administration Publique.

Le Secteur Informel de l'exploitation agricole joue donc un rôle très important dans l'agriculture malgache, mais le faible niveau technique dû à un manque d'encadrement et aux formes d'organisation amenuisent la puissance économique des petits agriculteurs. De ce fait, l'accès du secteur informel aux différents programmes agricoles de développement se trouve peu important et non automatique en raison du nombre d'opérateurs (producteurs, collecteurs, vendeurs) concernés qui sont parfois trop dispersés et non solidaires (cas de la vanille et du café). En particulier pour les cultures vivrières autres que le riz, on n'a jamais connu de programmes de développement alors que leur contribution dans la formation du revenu du petit agriculteur (et même dans tout le secteur agricole) n'est pas à négliger.

Un avertissement a été émis au début du présent chapitre concernant les données utilisées qui sont plutôt de la MACS. Avec les données complètes des dix cycles de l'EPM, on pourra calculer des indicateurs régionaux et macro-économiques sur le secteur agricole, et sur la performance des petits agriculteurs comme on a pu le faire avec la MACS.

11.3 - LES RESULTATS PRELIMINAIRES DE 1993 PAR L'EPM

Les résultats préliminaires de 1993, provenant de l'EPM vus sous l'angle "pauvreté", traitent des résultats d'exploitation ainsi que des moyens utilisés dans la production dont disposent les petits agriculteurs.

11.3.1 - Activités agricoles des Petits Agriculteurs

Dans la série des tableaux statistiques figurant en annexe, il est possible de décrire succinctement les activités de production des petites exploitations agricoles.

Le tableau EA3b (en annexe) "Superficies et cultures dans les petites exploitations agricoles selon les groupes de pauvreté", peut donner les informations sur les activités et les types de cultures tel que le montre le tableau 11.3 ci-après :

Tableau 11.3 : NOMBRE DE MENAGES ET D'ACTIFS CHEZ LES PETITS AGRICULTEURS PAR TYPE DE CULTURES ET SELON LES GROUPES DE PAUVRETE DES CHEFS

Ménages = nombre de ménages
Actifs = nombre d'actifs concernés

GROUPES DE PAUVRETE	CULTURES DE CEREALES		RACINES ET TUBERCULES		AUTRES CULTURES VIVRIERES		CULTURES DE RENTE	
	Urbain	Rural	Urbain	Rural	Urbain	Rural	Urbain	Rural
Très Pauvre								
Ménages	14	85	1	5	1	1	-	1
Actifs	51	275	2	11	2	2	-	1
Pauvre								
Ménages	15	184	4	16	2	3	-	4
Actifs	44	715	12	40	3	4	-	16
Non Pauvre								
Ménages	11	306	2	24	3	10		4
Actifs	31	1 313	2	82	4	17		16

On en déduit que les céréales occupent la première place dans l'activité des petits agriculteurs suivis des cultures vivrières. Comme la base de données comporte des superficies, on peut, en se servant des rendements connus par produits, faire une estimation de la production des ménages qui n'est pas faite dans ce chapitre ni ailleurs, au titre des cinq premiers cycles comme annoncé plus haut. Toutefois, il est déjà permis de dire que ce type de culture regroupe la grande majorité des petits agriculteurs, pauvres ou non pauvres .

11.3.2 - Recoltes et ventes

Le questionnaire de l'EPM a consacré quelques pages sur les activités agricoles comportant les récoltes et les ventes. Comme l'enquête n'est pas complète, il s'agit de présenter des données préliminaires permettant de comprendre une certaine structure et une certaine organisation qui sont celles des petits agriculteurs selon les groupes de pauvreté. On peut se référer au tableau A5 figurant en Annexe pour la documentation statistique sur ce sujet.

TABLEAU 11.4 : RECOLTES ET VENTES DU GROUPE "TRES PAUVRES" SELON LES TYPES DE PRODUITS PAR MILIEU

Unité : tonne

	CEREALES		RACINES ET TUBERCULES		AUTRES CULTURES VIVRIERES		CULTURES DE RENTE	
	Urbain	Rural	Urbain	Rural	Urbain	Rural	Urbain	Rural
RECOLTES	-	2,2	0,9	7,1	1,5	4,8	-	3,7
VENTES	-	ε	0,1	4,0	0,7	0,6	-	ε
RELIQUAT	-	2,2	0,8	3,1	0,8	4,2	-	3,7
% RELIQUAT	-	100	88,9	43,7	53,3	87,5	-	100

Il semble que la quantité non vendue est importante et qu'il soit nécessaire de suivre la destinée de ce reliquat. Il existe une base de données sur l'auto-consommation, le stock, les transferts et autres utilisations par produit dans le système d'information de l'EPM. C'est dans le cadre de l'analyse complète de l'EPM que les éléments de formation du revenu seront étudiés et interprétés.

TABLEAU 11.5 : RECOLTES ET VENTES DU GROUPE "PAUVRES"

Unité : Tonne

	CEREALES		RACINES ET TUBERCULES		AUTRES CULTURES VIVRIERES		CULTURES DE RENTE	
	Urbain	Rural	Urbain	Rural	Urbain	Rural	Urbain	Rural
RECOLTES	-	3,1	ε	26,3	0,8	36,9	-	20,4
VENTES	-	0,6	-	1,5	0,2	3,2	-	5,8
RELIQUAT	-	2,5	-	24,8	0,7	33,7	-	14,6
% RELIQUAT	-	80,6	-	94,3	75	91,3	-	76,1

Pour ce groupe également, la proportion non vendue est très importante dans tous les produits sauf pour les cultures de rente. La partie non vendue est probablement destinée à l'autoconsommation (céréales et cultures vivrières notamment). Dans certaines régions, en milieu rural, les produits de rente sont troqués contre des produits de consommation manufacturés (habillement, articles ménagers), ou de produits alimentaires de première nécessité (sucre, huile, sel), même s'il y a une partie qui est autoconsommée (café notamment).

TABEAU 11.6 : RECOLTES ET VENTES DU GROUPE "NON PAUVRES"

Unité : tonne

	CEREALES		RACINES ET TUBERCULES		AUTRES CULTURES VIVRIERES		CULTURES DE RENTE	
	Urbain	Rural	Urbain	Rural	Urbain	Rural	Urbain	Rural
RECOLTES	-	2,0	0,2	48,6	9,8	66,9	-	24,1
VENTES	-	0,1	-	3,8	6,6	10,3	-	1,5
RELIQUAT	-	1,9	0,2	44,8	3,2	56,6	-	22,6
% RELIQUAT	-	95,0	100	92,2	32,6	84,6	-	93,8

Le même phénomène rencontré dans les autres groupes de pauvreté se retrouve chez les "Non Pauvres", c'est que la partie non vendue est importante notamment pour les céréales. Pour les cultures de rente, la situation pourrait être liée à la conjoncture car ces informations correspondent aux années difficiles 1991, 1992 de l'économie nationale (surtout des exportations de café, vanille et girofle). Les spécificités des fokontany tirés dans le cadre des cinq premiers cycles de l'EPM ne sont pas étrangères à la situation dégagée ci-dessus. Avec les résultats complets des dix cycles, les informations seront plus commodes pour l'analyse du secteur.

11.3.3 - Des moyens de production

Les petits agriculteurs peuvent faire l'objet d'une analyse particulière complète avec les données de l'EPM, car la base de données collectées le permet. Ce qui semble cependant prioritaire c'est l'information économique.

11.3.3.1 - Du crédit aux Petits Agriculteurs

La répartition des ménages ayant fait un crédit selon les GSE par groupe de pauvreté et sexe du chef de ménage, est donnée dans les tableaux C01u et r ou C04u et r figurant en Annexe qui dénombre les octrois de crédit à l'agriculture. Dans ce tableau les petits agriculteurs correspondent aux lignes où les GSE = PE cultures vivrières et PE cultures de rente (PE veut dire Petits Exploitants).

TABEAU 11.7 : REPARTITION DES CREDITS ACCORDES AUX PETITS AGRICULTEURS SELON LES GROUPES DE PAUVRETE PAR MILIEU

Unité : 1.000 Fmg

GROUPES DE PAUVRETE	PE CULTURES VIVRIERES		PE CULTURES DE RENTE		TOTAL	
	Urbain	Rural	Urbain	Rural	Urbain	Rural
Très Pauvres	206,0	708,6	-	-	206,0	708,6
Pauvre	142,0	2 360,3	-	43,5	142,0	2 403,8
Non Pauvre	155,5	8 405,5	-	2 472,0	155,5	10 877,5
TOTAL	503,5	11 519,4	-	2 515,5	503,5	13 989,9

Il en ressort du tableau 11.3.3.1 ci-dessus que dans le milieu urbain le crédit aux petits agriculteurs est entièrement au groupe "vivrier" qui se répartit ainsi : 40,9 % pour les très pauvres, 28,2 % pour les pauvres et 30,9 % pour les non pauvres. Dans le milieu rural, 82,3 % des crédits sont octroyés au groupe vivrier et 17,7 % aux petits planteurs de café, vanille, girofle (cultures de rente). Dans le groupe vivrier des 73 % des crédits sont octroyés au groupe non pauvre et 27 % aux groupes pauvres; dans le groupe "cultures de rente", 98,3 % des crédits sont alloués au groupe non pauvre et 1,7% au groupe pauvre (tout cours).

TABEAU 11.8 : LES PRINCIPAUX OBJETS DES CREDITS DES PETITS AGRICULTEURS SELON LES GROUPES DE PAUVRETE

Unité : million de Fmg

GROUPES DE PAUVRETE	Montant total emprunté	Intrants	Entreprise	Cérémonie	Consommation	Autres
TRES PAUVRE	0,2	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0
- Urbain	0,7	0	0,0	0,1	0,3	0,3
- Rural						
PAUVRE						
- Urbain	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1
- Rural	2,4	0	0,1	0,2	1,5	0,6
NON PAUVRE						
- Urbain	0,2	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1
- Rural	10,9	0,5	1,8	1,5	1,4	5,7
ENSEMBLE						
- Urbain	0,5	0,1	0,0	0,1	0,1	0,2
- Rural	14,0	0,5	1,9	1,9	1,8	6,6

On avait donc observé au total 137,6 millions en milieu urbain et 39,9 millions de Fmg de crédit octroyé aux ménages au cours de l'enquête. Le crédit accordé aux petits agriculteurs ne représente que 0,36 % en milieu urbain et 35,1 % en milieu rural. Pour le milieu urbain, ce crédit a été utilisé pour acheter des biens de consommation (40 %), et 40 % pour les intrants et les cérémonies. Pour le milieu rural, l'utilisation du crédit contracté est diverse (47,1 %) dans la rubrique autres sinon les destinations suivantes sont les plus significatives: consommation (22,9 %), création d'entreprise (13,6 %) et cérémonies et rites (12,9 %).

Il ressort de la présente analyse que le crédit aux petits agriculteurs est très léger en milieu urbain (0,36%), relativement plus intéressant en milieu rural (35,1 %), le chapitre 12 traitera de ces crédits dans le cadre de l'étude du secteur informel dont on sent déjà la présence en milieu urbain non agricole à l'issue des résultats présentés dans les chapitres 7 et 11.

11.3.3.2 - Equipement et outillage

Le tableau A2t figurant en Annexe donne la liste des équipements et immobilisations des douze derniers mois précédant l'interview statistique auprès des ménages. Cette liste est présentée par milieux et selon les groupes de pauvreté du chef de ménage des petits agriculteurs, mais elle n'est pas intéressante dans la mesure où on ne dispose pas de référence en matière de comptabilité de patrimoine. Une analyse rapide des agrégats comptables amenés par les résultats bruts d'exploitation des petits agriculteurs permettra d'apprécier la gestion des moyens de production d'une manière globale.

11.3.4 - Résultats comptables par groupe de pauvreté des petits Agriculteurs.

L'analyse exécutée dans le présent paragraphe est inspirée du tableau EA2.a (en annexe) des agrégats comptables des petites agriculteurs selon les milieux et par groupes de pauvreté. On suppose que les coûts et les dépenses sur les cultures décrits dans le tableau EA2.a (en annexe) concerne les intrants. Les éléments du tableau 11.9 suivant concerne les opérations des douze derniers mois précédant l'interview.

TABLEAU 11.9 : RESULTATS DES OPERATIONS DES PETITS AGRICULTEURS SELON LES GROUPES DE PAUVRETE PAR MILIEU.

Unité : 1 000 FMG

	Très pauvre		Pauvre		Non Pauvre		TOTAL	
	Urbain	Rural	Urbain	Rural	Urbain	Rural	Urbain	Rural
Opération sur le patrimoine :								
- Achats	726,0	3 617,3	1 878,4	10 924,1	2 215,7	27 342,9	4 820,1	41 884,3
- Ventes	303,5	7 487,6	1 391,7	15 558,8	626,5	38 779,9	2 321,7	61 826,3
* solde (+ ou -)	- 422,5	3 870,3	- 486,7	4 634,7	- 1 589,2	11 437,0	- 2 498,4	19 942,0
Opération sur exploitation :								
- Coûts et dépenses diverses	820,2	554,3	607,2	3 293,5	1 182,7	14 754,8	2 610,1	18 602,6
- Ventes de produits	1 634,7	5 696,2	2 480,5	15 037,3	5 009,8	60 204,9	9 125,0	80 938,4
- Résultats (+ ou -) d'exploitation	814,5	5 141,9	1 873,3	11 743,8	3 827,1	45 450,1	6 514,9	62 335,8
* Résultat net des opérations	392,0	9 012,2	1 386,6	16 378,5	2 237,9	56 887,1	4 016,5	88 277,8

Les achats de la rubrique "opération sur patrimoine" sont des acquisitions de terrain de bestiaux et d'équipements. Ce qui, à la limite pourrait équivaloir à des opérations d'investissement, y compris l'extension des superficies à cultiver. L'achat et les ventes de patrimoine permet de suivre la situation des petits agriculteurs selon les groupes de pauvreté. Dans le cas présent, il semblerait que pour l'année ainsi étudiée, les ventes sont supérieures aux achats pour les petits agriculteurs.

Par groupes de pauvreté, on peut relater les résultats ci-après :

1. Du groupe très pauvre :

- Dans le milieu urbain, le solde des opérations sur le patrimoine est négatif témoignant ainsi d'un volume d'acquisition supérieur à celui des ventes de patrimoine ; l'exploitation a cependant dégagé un résultat brut positif (ventes supérieures aux coûts).
- Dans le milieu rural, les opérations ont dégagé des soldes positifs : les ventes étant supérieures aux achats, coûts et dépenses d'exploitation.

2. Du groupe pauvre :

- On a enregistré des résultats identiques à ceux du groupe très pauvre en milieu urbain comme en milieu rural, avec la seule différence que le volume des ventes de produits dans ce groupe est supérieur à celui de l'autre groupe. Les achats de patrimoine concernent surtout les bestiaux (des zébus notamment).

3. Du groupe non pauvre :

- Dans le milieu urbain, on a aussi un solde négatif sur les opérations sur le patrimoine, mais dans ce groupe il s'agit de plus d'achats d'équipement que de bestiaux. Les résultats bruts d'exploitation sont positifs mais le volume des affaires n'est pas aussi important que pour le milieu rural. Dans le milieu rural, les soldes des différentes opérations sont positifs. Il y a eu presque autant de dépenses pour l'acquisition de bestiaux que d'équipement. Les ventes sur production agricole sont les plus importants.

En résumé, c'est en milieu rural que le volume des affaires des petits agriculteurs est le plus important. L'année étudiée s'est traduite par des opérations d'acquisition de bétail ou d'équipement pour le milieu urbain et des résultats d'exploitation dans tous les milieux. Les coûts et dépenses représentent globalement 28,6 % des ventes pour le milieu urbain et 23,0 % pour le milieu rural. Les charges sont donc plus lourdes en milieu urbain.

11.3.5 - Conclusion

L'analyse des résultats de l'EPM a permis de démontrer tout d'abord le caractère indispensable d'un dispositif statistique suffisant et pertinent pour suivre l'évolution des indicateurs agricoles et pour signaler l'exécution ou non des programmes sectoriels. Ensuite, l'exercice comptable développé dans la MACS devrait être repris pour pouvoir suivre l'évolution des structures de production agricole, les variations des éléments constitutifs des revenus agricoles, dans l'espace (par régions agroclimatériques) et dans le temps.

Il a été donc démontré statistiquement que les petits agriculteurs dominent la production agricole, notamment en matière de cultures de rente et de cultures industrielles (canne à sucre). Mais ils sont très vulnérables, vu leur capacité de production individuelle d'une part, et les variations de la demande (extérieure) d'autre part. Améliorer la gestion de l'économie devrait certainement correspondre à la mise en place d'un système d'encadrement des petits agriculteurs qui sont importants en effectif mais qui ne semblent pas apporter suffisamment ce qu'il faudrait dans le produit intérieur brut donc dans la formation du revenu national. Il s'agit notamment de les informer régulièrement sur les marchés internationaux et sur l'évolution des différents cours des principaux produits pour les producteurs de cultures de rente, entre autres. Sur le terrain de l'EPM, l'enquête communautaire a permis de voir dans certaines régions la difficulté à faire passer le projet de diversification des cultures. Ici encore, on devrait mettre en place un programme d'encadrement technique pour mieux convaincre les petits agriculteurs à accepter de diversifier leur production.

CHAPITRE 12

LES PAUVRES ET LE SECTEUR INFORMEL

CHAPITRE 12 : LES PAUVRES ET LE SECTEUR INFORMEL

12.1 - CONSIDERATIONS GENERALES

Dans la M.A.C.S élaborée en 1990 au titre de l'année 1984, c'est la base des comptes nationaux les plus récents et les plus complets, le secteur informel a été considéré comme l'ensemble des exploitations individuelles (familiales pour l'agriculture). Ce document a utilisé les agrégats des Comptes nationaux 1984. En écartant le secteur primaire où les petites exploitations sont prépondérantes, les entreprises individuelles apportent respectivement pour les branches suivantes, dans la valeur ajoutée : autres industries alimentaires : 20,2 %, industries textiles : 17,9 %, autres industries : 24 %, constructions : 12,5 %, transports : 81,4 %, commerce : 66 %, autres services : non renseigné. Le commerce et les transports sont les principales branches d'activités qui appuient l'agriculture pour les ménages, mais le problème du pouvoir d'achat ne semble pas en être résolu. En effet, ce sont deux branches qui reçoivent rapidement l'impact de l'inflation des prix intérieurs, alors que les dépenses de transports occupent le deuxième rang après celles de l'alimentation dans le budget des ménages.

L'intérêt de ce chapitre réside dans le fait que la faiblesse des revenus des ménages devrait inciter le Gouvernement à multiplier les occasions d'emplois rémunérateurs car cela contribue à résoudre les problèmes du pouvoir d'achat de la population.

On a vu aussi dans les précédents chapitres que la taille moyenne d'un ménage malgache est de 5,1 personnes ; ce qui n'est pas négligeable eu égard au niveau de revenu minimum requis pour assurer les besoins caloriques, sans parler que du domaine alimentaire. On est donc amené à l'examen du taux de dépendance de la population active. Le tableau qui suit, élaboré à partir des données des tableaux E1 et PO2 figurant en annexe, donne le nombre moyen de personnes à charge par personne active, par milieu et selon les groupes de pauvreté:

TABLEAU 12.1 : TAUX DE DEPENDANCE DE LA POPULATION ACTIVE PAR MILIEU, SELON LES GROUPES DE PAUVRETE.

Unité : individu

	Très pauvre	Pauvre	Non Pauvre
Capitale	1,3	2,0	1,5
Autres GCU	1,3	2,1	2,0
CUS	2,5	2,4	1,8
Rural	2,4	2,2	2,2

Il s'en suit que pour le groupe très pauvre le nombre de personnes à charge de la personne active est moins élevé dans les Grands Centres Urbains par rapport aux autres milieux. Pour le groupe " pauvres ", ce nombre est supérieur à 2 dans tous les milieux. C'est dans la capitale et les centres urbains secondaires que le nombre de personnes à charge est inférieur à 2 pour le groupe "non pauvres". En gros, les groupes pauvres ont des taux de dépendance de la population active plus forts dans les Centres Urbains Secondaires (CUS) et dans le milieu rural que ceux des autres groupes .

Le revenu per capita est relativement bas mais l'existence d'une économie parallèle qui alimente le secteur informel semble atténuer la situation de telle manière que la famine est évitée.

Les informations suivantes concernant les sources de revenus des chefs des ménages répartis par groupe de Pauvreté, en pourcentage permettent d'illustrer ce qui a été dit dans les lignes précédentes.

TABEAU 12.2 : REPARTITION DES CHEFS DE MENAGES PAR SOURCE DE REVENUS SELON LES GROUPES DE PAUVRETE ET LES MILIEUX

Unité : %

SOURCE	Très Pauvre		Pauvre		Non Pauvre	
	Urbain	Rural	Urbain	Rural	Urbain	Rural
Salariat	50,0	01,9	48,0	04,8	60,0	16,0
Agriculture	19,7	87,0	15,8	89,2	06,7	75,6
Entreprise non agricole	14,4	05,5	25,5	03,1	21,4	03,9
Loyer	-	-	00,5	-	00,8	-
Transferts	07,6	01,9	05,3	00,8	06,5	01,9
Pensions	02,2	01,2	00,5	00,3	01,0	00,1
Autres sources	06,1	02,5	04,4	01,8	03,6	02,5
TOTAL	100	100	100	100	100	100

Le tableau 12.2 appelle les commentaires suivants, pour chacun des trois groupes de pauvreté :

- Du groupe très pauvre : en milieu urbain, la moitié des chefs de ménage sont des salariés et 19,7 % des agriculteurs. En milieu rural, les 87 % du groupe sont des agriculteurs. Les ménages ruraux extrêmement pauvres ayant des petites entreprises non agricoles comme source de revenu représentent 5,5 % des ménages du groupe considéré.
- Du groupe pauvre : en milieu urbain, les ménages frappés de la pauvreté (non extrême) sont, dans l'ordre de leurs importances relatives, des salariés (48 %) ou de petits entrepreneurs non agricoles (25,5 %) ou des agriculteurs (15,8 %). En milieu rural 89,2 % des ménages pauvres sont des agriculteurs.
- Du groupe non pauvre : en milieu urbain, on retrouve les résultats donnés par la MACS 1984 : C'est que le groupe riche est constitué par des salariés (de haute qualification) et des entrepreneurs indépendants (commerce principalement). Ces deux sources de revenus représentent respectivement 60 % (salariat) et 21,4 % (entreprises non agricoles) des ménages urbains non pauvres. En milieu rural, l'agriculture (75,6 %) est la principale source des revenus du groupe non pauvre (cultures de rente et cultures vivrières), suivie du salariat (16 %).

12.2 - LES ENTREPRISES DU SECTEUR INFORMEL

L'E.P.M dans son Questionnaire (Section 9), a prévu de demander aux Ménages de décrire leurs activités non agricoles (jusqu'à trois entreprises). Les résultats obtenus par l'exploitation de ce questionnaire pour les six (6) premiers mois et regroupés dans les tableaux FO1 a. b. et c. figurant en annexe sont interprétés dans les paragraphes suivants.

12.2.1 - De la première Entreprise non agricole

Le secteur informel étant défini, comme dans la MACS, l'ensemble des entreprises individuelles, donne donc un aperçu des activités et de leurs capacités d'absorption en matière d'emploi. Par groupe de Pauvreté, voici selon les milieux les types d'activités (branches d'activités) et l'importance de la main-d'oeuvre par statut :

A - DU GROUPE "TRES PAUVRES"

TABLEAU 12.3 : ANALYSE DE LA MAIN-D'OEUVRE PAR STATUT DU TRAVAIL SELON LES MILIEUX.

DU GROUPE TRES PAUVRE

MILIEUX ET ACTIVITES PREPONDERANTES	MAIN-D'OEUVRE EN %			TOTAL
	Membre du ménage	Salarié	Autres	
<u>CAPITALE</u>				
- Commerce	100	-	-	100
<u>GRANDS CENTRES URBAINS</u>				
- Commerce	100	-	-	100
<u>CENTRES URBAINS SECONDAIRES :</u>				
- Activités de fabrication	12	36	52	100
<u>MILIEU RURAL</u>				
- Agriculture	100	-	-	100
- Activités de fabrication	100	-	-	100
- Commerce	100	-	-	100

- Dans ce groupe dit extrêmement pauvre, la main-d'oeuvre engagée dans la première entreprise non agricole des ménages est exclusivement familiale. Le tableau 12.3 ci-dessus montre que dans les Grands Centres Urbains (Capitale et autres), c'est le petit commerce de détail qui est prépondérant tournant entièrement avec la main-d'oeuvre familiale. Dans les Centres Urbains Secondaires, il y a des petites entreprises de fabrication artisanale utilisant moins les membres de ménages (12 %) que de salariés (36 %), mais surtout d'apprentis (52 %). C'est donc dans les Centres Urbains Secondaires qu'on peut rencontrer les activités de petite fabrication. En milieu rural, il y a deux tranches d'activités propices à la création de la première entreprise non agricole à savoir les activités connexes à l'agriculture dont la main-d'oeuvre est entièrement familiale (100 %) et comme dans les centres urbains secondaires les activités de fabrication dont la main-d'oeuvre est également familiale (100 %).

B - DU GROUPE "PAUVRES"

TABEAU 12.4 : ANALYSE DE LA MAIN-D'OEUVRE PAR STATUT DU TRAVAIL SELON LES MILIEUX.

DU GROUPE PAUVRE

Unité : %

MILIEUX ET ACTIVITES PREPONDERANTES	Main-d'oeuvre EN %			TOTAL
	Membres du ménage	Salariés	Autres	
<u>CAPITALE</u>	95	5	-	
- Commerce				
<u>GRANDS CENTRES URBAINS</u>				
- Agriculture	89	-	11	100
- Commerce	98	2	-	100
<u>CENTRES URBAINS SECONDAIRES :</u>				
- Activité de fabrication	100	-	-	100
- Commerce	96	4	-	100
- Petits services	73	7	20	100
<u>MILIEU RURAL :</u>				
- Agriculture	77	8	15	100
- Activité de fabrication	100	-	-	100
- Commerce	93	-	7	100

- Dans le groupe dit pauvre on a une main-d'oeuvre plus diversifiée que celle du groupe très pauvre. Le tableau 12.4 ci-dessus montre que :

- dans la capitale : le commerce est l'activité la plus attrayante pour créer la première entreprise non agricole pour le groupe pauvre et dont la main-d'oeuvre est composée de 95% membre des ménages, 5 % salariée.
- dans les autres grands centres urbains, le petit commerce est encore retenu avec les activités connexes à l'agriculture comme branche d'activité prépondérante. Pour l'agriculture 89 % de la main-d'oeuvre sont constitués par des membres du ménages, et 11 % des apprentis, pour le commerce c'est 98 % pour la famille 2 % pour les salariés.
- dans les Centres Urbains Secondaires, il y a trois branches d'activités prépondérantes vis-à-vis de la capacité d'emplois : la petite fabrication (main-d'oeuvre à 100 % familiale), le petit commerce (96 % familiale et 4 % salarié) et les autres petits services (73 % familiale, 20 % constitué d'apprentis et 7 % de salariés).
- dans le milieu rural, trois branches attirent la création de la première entreprise non agricole des ménages pauvres : la branche connexe à l'agriculture (77 % de la main-d'oeuvre des membres du ménage, 8 % des salariés et 15 % d'apprentis), le petit commerce (93 % de la main-d'oeuvre des membres du ménages et 7 % d'apprentis), et la petite fabrication dont la totalité de la main-d'oeuvre est familiale.

C - DU GROUPE "NON PAUVRES"

TABEAU 12.5 : ANALYSE DE LA MAIN-D'OEUVRE PAR STATUT DU TRAVAIL SELON LES MILIEUX.

DU GROUPE NON PAUVRE

Unité : %

MILIEUX ET ACTIVITES PREPONDERANTES	Main-d'oeuvre EN %			TOTAL
	Membre du ménage	Salarié	Autres	
<u>CAPITALE</u>				
- Activités de fabrication	62	16	22	100
- Petits services	52	45	3	100
- commerce	78	17	5	100
<u>GRANDS CENTRES URBAINS</u>				
- Activité de fabrication	100	-	-	100
- commerce	92	07	01	100
<u>CENTRES URBAINS SECONDAIRES :</u>				
- Agriculture	92	8	-	100
- Activité de fabrication	67	27	06	100
- commerce	4	12	04	100
- petits services	100	-	-	100
<u>MILIEU RURAL</u>				
- Activité de fabrication	93	05	02	100
- Commerce	76	13	11	100

- Le tableau 12.5 permet de présenter par milieu les types d'activités prépondérants ainsi que la structure de la main-d'oeuvre selon le statut du travail dans l'entreprise non agricole des ménages du groupe dit non pauvre. On retrouve les mêmes branches d'activités qu'on a rencontrées dans les groupes pauvres. C'est à dire le commerce, la petite fabrication, les petits services et les activités connexes à l'agriculture. La différence est globalement l'absence des pauvres dans la petite fabrication et les petits services dans la capitale, puis la diversification de la main-d'oeuvre dans le groupe non pauvre. En d'autre terme, le salariat est plus présent dans ce groupe que dans les autres. Ainsi :

- dans la Capitale, pour les activités de la fabrication, 62 % de la main-d'oeuvre sont familiales 16 % salariées et 22 % des apprentis ; pour les petits services c'est 52 % membres du ménage, 45 % salariés et 3 % apprentis ; pour le petit commerce : 78 % des membres du ménage, 17 % des salariés et 5 % autres.
- dans les Autres Grands Centres Urbains, la main-d'oeuvre de l'activité de fabrication est entièrement familiale (100 %) tandis que celle du commerce se répartit en 92 % membres du ménage, 7 % salariés et 1 % apprentis.
- dans les Centres Urbains Secondaires, il y a quatre branches prépondérantes dont la main-d'oeuvre est aussi assez diversifiée en dehors de celle des petits services où elle est entièrement familiale. Ainsi, dans les activités liées à l'agriculture, c'est 92 % familiale, 8 % salariée, dans la petite fabrication 67 % familiale, 27 % salariée et 6 % apprentis et dans le commerce, 84 % familiale, 12 % salariée et 4 % apprentis.
- dans le Milieu Rural deux activités sont plus courantes, la petite fabrication dont la main-d'oeuvre est essentiellement familiale (93 % membres du ménage), et le commerce où on a 13 % de la main-d'oeuvre salariée et 11 % des apprentis.

12.2.2 - De la deuxième ENTREPRISE

Les résultats commentés dans les paragraphes qui suivent sont tirés du tableau F01.b figurant dans l'annexe.

A - DU GROUPE TRES PAUVRE

Il n'y a pas de seconde entreprise dans la Capitale et presque pas dans les Centres Urbains Secondaires. Dans les Grands Centres Urbains, il y a surtout le commerce qui absorbe 66,7% de la main-d'oeuvre observée et dont l'effectif employé est en totalité membre du ménage. Dans le milieu rural, il y a les petits services et la petite fabrication mais l'effectif employé qui est essentiellement familial n'est pas intéressant.

B - DU GROUPE PAUVRE

Il n'y a pas de seconde entreprise dans la capitale ; des activités de petit commerce ont été rencontrées dans les autres centres urbains, mais employant très peu de main- d'oeuvre qui est essentiellement familiale. C'est donc en milieu rural que l'on a rencontré de seconde entreprise pour les ménages pauvres, mais l'essentiel est représenté par les entreprises de petite fabrication (55,5 % de la main-d'oeuvre dénombrée). Le commerce (14,8 %) et les activités connexes à l'agriculture (14,8 %) sont les autres branches qui accueillent la seconde entreprise du milieu rural pour le groupe dit pauvre. Si la main-d'oeuvre du commerce est en totalité familiale, celle des activités connexes à l'agriculture est à 50 % familiale, 50 % d'apprentis. Pour la petite fabrication, 93,3% de la main-d'oeuvre sont constituées par des membres du ménage.

C - DU GROUPE NON PAUVRE

Ce groupe a une seconde entreprise dans tous les milieux, mais du point de vue de la main-d'oeuvre employée, il y en a moins que dans la première entreprise. En milieu urbain, on a observé la même physionomie que pour la première entreprise : prépondérance du commerce, présence de la petite fabrication, et diversification de la main-d'oeuvre. Une nouvelle branche apparaît, c'est le transport dans la capitale. Dans les centres urbains secondaires, la petite fabrication et le commerce sont de même importance et utilisent à peu près le même effectif de salariés (12,5 à 25 % de la main-d'oeuvre employée). En milieu rural, le commerce est plus important (38,2 %) de la main-d'oeuvre utilisée dans la seconde entreprise du milieu rural, suivi de la petite fabrication (23,5 %) et des activités connexes à l'agriculture (23,5 %). C'est dans l'agriculture que la main-d'oeuvre est plus variée car les membres du ménage n'y comptent plus que 50 %.

12.2.3 - De la troisième ENTREPRISE

La troisième Entreprise n'existe que dans le milieu rural. Elle est donc rare, et est localisée dans les branches d'activités Agriculture, Fabrication, et Commerce avec les rapports très faibles des effectifs de la main-d'oeuvre par rapport à ceux de la 1ère Entreprise : 1,6 % dans l'ensemble. Il n'y a presque plus de salariés (5,3% de la main-d'oeuvre dénombrée pour la troisième entreprise).

12.2.4 - Conclusion

Les entreprises du secteur informel telles que perçues dans l'EPM - 1993, sont localisées principalement dans les activités de Fabrication probablement de produits alimentaires, et dans le Commerce pour les groupes dits pauvres ; les ménages de ces groupes peuvent avoir jusqu'à trois Entreprises comme on vient de le dire dans le précédent paragraphe.

En dehors de ces petites entreprises informelles, on n'a pas eu l'occasion de rencontrer d'autres types d'activités sources de revenus pour les ménages et provenant du travail. Les autres sources de revenus des ménages sont constitués soit par quelques transferts d'argent provenant d'autres ménages, soit des allocations de vieillesse pour les retraités, soit enfin par d'autres revenus divers comme les loyers pour les propriétaires.

Les entreprises du secteur informel sont rencontrées dans une gamme plus élargie d'activités pour le groupe "non pauvre" dont les quelques membres peuvent détenir au plus deux entreprises créées dans les branches d'activités suivantes : fabrication (alimentaire, etc...), constructions (bâtiments surtout), commerce (import-export, gros, détail), et les petits services.

La main-d'oeuvre impliquée dans l'ensemble des entreprises gérées par les ménages est estimée en % comme présenté dans le tableau 12.6 suivant:

TABLEAU 12.6 : IMPORTANCE DE LA POPULATION OCCUPEE DANS LES ENTREPRISES NON AGRICOLES DES MENAGES

MILIEUX	TRES PAUVRES		PAUVRES		NON PAUVRES	
	Effectif	% Pop	Effectif	% Pop	Effectif	% Pop
CAPITALE	9	5,4	34	11,8	219	20,7
Autres GCU	99	19,0	97	20,0	146	19,1
CUS	41	17,9	65	13,8	117	17,5
RURAL	53	5,4	139	6,4	313	9,1

Il s'en suit que dans la capitale : c'est le groupe non pauvre qui a une proportion plus importante de main-d'oeuvre dans les entreprises non agricoles des ménages (20,7 %) et c'est dans le groupe très pauvre que cette proportion est la plus faible (5,3 %). Dans les Grands Centres Urbains (G.C.U) on a presque la même proportion allant de 19 à 20 % de main-d'oeuvre engagée dans les entreprises non agricoles des ménages par rapport à l'effectif du groupe. Dans les centres urbains secondaires 13,8 % de l'effectif pauvre sont employés dans les entreprises non agricoles des ménages contre 17,9 % dans le groupe très pauvre et 19,5 % dans le groupe non pauvre. Dans le milieu rural, la proportion de la population engagée dans les entreprises non agricoles est très faible : 5,4 % dans le groupe très pauvre, 6,4 % dans le groupe pauvre et 9,1 % dans le groupe non pauvre. Cette dernière remarque confirme le rôle joué par le milieu rural dans l'agriculture, mais aussi la dépendance de ce milieu vis-à-vis des centres urbains pour la production de certains biens et services.

Ce calcul sera fait dans la prochaine MACS, mais ici, il conviendrait de signaler que, compte tenu du faible taux de croissance de la promotion d'entreprises par les ménages, le secteur informel est l'une des solutions au problème du chômage, du sous-emploi, et de la faiblesse du pouvoir d'achat de la Population malgache. Toutefois, il ne serait pas inutile de bien définir les activités à créer en fonction des besoins et de la potentialité de la région où on doit créer ces activités. En effet, une séance de travail consistant à remplir le Questionnaire Communautaire dans le Nord-Est de l'île nous a permis de constater qu'une couturière dans cette région reçoit des commandes de confections à réaliser seulement à la veille des grands jours de fête (Noël par exemple), mais pendant les autres jours de l'année, le marché est au repos, d'où la nécessité de bien étudier le marché et la faisabilité du projet en général. C'est un exemple de projet susceptible d'intéresser les jeunes femmes en situation de chômage dans le milieu urbain parmi tant d'autres qui peut illustrer l'idée qui consiste à dire que plusieurs possibilités sont ouvertes mais le marché mérite d'être bien étudié avant d'engager des actions.

12.2.5 - Du marché parallèle

Dans toutes les activités économiques d'un pays sous-développé, on connaît un peu partout l'existence d'activités parallèles cachées par rapport au circuit normal et déclaré. Le tableau qui suit, relatif aux mouvements de crédit accordé aux ménages traite de cette question. Il est dès lors constaté que plusieurs éléments échappent au contrôle et la comptabilité Nationale n'est pas encore capable de chiffrer les éléments manipulés dans le cadre de cette économie parallèle. Il se trouve bel et bien que ce sont les ménages qui animent cette Economie. A travers les statistiques du même genre que celles qui suivent, on devrait aussi pouvoir comprendre pourquoi les Dépenses sont supérieures aux Revenus dans la plupart des Enquêtes statistiques sur le Budget des Ménages, car il y a des sommes d'argent venues d'un circuit parallèle et non déclaré qu'aucun membre de ménage n'a révélé à travers l'enquête.

Dans le cadre de l'EPM, il a été permis d'élaborer trois tableaux statistiques présentant les crédits par bailleur de fonds et usages des crédits accordés et qu'on peut trouver en annexe.

1. **Tab CO1** : Crédit par source selon les GSE du chef de ménage, par groupe de pauvreté. La variable analysée dans ce tableau a été le Montant du crédit emprunté, et le montant des remboursements effectués au cours des 12 derniers mois.

La Nomenclature de sources utilisée comporte 13 rubriques allant du système bancaire officiel au système informel comportant les usuriers, l'Eglise, les voisins, les parents et amis et autres prêteurs.

L'EPM a pu fournir des résultats assez satisfaisants auprès des 2 206 ménages de l'échantillon des 5 premiers cycles sur 10.

La nomenclature des GSE dont on a eu l'occasion d'en parler dans les autres chapitres comporte 18 rubriques dont une pour les "mal classés". Les résultats pourraient être interprétés de la manière suivante :

A - SOURCES DES CREDITS AUX MENAGES

Les Tableaux CO1u et CO1r figurant en annexe peuvent servir de référence aux informations qui sont présentées dans ce paragraphe.

TABLEAU 12.7 : LES CREDITS ACCORDES AUX MENAGES PAR SOURCE, SELON LES GROUPES DE PAUVRETE ET LES MILIEUX

SOURCES DE CREDIT	MILIEU URBAIN			MILIEU RURAL		
	Très Pauvre	Pauvre	Non Pauvre	Très Pauvre	Pauvre	Non Pauvre
Banque primaire		5,5	36,0		1,2	22,5
Société financière		7,2	0,4			
ONG/Coopérative			0,0		0,1	1,2
Entreprise privée			1,9		0,2	7,1
Autre crédit formel		4,2	0,1			5,9
Usurier	11,3	0,9	1,9	2,3	10,0	8,2
Commerçant	2,0	18,5	16,7	24,0	11,3	15,2
Propriétaire foncier		0,1	-			6,1
Eglise		0,1	0,0		4,4	0,3
Parent, Ami, voisins	86,7	59,6	40,4	64,5	72,0	30,1
Fonds communs			1,1		0,3	0,1
Autre crédit informel		3,9	2,5	9,2	0,6	3,3
TOTAL	100	100	100	100	100	100

a. Du milieu urbain :

- La répartition des crédits octroyés par groupe de pauvreté est la suivante sur le total de 100 % (137,6 millions de Fmg) 2,0 % reviennent au groupe "Très pauvres" ; 6,0 % au groupe "Pauvres" et 92 % au groupe "Non pauvres".
- Le faible montant de crédit emprunté par le groupe très pauvre provient essentiellement des parents, amis ou voisins (86,7 %) sinon dans une moindre mesure des usuriers (11,3 %).
- Il en est de même du groupe pauvre qui a emprunté surtout auprès des parents, amis ou voisins (59,6 %), puis auprès des commerçants (18,5 %), sinon d'un peu partout mais seulement pour les 16,9 % auprès du circuit formel (banque, société financière et autre crédit formel).
- Quant au groupe "Non pauvres" qui s'est vu attribuer les 92 % des crédits observés, les sources de financement sont dans l'ordre de leur importance, les parents, amis ou voisins (40,4 %), les banques primaires (36 %) et les commerçants (16,7 %). Ce groupe accède à toutes les sources de financement (en dehors des propriétaires fonciers), mais les trois sources énumérées ci-dessus en sont les principales (93,1 %).

b. Du milieu rural :

- La répartition des crédits octroyés par groupe de pauvreté est la suivante : sur le total de 100 % (39,9 millions de Fmg) 2,7 % reviennent au groupe "Très pauvres", 11,4 % au groupe "Pauvres", et 85,9 % au groupe "Non pauvres".
- Le faible montant emprunté par le groupe très pauvre provient dans l'ordre de leurs importances relatives, des parents, amis ou voisins (64,5 %), des commerçants (24 %) et un peu de crédit informel divers (9,2 %).
- De même le groupe "Pauvres" du milieu rural qui n'a eu que les 6 % des crédits octroyés par le système a principalement fait son emprunt auprès des parents, amis ou voisins (72 %) et des commerçants (11,3 %). Dans ce groupe la part des usuriers n'est pas négligeable (10 %).
- Les "Non pauvres" du milieu rural accèdent à toutes les sources de financement qui puissent exister dans le circuit. Dans le milieu rural, il n'y a pas de société financière. Il semblerait que les parents, amis et voisins sont aussi le principal bailleur de fonds pour le système de prêt en milieu rural (30,1 %); les banques primaires viennent en deuxième position (22,5 %) suivies des commerçants (15,2 %). Les usuriers prêtent aux non pauvres du milieu rural (8,2 %). Dans le milieu rural, les entreprises privées fournissent au groupe "Non pauvres" les 7,1 % de ses emprunts.
- En conclusion, il semble que les parents, amis, voisins constituent le principal bailleur de fonds des ménages (tous groupes confondus). Les commerçants prêtent aux ménages pauvres après les parents, amis et voisins sauf au groupe très pauvre du milieu urbain. Les banques prêtent surtout au groupe "non pauvres" et les usuriers sont utiles pour les extrêmement pauvres du milieu urbain et au groupe "pauvres" du milieu rural.

B - LES BENEFICIAIRES

Les tableaux CO2-u et CO2-r (en annexe) constituent la référence de l'analyse qui est présentée dans ce paragraphe.

TABLEAU 12.8 : REPARTITION DES CREDITS OCTROYES AUX MENAGES PAR GROUPE SOCIO-ECONOMIQUE DES CHEFS, SELON LES GROUPES DE PAUVRETE, PAR MILIEU.

GROUPES SOCIO-ECONOMIQUES DES CHEFS DES MENAGES	GROUPES					
	Très Pauvre		Pauvre		Non Pauvre	
	Urbain	Rural	Urbain	Rural	Urbain	Rural
Travail. hautement qualifiés	-	-	06,5	-	31,4	02,5
Travail. moyennement qualifiés	15,8	-	38,7	00,6	26,7	13,0
Main-d'oeuvre non qualifiée	24,3	-	21,5	00,7	02,3	01,1
G.m.e cultures de rente	00,7	02,1	-	07,1	-	03,7
Petits exploitations cultures de rente	-	-	-	01,1	-	07,2
G.m.e cultures vivrières	14,6	24,4	03,1	36,1	01,2	31,9
Petits exploitants cultures vivrières	07,5	65,4	01,7	51,9	00,1	24,5
G.m.e élevage	-	-	-	-	00,3	-
Petits exploitants/élevage	07,5	-	00,4	01,1	-	00,3
Petits exploitants autres secteurs primaires	-	03,4	01,9	00,2	00,5	00
Petits exploitants secteur secondaire	00,2	-	02,2	00,2	02,3	00,2
Petits exploitants secteur tertiaire	25,2	01,4	17,8	00,3	34,1	12,7
Retraités, handicapés	00,4	03,2	01,2	00,3	00,9	00,1
Etudiants	-	-	-	-	0	-
Chômeurs	-	-	-	-	00,1	-
Autres inactifs	00,6	-	05,0	-	0	0
Propriétaires	-	-	-	-	0	-
Non classés ailleurs	03,2	00,1	0	00,5	00,1	02,7
TOTAL	100	100	100	100	100	100

■ Dans le milieu très pauvre : Les groupes socio-économiques du milieu urbain qui sont concernés par les crédits sont dans l'ordre de leur importance: les petits exploitants du secteur tertiaire (25,2 %), la main-d'oeuvre non qualifiée (24,3 %), les travailleurs moyennement qualifiés (15,8 %) et les grands et moyens exploitants des cultures vivrières (14,6 %). Ceux du milieu rural sont principalement les petits exploitants des cultures vivrières (65,4 %) et les grands et moyens exploitants des cultures vivrières (24,4 %).

■ Dans le milieu pauvre : Les groupes socio-économiques du milieu urbain bénéficiaires de crédits ont été principalement entre 1992 et 1993, les travailleurs moyennement qualifiés (38,7 %), la main-d'oeuvre non qualifiée (21,5 %) et les petits exploitants du secteur tertiaire (17,8 %). Ceux du milieu rural ont été essentiellement les petits exploitants (51,9 %) et les grands et moyens (36,1 %) exploitants des cultures vivrières.

- Dans le milieu non pauvre : Les bénéficiaires de crédits sont différents suivant qu'on est dans le milieu urbain ou dans le milieu rural. Ainsi, en milieu urbain, il s'agit principalement des petits exploitants du secteur tertiaire (34,1 %), des travailleurs hautement qualifiés (31,4 %) et des travailleurs moyennement qualifiés (26,7 %). En milieu rural, on peut citer quatre groupes socio-économiques bénéficiaires des crédits : les exploitants de cultures vivrières dont les grands (31,9 %), les petits (24,6 %), les travailleurs salariés moyennement qualifiés (13 %), puis les petits exploitants du secteur tertiaire (12,7 %).

En résumé : les bénéficiaires des crédits tournent autour des groupes socio-économiques suivants : les exploitants de cultures vivrières, le secteur tertiaire et les salariés (en milieu notamment).

C - REMBOURSEMENT

Par groupe de pauvreté, la situation observée est la suivante en ce qui concerne les emprunts et leur remboursement.

TABLEAU 12.9 : RAPPORT ENTRE MONTANT REMBOURSE ET MONTANT EMPRUNTE DE 1992/1993

Unité : %

GROUPE	Rapport Urbain	Rapport Rural
Très pauvre	51,4	45,9
Pauvre	66,5	50,5
Non Pauvre	34,4	35,4
TOTAL	36,6	37,4

Le tableau 12.9 ci-dessus montre que le crédit octroyé n'est pas remboursé dans les douze mois qui suivent, notamment dans le groupe non pauvre. Les pauvres remboursent l'équivalent de plus de la moitié de leur nouveau crédit (66,5 % en milieu urbain et 50,5 % en milieu rural). Les extrêmement pauvres sont tenus à rembourser juste l'équivalent de la moitié de ce qu'ils empruntent au cours de l'année.

En guise de premier constat, l'on peut dire que l'Economie cachée peut nourrir le secteur informel entretenu par des Travailleurs qualifiés du secteur salarié, ou des petits entrepreneurs du secteur tertiaire détenant l'argent (groupe "Non pauvre").

D - UTILISATION DES CREDITS

Les tableaux C02-u et C02-r (en annexe) permettent aussi d'analyser la nature des crédits octroyés aux ménages par groupe de pauvreté et selon le milieu. Ce qui donne aussi une idée sur l'utilisation de l'argent emprunté. C'est dans la section 11 intitulée "Crédit, Biens, et Epargne" du Questionnaire-Ménage que l'EPM a collecté en Partie A, Question 9 du type fermé, les informations requises. Il y a dix (10) modalités de réponses à cette question dont voici la répartition à l'issue des 5 premiers cycles de l'enquête :

TABLEAU 12.10 : NATURE DES CREDITS

Unité : %

NATURE DES CREDITS	GROUPE					
	Très Pauvre		Pauvre		Non Pauvre	
	Urbain	Rural	Urbain	Rural	Urbain	Rural
Terre agricole	17,0	01,0	-	04,9	00,6	22,1
Equipement	00,2	01,6	-	07,0	03,3	05,8
Intrants agricoles	01,8	02,0	05,1	07,4	00,7	19,4
Entreprise	25,6	04,9	17,7	03,8	34,4	09,3
Habitation	00,1	02,9	08,9	0	36,9	00,2
Education	11,0	02,3	00,5	00,1	01,1	03,3
Sané	01,7	01,4	05,2	05,4	01,7	10,2
Cérémonies et rites	11,1	09,6	04,5	13,2	02,1	11,4
Biens de consommation	28,8	48,9	43,1	48,6	08,6	
Autres	02,7	25,4	15,0	09,6	10,6	04,5
TOTAL	100	100	100	100	100	100

- Dans le groupe "Très pauvres" trois types de crédits sont importants en milieu urbain : pour les biens de consommation (28,8 %), pour les entreprises familiales (25,6 %) et pour la terre agricole (17 %). Les cérémonies et rites (11,1 %) puis l'éducation (11 %) représentent donc 22,1 % des crédits demandés par les ménages très pauvres du milieu urbain. En milieu rural pour le même groupe très pauvre, l'essentiel des crédits demandés ont été pour la consommation (48,9 %) et les autres utilisations (25,4 %); les cérémonies et rites n'ont représentées que 9,6 % des crédits de ce groupe en milieu rural.
- Dans le groupe "Pauvres" du milieu urbain, trois types d'utilisation des crédits sont mis en relief : pour la consommation (43,1 %), pour les entreprises (17,7 %) et pour les autres utilisations (15 %). Quant au milieu rural il y a deux types de crédits très fréquents : la consommation (48,6 %) et les cérémonies et rites (13,2 %). Pour l'agriculture, le groupe "pauvres" du milieu rural a emprunté au total 19,3 % du crédit qui lui a été accordé, en supposant que l'équipement y concerne l'agriculture.
- Dans le groupe "Non pauvres" du milieu urbain, il y a essentiellement des demande de crédit pour l'habitation (36,9 %) et pour les entreprises individuelles, certainement du type familial (34,4 %). Dans le milieu rural, les ménages ont demandé des crédits essentiellement pour la terre agricole (22,1 %), les entreprises (19,4 %), les intrants agricoles (14,1 %) et la consommation (11,4 %).
- Pour le groupe "Non Pauvres", les crédits bancaires financent beaucoup plus de projets que dans les autres groupes : terre agricole, équipement et Habitation, d'une manière significative par rapport aux besoins des ménages dans ces domaines d'utilisation des crédits, mais faiblement dans les autres types d'utilisation (intrants agricoles, cérémonies/rites, biens de consommation). Les entreprises privées interviennent dans l'Habitation et les Biens de consommation. Les usuriers et les commerçants accordent des crédits presque dans les mêmes domaines d'utilisation sauf pour les immobilisations (terre agricole, équipement).

Les Parents/amis/voisins sont les bailleurs de fonds les plus courants du secteur informel car ils accordent des crédits dans toutes les catégories de besoins (usages des crédits) des ménages.

12.2.6 - Conclusion

- On a donc perçu à travers l'analyse des crédits disponibles par catégorie d'utilisation que le circuit informel constitué par les parents/amis/voisins, usuriers, tient une place très importante dans la satisfaction des besoins financiers des ménages.
- La première mesure serait d'éviter que la filière d'emprunt informelle ne soit pas désavantageuse pour les deux contractants.

En effet, le taux de remboursement semble pénaliser le détenteur de l'argent, que le taux d'intérêt des marchés parallèles n'obéit pas à une règle quelconque. L'on sait que les usuriers ne prêtent jamais à moins de 30 % d'intérêt, par exemple. La valeur ajoutée concernée est cachée du circuit officiel mais elle est réelle. Tous les éléments de l'économie dite souterraine ne sont pas nocifs mais l'absence d'organisation dans son environnement incrimine toujours ses acteurs qui doivent foncer pour sortir d'une situation difficile. Aussi, a-t-on tendance à vouloir casser ce qui n'est pas formel pour protéger le circuit officiel (formel), mais cela reviendrait à supprimer une source d'approvisionnement importante pour les ménages .

- Les ménages qui entreprennent une quelconque activité du secteur informel sont aussi les opérateurs (économiques) de l'Economie cachée dite souterraine. Beaucoup de revenus se forment dans le secteur informel mais l'enregistrement statistique n'en existe pas encore dans le dispositif national de collecte statistique. Le problème est identique à celui du système d'Etat Civil quand il n'y a pas de tenue de registre par des officiers formés et destinés à cette opération.

CHAPITRE 13

CONCLUSIONS

CHAPITRE 13 : CONCLUSIONS

13.1 - SUR L'ORGANISATION DE L'EPM

Le moment est venu de tirer les conclusions de l'analyse préliminaire de cette enquête statistique en laquelle on a mis beaucoup d'espoir pour poser les Dimensions Sociales de l'Ajustement.

Point n'est besoin de rapporter ici les différentes péripéties de l'EPM, mais en gros, il faut dire que les résultats qui sont présentés dans cette étude ont été obtenus au prix de soixante (60) jours de redressement des données ayant nécessité une nouvelle descente sur le terrain. L'analyse proprement dite n'a pas été trop difficile à réaliser compte tenu de deux avantages acquis :

1. les analystes impliqués dans l'étude ont participé à la conception du questionnaire de l'enquête, ont supervisé les opérations de collecte et sont à l'origine de toutes les nomenclatures utilisées soit pour la collecte, soit pour l'analyse elle-même.
2. la Banque mondiale, par l'intermédiaire de sa cellule DSA, a beaucoup contribué à la bonne exécution de l'EPM d'une part et à la façon de présenter les résultats consignés dans le présent rapport d'autre part, les profils de pauvreté du Ghana et de la Côte d'Ivoire aidant. C'est avec une certaine satisfaction que l'équipe d'exploitation informatique et les différents analystes présentent donc ici les conclusions de l'étude sur le profil de la pauvreté à Madagascar parce que celle-ci a été entreprise dans des conditions confortables. Nous n'émettons aucune réserve sur la qualité des données dont la synthèse a abouti aux résultats cohérents trouvés avec les principaux indicateurs qui ont été publiés par ailleurs. Ceci nous amène donc à assurer les équipes de terrain auprès des Six (6) antennes de l'EPM de notre gratitude et de nos félicitations grâce aux efforts qu'elles ont déployés pour améliorer la collecte dès que le message sur les erreurs des trois premiers cycles leur a été communiqué.

Au moment de la publication de la présente étude basée sur les cinq (5) premiers cycles, les opérations de collecte sur le terrain sont terminées, mais la correction des erreurs d'observations se prépare, relativement à la totalité de l'enquête.

13.2 - SUR LE PROFIL DE LA PAUVRETE A MADAGASCAR

L'évaluation globale de la pauvreté a utilisé des seuils au niveau de la dépense moyenne par habitant, par an. Lorsqu'on descend au tiers de cette dépense moyenne, on définit d'abord un groupe "très pauvre". En remontant au seuil des deux tiers de cette dépense moyenne annuelle, on définit le groupe pauvre tout court. On a ainsi défini les trois groupes de pauvreté qui correspondent en gros à des groupes sociaux au sein de la population. Compte tenu des niveaux très différents des dépenses moyennes, l'étude a distingué le milieu rural du milieu urbain.

Il est entendu que cette classification se base sur des critères internes à la population et n'a fait aucune référence à l'extérieur sauf dans la notion de pauvreté, et la méthode de calcul des différents indicateurs de ciblage, d'intensité, de déficit de la pauvreté, etc.... Les résultats dégagés par l'application de cette méthode sont les suivants :

TABEAU 13 : REPARTITION DE LA POPULATION PAR GROUPE DE PAUVRETE SELON LES MILIEUX.

Unité : nombre

GROUPES DE PAUVRETE	Urbain	Rural	Total
Très Pauvre	550 052	1 391 942	1 941 994
Pauvre	748 072	3 064 142	3 812 214
Non Pauvre	452 138	4 885 811	6 337 949
TOTAL	2 750 262	9 341 895	12 092 157

L'application des formules utilisées pour dégager les différents indices utiles à la description de la Pauvreté a été faite par milieu (Capitale, Grands Centres Urbains ou GCU, Centres Urbains Secondaires ou CUS et Rural) et par groupe socio-économique.

Les taux de pauvreté sont à peu près les mêmes dans les deux milieux : 47,7 % de la Population rurale et 47,2 % de la population urbaine sont pauvres. Les taux de pauvreté extrême sont respectivement de 14,9 % pour le milieu rural et 20 % pour le milieu urbain. Les très pauvres sont plus importants en milieu urbain en valeur relative.

Les extrêmement pauvres comptent 1 942 000 âmes environ alors que la population globalement pauvre compte 5 754 200 individus.

La pauvreté du milieu rural frappe surtout les groupes socio-économiques des petits agriculteurs dans le secteur vivrier, puis des "grands et moyens exploitants de cultures vivrières".

La pauvreté du milieu urbain, où l'inégalité entre les pauvres est plus marquée qu'ailleurs, est ciblée dans les groupes des salariés de moyenne qualification et les manoeuvres.

Egalement dans l'espace, on peut parler de régions plus pauvres que d'autres. Ainsi : le faritany de Fianarantsoa est le plus pauvre suivi de Toamasina, puis dans l'ordre décroissant, de Toliary, d'Antsiranana, de Mahajanga et d'Antananarivo.

La politique de réduction de la pauvreté globale nécessiterait au moins 376,7 Milliards de Francs malgaches par an et 66,1 Milliards si l'objectif n'était que d'enrayer la pauvreté extrême.

13.3 - SUR LES PROBLEMES RENCONTRES PAR LES PAUVRES

La pauvreté ne vient pas seule car il y a toujours un cadre dans lequel elle évolue. Si ce n'est pas un diagnostic, c'est peut-être une description de tout l'environnement qu'on devrait faire pour comprendre la situation des groupes de ménages pauvres. Il est une de ces questions qu'on pourrait se poser quand on est dans une situation aussi difficile que celle d'être pauvre et qui est la suivante : "Est-ce qu'il y a une issue quelconque de secours pour nous en sortir ?". L'analyse par secteur dont la synthèse suit, posera au moins les thèmes des réflexions qui s'imposent, entre autres :

13.3.1 - Dans le domaine démographique

- a. Le taux de migration trouvé dans l'EPM est de l'ordre de 35 %. Les motifs de déplacement sont de plusieurs ordres, mais les principaux en sont les raisons familiales, la recherche du premier emploi ne constituant que les 8 % des migrants "Non Occupés". Parmi les "Occupés à un Emploi", ce sont les salariés permanents qui sont les plus mobiles.
- b. L'alphabétisation est plutôt sensible au niveau des milieux qu'au niveau des groupes de pauvreté et dans une moindre mesure au niveau des faritany.
- c. En matière de niveau d'instruction on a constaté que les individus qui n'ont pas achevé le cycle d'enseignement primaire sont largement majoritaires dans l'exercice d'une activité secondaire (emploi) car ils constituent au moins 76,8 % de la Population active ayant une activité secondaire. Très peu parmi les membres des ménages pauvres accède au niveau universitaire pour ne pas dire aucun.

13.3.2 - Dans le secteur social

En complément de ce qui vient d'être dit dans le domaine démographique en ce qui concerne le secteur social, le profil est le suivant :

- a. éducation : l'accès à l'école est difficile pour la plupart des Ménages du milieu rural, et notamment pour les enfants des pauvres. L'un des problèmes qui se posent est notamment la longue distance qui sépare le domicile de l'établissement scolaire public. Il est évident que, pour les pauvres, les dépenses pour l'éducation sont parmi les moins prioritaires, donc le recours à l'enseignement privé n'est pas une solution à leur problème. Par conséquent le taux de scolarisation (des enfants de 6 à 15 ans) tend à diminuer surtout en milieu rural. C'est donc un problème structurel né d'une situation conjoncturelle (établissements fermés, manque d'enseignants, etc...)

- b. santé : pour ce qui est de la santé, elle est publique car globalement prise en charge par l'Etat. Les établissements sanitaires, parfois inexistant dans plusieurs contrées du milieu rural sont quand ils existent installés à des endroits plutôt éloignés d'une partie significative de la population.

Les Pauvres ont droit aux dispensaires mais trouvent tant bien que mal des lieux de consultations non pourvus de médicaments. L'accès aux services de santé est fonction du niveau de pauvreté. C'est ainsi que les groupes PAUVRES ne consacrent qu'une faible partie de leur budget aux dépenses de santé.

c. emploi et sources

de revenus : L'Agriculture est la principale source de revenu du milieu rural où résident les 77 % des Pauvres de Madagascar. Le problème posé dans ce domaine est la capacité de production qui est trop faible pour être commercialisée. Les cultures vivrières qui sont leur principale culture sont plutôt utilisées pour la consommation intérieure. Les petits planteurs de produits d'exportation sont éparpillés dans les petites exploitations dont le niveau de production (assez faible) ne leur procure pas le revenu qui doit suffire pour faire face aux besoins de la famille.

Dans le milieu urbain, le salariat est la source principale des revenus mais il est certain que ces derniers n'assurent pas un pouvoir d'achat pouvant procurer un niveau de bien-être acceptable.

Le secteur informel qui, après la petite exploitation agricole, offre des possibilités d'emplois indépendants rémunérateurs, ne semble pas résoudre tous les problèmes d'insuffisance des revenus des Ménages. Les Entreprises non agricoles des Ménages ne fournissent pas d'emplois salariés, car ce sont des entreprises familiales. Etant des entreprises individuelles, elles s'activent surtout dans le commerce de détail et quelquefois dans la fabrication artisanale et d'autres petits services (peu d'activités de production marchande en fait). La promotion d'emplois dans le secteur informel n'est pas développée pour améliorer le niveau du revenu qui semble insuffisant. En fait, la différence avec le milieu rural est que ce dernier a une autoproduction qui aide à la consommation alimentaire.

d. des conditions

d'habitation : Les Pauvres du milieu rural (4 456 000 âmes environ) ont en général leur propre maison d'habitation, mais utilisent les rivières, les lacs ou les sources naturelles (assez rares) pour puiser l'eau. L'accès à l'eau potable est le principal handicap de ce groupe vulnérable au point de vue santé. Les combustibles (bois) sont plus ou moins gratuits pour eux, mais l'écosystème en fait les frais avec des conséquences importantes sur les conditions de vie des ménages-mêmes. Ils n'ont pas de toilettes, et jettent les ordures ménagères dans la nature. Dans l'immédiat, aucune solution rationnelle ne semble pas s'offrir, demandant ainsi des programmes sectoriels solides visant la protection de l'environnement.

Les Pauvres du milieu urbain (1 298 124 individus environs) habitent leurs maisons (de faible confort) ou quand ils sont moins pauvres tout en étant salariés, sont locataires, accédant à l'eau potable de la borne fontaine publique, ou puisant l'eau non potable des puits sans pompe. Les toilettes sont une fosse perdue, les ordures sont jetées un peu partout. L'environnement social créé par une société telle que décrite ici est ainsi dégradé, comme le prouve la mauvaise qualité de l'Hygiène publique provoquant une VULNERABILITE de toute la Population sur le plan sanitaire. Le fait que les "Non Pauvres" consacrent beaucoup d'argent pour leurs dépenses de santé par rapport au reste de la population montre que cette dégradation de l'Environnement est un problème public, et compte tenu de sa propagation, un fléau national. Le problème de la santé est principalement lié à la sous-alimentation, mais la qualité de l'environnement y est aussi pour quelque chose.

13.3.3 - Dans le secteur économique

La Riziculture est la plus importante de toutes les activités agricoles de Madagascar de par l'importance du Riz dans la Culture et dans l'alimentation du Malgache. De plus, ce produit alimentaire a un coefficient d'apport calorique très élevé. Seulement, il y a deux sortes de problème autour de ce produit :

- d'une part, il y a des régions du pays, même parmi celles qui en produisent, qui sont déficitaires en riz,
- d'autre part, il y a des groupes de Population qui ne sont pas à même d'acheter la quantité journalière de riz ni de substituer ce produit par un autre produit pour assurer le besoin calorique nécessaire. C'est pour les groupes Très Pauvres et dans une moindre mesure pour les Pauvres que ce déficit calorique s'est avéré important d'après l'EPM.

Le déficit de la pauvreté calculé en 1993, même si l'estimation est discutable (selon les points de vue) représente par année les 21,2 % du PIB courant de l'année 1984. En termes économiques, il faudrait arriver à augmenter le niveau actuel de la consommation finale des ménages, d'environ 21,2 % pour combler ce déficit. Or, il ne s'agit pas d'affecter le montant du déficit par un transfert d'institution publique aux ménages mais de favoriser la croissance de l'agrégat consommation du privé à un taux assez fort pour atteindre ce montant. En d'autres termes il faut avoir une Economie à croissance soutenue et forte (de l'ordre de 16,3 % en termes réels sur la base de l'année 1984). En tout état de cause, le problème économique est fondamental, et demande une restructuration radicale du système de production pour améliorer l'offre locale, augmenter le pouvoir d'achat et éviter l'effet unilatéral des prix sur les conditions économiques des ménages.

13.4 - RECOMMANDATIONS

Le Profil ainsi que les problèmes accompagnant la Pauvreté appellent des recommandations immédiates et des solutions à moyen et long terme car touchant au système de production économique.

L'ajustement structurel a eu des répercussions sur les conditions de vie des Ménages et a départagé ces derniers en trois groupes sociaux allant des non pauvres aux extrêmement pauvres. La notion de revenu minimum ainsi que celle de salaire minimum sont depuis longtemps laissées de côté dans la gestion de l'Economie. Le pouvoir d'achat des différents groupes sociaux a chuté et devient ainsi la principale préoccupation des décideurs économiques. La Population, c'est-à-dire les consommateurs, confond maîtrise des prix et contrôle ou blocage des prix. En tout cas, la stagnation du niveau des revenus est à l'origine de la chute du pouvoir d'achat.

Les actions immédiates semblent être :

- la maîtrise du stock de produits alimentaires ;
- la disponibilité des services de santé primaire dans tous les milieux de façon à en améliorer l'accès pour tous les groupes de population malgache ;
- l'ouverture immédiate des établissements scolaires fermés, de façon à donner la même chance à tous les enfants d'âge scolaire dans le domaine de l'Education.

Les actions à terme concernent l'expansion économique pour trouver une croissance soutenue permettant de rattraper le retard dans le niveau de développement. Il faudra entre autres :

- réparer les routes pour favoriser la communication entre les différentes régions et entretenir ainsi les échanges économiques ;
- instaurer l'ambiance d'une économie marchande pour permettre au niveau de revenu de s'accroître ;
- augmenter les superficies cultivées tout en augmentant les rendements rizicoles dans toutes les régions du pays, par un encadrement technique efficace, et encourager la diversification dans l'agriculture ;
- encourager la promotion d'entreprises aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural. Pour le milieu rural en particulier, bien argumenter les investissements avec des résultats d'études de marché préalables aux projets ;

- restructurer l'activité économique par une politique basée sur des objectifs de croissance soutenue dans tous les secteurs dont en particulier les Exportations qui ne devraient plus rester aux produits traditionnels (café, vanille, girofle). La diversification des Exportations semble indiquée pour accroître le Revenu National ;
- prendre des mesures drastiques pour intégrer tous les groupes de Population dans les programmes sectoriels, y compris l'environnement, afin de rétablir tous les équilibres ;
- assurer un taux élevé de recouvrement des Recettes fiscales afin que l'Etat puisse intervenir dans l'amélioration des services Publics qui perdent de plus en plus de leur efficacité en raison de l'insuffisance des moyens de travail.

En ce qui concerne les Femmes, il semble que les ménages qui sont dirigés par elles se comportent de la même façon que les autres. Il convient néanmoins de signaler leur présence presque dans tous les secteurs d'activités économiques mais comme la plupart (plus de 80 %) sont sans conjoints (veuves et divorcées), leur situation pourrait faire l'objet d'une étude spécifique.

Pour les villes, il est impératif d'assurer le maximum de services d'assainissement et d'enlèvement des ordures, et, pour les campagnes, de renforcer la protection de l'Environnement, afin d'offrir une qualité de vie acceptable grâce à une situation d'hygiène meilleure.